

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

Le Traité Bryan-Chamorro

et les Conflits qu'il a provoqués en Amérique Centrale

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Politiques et Economiques)

PRÉSENTÉE PAR

Michel CASTEJON-FIALLOS

Date de Soutenance : 15 Décembre 1925, à 14 heures

JURY :

Président : M. DE LAPRADELLE

Suffragants : M. GIDEL, Professeur.

M. LE FUR, Agrégé

1925

ASSOCIATION DES ETUDIANTS DE DOCTORAT

18, rue Darcet

PARIS (XVII)

Le Traité Bryan-Chamorro

et les Conflits qu'il a provoqués

en Amérique Centrale

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Politiques et Economiques)

PRÉSENTÉE PAR

Michel CASTEJON-FIALLOS

Date de Soutenance : 15 Décembre 1925, à 14 heures

JURY :

Président : M. DE LAPRADELLE

Suffragants : M. GIDEL, Professeur.

M. LE FUR, Agrégé

1925

ASSOCIATION DES ETUDIANTS DE DOCTORAT

18, rue Darcet

PARIS (XVII^e)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



CHAPITRE PREMIER

CONSIDERATIONS GENERALES

Avant de commencer l'étude du traité Bryan-Chamorro, nous croyons indispensable de faire un rapide exposé de la politique et du droit international centre américains, en nous référant en particulier aux conventions de Washington de 1907, qui résumaient, dans des règles de caractère positif, les relations des Etats de l'Amérique Centrale, lorsqu'a été signé le traité faisant l'objet de notre étude.

Les cinq pays de l'Amérique Centrale, Guatémala, Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa-Rica, unis à travers les siècles par la même histoire, la même religion et la même langue, constitués par la même race et intimement liés par les mêmes intérêts, les mêmes aspirations et dangers (la menace étrangère et la révolution intérieure), ont toujours été considérés, bien qu'étant organisés en Etats autonomes, comme formant *partie d'un même ensemble*.

Conquis et colonisés par l'Espagne, ils ont constitué sous sa nomination, « *le Capitanía General de Guatemala* ». Libérées de son pouvoir, le 15 septembre 1821, ils se sont réunis pour peu de temps au Mexique et ont constitué par la suite un Etat fédéral sous le nom de République des Etats-Unis de l'Amérique Centrale. Leur charte constitutionnelle, calquée sur celle des Etats-Unis, a été publiée le 22 novembre 1924. « L'expé-

rience en fut très médiocre : le vêtement était trop ample pour des corps aussi frêles. A côté d'un exécutif faible et d'un Sénat impuissant, le Congrès était arrivé à monopoliser le pouvoir, qu'il exerce de manière tyrannique (1). « En 1829, après six années de guerre civile, *el Indio Carrera*, vainqueur du général Francisco Morazan, déclara la Fédération dissoute. Depuis lors, avec une persévérance digne d'une si noble cause, le peuple centre-américain s'efforce de la reconstituer, échouant toujours par la faute des ambitions, susceptibilités et des intérêts opposés de certains de ses dirigeants, ainsi que par suite des fréquentes révolutions et coups d'Etat. Dans la seule décade, qui va de 1840 à 1850, on n'a pas fait moins de quatre tentatives pour la reconstituer. En 1852, trois des Etats en question sont parvenus à se grouper (le Salvador, le Honduras et le Nicaragua) pour former la « République du Centre Amérique » ; cette tentative a échoué comme les précédentes. Celles de 1862 et de 1876 ont subi le même sort. Un nouvel effort a été fait en 1889 : les cinq Etats, par traité du 12 octobre de la dite année, ont convenu de se réunir en une Fédération, sous le nom de « République du Centre-Amérique » : le Pouvoir exécutif devait être exercé par chacun des présidents des cinq Etats, à tour de rôle, une année ; ils devaient être aidés dans leurs fonctions par une diète composée de 15 membres et un Conseil de 5 délégués. Ce traité ne fut pas ratifié par le Congrès de Costa-Rica, et celui de Nicaragua remit à plus tard son

(1) Politis. La Justice Internationale, p. 139.

acceptation; par la suite, une guerre qui éclata entre le Guatemala et le Salvador empêcha la réunion des trois autres Etats. Ce nouvel échec, toutefois, ne découragea pas les dirigeants de ces populations sœurs et, le 20 juin 1895, fut conclu, dans le port de Amapala, un nouveau traité d'union entre le Salvador, le Honduras et le Nicaragua dans le but « de réaliser le bel idéal de la reconstruction de la Vieille Patrie ».

« Les républiques du Salvador, de Honduras et du Nicaragua, dit ce Traité, formeront, à l'avenir, une seule unité politique sous le point de vue de leur souveraineté extérieure, sous le nom de « République Majeure du Centre-Amérique ». Chaque Etat conservera son autonomie et indépendance intérieures; le Pouvoir exécutif sera exercé par une diète composée d'un représentant propriétaire et un suppléant pour chacun des Etats; il résidera dans la capitale de chacun de ceux-ci pour une période de temps déterminé. »

Le nouvel Etat fut, comme les précédents, de courte durée. En novembre de la même année, chaque Etat recouvra sa vie indépendante.

En 1917, eut lieu une nouvelle tentative qui échoua dès le début par suite de l'attitude du gouvernement de Nicaragua, lequel n'ayant pas le courage de se déclarer anti-unioniste (ce qui eut contrarié les aspirations du peuple), s'efforça de soulever tous les obstacles possibles: en premier lieu, en convoquant, sans l'assentiment des autres Etats, Panama à la Conférence des plénipotentiaires qui, d'après le gouvernement d'Honduras, devait tracer les bases de la future Fédération; ensuite, en ne

convoquant pas à Costa-Rica, à la Réunion de délégués, appelée préalablement « à étudier les insinuations du Nicaragua en ce qui concerne Panama » et à tracer le programme de la Conférence de plénipotentiaires projetée. Cette réunion, qui n'avait pu avoir lieu dans la capitale de Guatemala, à cause de sa destruction récente, devait se réaliser à Managua, sur la proposition du Gouvernement de Nicaragua lui-même. L'initiative partit du Gouvernement de Honduras, lequel à la provocation de Costa-Rica, proposant la réunion d'une conférence de plénipotentiaires, dans le but de reviser les traités de Washington de 1907 et de donner une nouvelle vie à la Cour de Justice Centre-Américaine (Traité que nous étudierons par la suite), a répondu en proposant à la place, la réunion d'une Conférence qui aurait pour but primordial d'établir les bases de la Fédération. Si le Gouvernement de Honduras agissait ainsi, c'est qu'il savait que le Nicaragua se refuserait à établir la « Cour de Justice Centre-Américaine », dont il avait repoussé les arrêts.

Postérieurement, en 1921, eut lieu la dernière tentative d'union. En raison de l'approche du Centenaire de l'Indépendance, ces pays désirèrent célébrer cette grande date, en réalisant le *vieil idéal* de l'union centre-américaine. Le Traité d'union qui en renferme les bases, fut conclu à San José de Costa-Rica, le 19 janvier de la dite année. « Les républiques de Guatemala, du Salvador, de Honduras et de Guatemala, dit ce Traité, s'unissent en une union perpétuelle et indissoluble, et constitueront à l'avenir une nation souveraine et indé-

pendante qui portera le nom de « Fédération de Centre-Amérique ». Les quatre Etats concurrenceront, au moyen de députés, à la formation d'une Assemblée nationale constituante; ils acceptent, dès maintenant, comme loi suprême, la Constitution que votera la dite assemblée, d'accord avec les dispositions du présent Traité. »

« Chaque Etat conservera son autonomie et son indépendance pour la gestion et la direction de ses affaires intérieures, pour tout ce qui ne s'opposera pas à la Constitution Fédérale. Le Gouvernement sera républicain, populaire, représentatif et responsable. Le Pouvoir exécutif sera exercé par un Conseil Fédéral, composé d'un représentant propriétaire et d'un suppléant pour chacun des Etats signataires du Traité. Le dit Conseil élira parmi ses délégués propriétaires, un président et un vice-président, dont les fonctions dureront une année. La présidence du Conseil sera exercée par le Président de la Fédération. »

Ledit Traité n'ayant pas été ratifié par le Congrès de Costa-Rica, les trois autres Etats se mirent en devoir de le mettre à exécution: le Conseil provisoire et la Constituante, prévus par le Traité, se réunirent à Tegucigalpa, et, le 9 septembre, furent publiées la Constitution fédérale et les lois constitutives qui devaient entrer en vigueur le 1^{er} octobre de la même année. Deux mois après, un Coup d'Etat, qui éclata au Guatemala et qui porta au Pouvoir un Gouvernement opposé à la Fédération, démolit tout l'édifice. Peut-être le Gouvernement Fédéral, faisant usage des facultés que lui conféraient les lois, aurait-il essayé de rétablir l'ordre au

Guatémala, si le Gouvernement de l'Amérique du Nord ne s'était pas empressé de signifier aux Etats centraux, que toute intervention d'un Gouvernement dans les affaires intérieures d'un autre, serait considérée par lui avec la plus grande préoccupation et, dans ce but, il a invoqué les obligations contractées dans les traités de Washington de 1907. A ce sujet, voici ce que dit le Docteur don Mariano Vasquez, dans son intéressante brochure, intitulée « La grande illusion » (1) :

« Cet avertissement du Gouvernement américain était en tout point mal fondé. Le Département d'Etat savait fort bien que les traités de Washington avaient cessé d'exister *de jure* entre Honduras, Guatémala et le Salvador, attendu que ces Etats formaient une nouvelle entité politique dont la constitution avait commencé à entrer en vigueur le 1^{er} octobre 1921. 3 délégués, munis d'une représentation diplomatique des Etats fédéraux, qui étaient arrivés à Washington avant que se produise l'événement de Guatémala, avaient fait connaître officiellement la nouvelle république au Gouvernement américain. Comment donc, dans ces conditions, le Département d'Etat pouvait-il invoquer officieusement des traités inexistants pour éviter l'accomplissement de la constitution de la République Fédérale de Centre-Amérique? Si le Gouvernement américain était garant de ces traités, pourquoi ne les avait-il pas invoqués alors qu'ils étaient en vigueur, pour obliger le Gouvernement de Nicaragua à respecter les arrêts de la Cour de Justice

(1) P, 160.

Centre-Américaine dans les procès du Salvador et de Costa-Rica ?

Si le peuple de Guatémala directement et par l'entremise de ses autorités représentatives, avait approuvé la Constitution Fédérale, et si, en conséquence, il faisait partie de la Fédération centre-américaine, comment le Gouvernement américain a-t-il pu interpréter un acte d'ordre intérieur comme une imposition violente et fortuite de la Fédération ? »

Le motif de l'abstention du Nicaragua à faire partie de la Fédération, a besoin d'être expliqué. Ce motif fut la prétention de son Gouvernement, qui était représenté dans les conférences de San José de Costa-Rica, *d'imposer aux autres Gouvernements*, comme condition *sine qua non*, pour donner sa signature au Traité d'union, la reconnaissance formelle de la validité et de l'efficacité du Traité Bryan-Chamorro, ce qui impliquait une véritable rétractation des Etats qui l'avaient combattu.

Cette prétention, comme de juste, fut repoussée, principalement par Costa-Rica et le Salvador, qui avaient protesté contre le dit traité et avaient assigné le Gouvernement de Nicaragua devant la Cour de Justice Centre-Américaine, obtenant du dit tribunal des arrêts favorables déclarant que le dit Traité Bryan-Chamorro lésait leurs droits respectifs. Accepter les prétentions de Nicaragua, c'eût été de leur part une rétractation humiliante et une offense à la mémoire du

feu Tribunal de Justice Centre-Américain. Comme cette affaire est intimement liée au thème de notre travail, nous ne croyons pas qu'il soit superflu de raconter avec plus de détails ce conflit. Le litige prit son origine au moment de l'étude du projet de traité relatif à l'Etat où étaient restés les traités existants conclus entre les pays centre-américains et les nations étrangères. Bien que dans le projet qui devait servir de base à la première discussion, on eût fait la déclaration générale *que l'on respecterait les traités existants avec les pays étrangers, conformément aux principes du Droit International*, le Nicaragua s'obstina à exiger que l'on ajoutât la déclaration formelle de la validité et de l'efficacité du Traité Bryan-Chamorro et le droit qu'il avait de l'accomplir et de prendre tous les arrangements et conventions tendant à son exécution. Longues furent les négociations pour arriver à un accord : on chercha tous les moyens pour donner satisfaction au gouvernement de Nicaragua dans la limite du possible, en lui assurant le droit de poursuivre l'exécution de ses conventions internationales, ce qui équivalait à une reconnaissance tacite du traité en question et en lui concédant une représentation étrangère pour négocier tout ce qui concernait son exécution, mais tout fut inutile. « Ce que le gouvernement de Nicaragua nous a demandé dans la conférence, d'une façon inflexible, nous dit le Docteur Vasquez, fut la reconnaissance formelle de la validité et de l'efficacité du Traité Bryan-Chamorro dans une forme qui a produit l'impression d'une rétractation exigée de la part des Gouvernements de Costa-Rica et

du Salvador, qui avaient assigné Nicaragua à raison du dit traité. » (1)

Un des délégués du Guatémala, le Docteur Falla, sur la suggestion du Docteur Vasquez, proposa, à titre transactionnel, que l'on acceptât la déclaration dans la forme exigée par le Gouvernement de Nicaragua en stipulant que les Etats du Salvador, de Honduras et Nicaragua, l'acceptaient sous la réserve avec laquelle le dit traité avait été ratifié par le Sénat américain. Expliquons-nous un peu : le Sénat américain, pour donner satisfaction aux Gouvernements de Costa-Rica, du Salvador et de Honduras, qui avaient protesté contre la signature du Traité Bryan-Chamorro, le considérant comme une atteinte à leurs droits, ratifia la dite convention en faisant la réserve que l'on ne devrait pas prétendre au moyen de ce traité léser aucun des droits des dits pays. Cette réserve est ainsi conçue : « Etant donné que Costa-Rica, Honduras et le Salvador ont protesté contre la ratification de la dite convention dans la crainte ou avec la persuasion qu'elle peut, d'une façon quelconque, préjudicier aux droits existants des dits Etats, en conséquence, le Sénat déclare qu'en conseillant et en approuvant la ratification de la dite convention, telle qu'elle a été modifiée, il l'a fait en connaissance de cause et, dans ces conditions, il est stipulé comme partie de l'acte de ratification, que rien dans la convention en question ne doit avoir pour effet d'affecter un droit quelconque existant d'aucun des Etats mentionnés. »

(1) Op. cit., p. 136.

En faisant allusion à cette réserve, on croyait avoir évité toutes les difficultés car, par celle-ci, on sauvegardait les droits et l'honneur des pays qui avaient réclamé contre le dit traité et l'on pensait en même temps que le Nicaragua ne ferait pas objection à cette clause introduite par le Sénat américain et faisant en conséquence, partie de l'acte de ratification. Mais, à sa plus grande surprise, la Conférence dut enregistrer le refus du Gouvernement de Nicaragua qui, par la bouche de son délégué, fit savoir qu'il se refusait à signer le Traité dans les termes projetés « parce qu'il était contraire à l'honneur et à la dignité de la République, d'admettre, fût-ce pour un instant, l'accusation tacite que le Nicaragua aurait pu signer le Traité Bryan-Chamorro, dans lequel auraient été introduites des conditions lésant les intérêts de l'Amérique Centrale. »

Après cette énumération des différentes tentatives d'union qui soulignent les aspirations et l'esprit national qui unit ces pays, qui, comme le dit si exactement M. Politis « forment un monde à part dans la grande famille latine », nous ferons allusion à d'autres manifestations de la fraternité et de la solidarité qui les unit. Cette politique de rapprochement, n'est pas seulement le produit d'un passé commun, avec tous les facteurs qui en résultent, mais le résultat de l'existence d'un ensemble d'intérêts communs et de la conviction de la nécessité d'un rapprochement intime, comme condition indispensable pour leur sécurité et leurs progrès.

Cette forte liaison nationaliste, ou, pourrait-on dire, cette solidarité, s'est manifestée d'une manière écla-

tante dans les moments difficiles de l'histoire de ces pays : elle s'est concrétisée en un effort commun, lorsqu'un de ses membres a été victime d'un péril extérieur, ou sous la forme d'une protestation diplomatique, lorsque l'un de ses gouvernants a prétendu compromettre une partie du sol centre-américain. Rappelons à ce sujet l'affaire du flibustier Walker, lorsqu'il a cherché à s'emparer du Nicaragua et les protestations de Costa-Rica, de Guatémala et du Salvador lorsque, en 1854, le Gouvernement de Honduras a conçu le projet d'aliéner l'île du Tigre.

Une autre manifestation des relations toutes spéciales qui les unit, sont les principes consignés dans leurs chartes fondamentales, comme, par exemple, celle de Honduras, publiée il y a un an, qui reproduit, comme les précédentes, l'observation que cet Etat est détaché de la République Centre-Américaine et considère *comme une nécessité* de revenir à l'union avec les autres sections de la république dissoute ; et, dans ce but, donne au Pouvoir législatif les facultés pour ratifier définitivement tout traité tendant à réaliser l'union avec un ou plusieurs des Etats de l'ancienne Fédération. L'article 2 de celle du Nicaragua, en interdisant tout traité susceptible de porter atteinte à l'indépendance et à l'intégrité de la nation ou affectant sa souveraineté, donne en même temps la faculté de conclure toute convention ayant pour objet l'union de la Centre-Amérique. Elle s'exprime ainsi : « La souveraineté est une, inaliénable, imprescriptible et réside essentiellement dans le peuple dont les fonctionnaires chargés d'établir la constitution

et les lois, tirent leurs pouvoirs. En conséquence, il ne pourra être conclu de convention ou de traité qui s'oppose à l'indépendance et à l'intégrité de la nation, ou qui affecte d'une façon quelconque sa souveraineté, sauf ceux visant à l'union avec une ou plusieurs des républiques de Centre-Amérique. »

Une autre manifestation encore des rapports fraternels qui unissent ces cinq républiques, sont les facilités que leurs lois accordent aux sujets centre-américains pour acquérir la nationalité, soit en leur donnant certaines prérogatives, soit en les assimilant aux nationaux. Ainsi, par exemple, l'article 8 de la Constitution de Honduras considère comme nationaux les fils des autres républiques de l'Amérique Centrale, domiciliés dans le pays à moins que devant la première autorité politique départementale, ils manifestent le désir de conserver leur nationalité. Egalement elle considère comme natifs de Honduras les Centre-Américains d'origine, qui manifestent devant l'autorité, leur désir d'être citoyen de Honduras. Par contre, pour les autres, elle exige d'autres conditions que nous ne tarderons pas à énumérer.

Il serait trop long pour nous de faire mention des actes innombrables de la vie politique de ces pays dans lesquels se manifestent les relations fraternelles de solidarité, et tendant à leur rapprochement. Nombreux ont été les congrès et les conférences se proposant de développer et de fortifier les liens étroits qui les unissent; nombreux les traités conclus également dans ce but, se résumant sous la forme de traités de paix et d'amitié, que nous n'entreprendrons pas même d'énumérer afin

de ne pas trop prolonger cette introduction à notre étude. Nous mentionnerons simplement les traités conclus à Washington en 1907, tant parce que dans ceux-ci est concrétisé ce que nous pouvons appeler le Droit Public Centre-Américain, que parce qu'ils constituent le lien juridique qui réglait leurs rapports lorsqu'a été signé le Traité Bryan-Chamorro, objet de notre étude.

Antérieurement aux Traités de Washington, les pays centre-américains, à l'exception de Nicaragua, avaient conclu, à Costa-Rica, en 1906, divers traités visant à la formation d' « une sorte de confédération » (1) et « à développer les progrès moraux, intellectuels et industriels, unifiant ainsi les intérêts des contrées sœurs ». Ces traités contenaient certaines dispositions pour éviter les révoltes et prévoyaient la création de certains organismes destinés à travailler à leur rapprochement. Malheureusement, toutes ces conventions ne produisirent pas l'effet qu'on en attendait, car les révoltes et les guerres que l'on essayait de combattre continuaient. En 1907, une guerre éclata entre le Honduras et le Nicaragua, et le Salvador, allié de Honduras, se vit obligé de se mêler au conflit. Cette guerre donna naissance au Traité de Washington. Nous en donnerons l'histoire avec quelques détails, tant pour en faire mieux apprécier la portée, que pour souligner l'attitude prise par les Etats-Unis, appelés par la suite à provoquer le conflit que souleva le Traité Bryan-Chamorro, manquant,

(1) Alvarez. Le Droit International Américain, p. 189.

par cette attitude aux devoirs que lui imposait leur rôle de médiateur.

« Dès le début du conflit, nous dit le Docteur Rodriguez Gonzales, au sujet de la guerre en question, le Président Roosevelt prit une attitude d'intervention énergique, d'abord pour éviter la guerre, et ensuite, une fois les hostilités engagées, pour y mettre fin. Non seulement par l'action diplomatique, il fit sentir aux belligérants la pression du Gouvernement nord-américain, mais également au moyen de sa marine de guerre, il poursuivit les mêmes buts.

« Une fois les hostilités suspendues, le Gouvernement des Etats-Unis du Nord s'efforça de rétablir la paix entre les Etats combattants, et, pour que la tranquillité ne fut pas à nouveau troublée dans l'Amérique Centrale, le Gouvernement de l'Amérique du Nord convoqua une Conférence des cinq Républiques centre-américaines, qui se réunit d'octobre à décembre 1907, dans la cité Washington.

« Sous l'impulsion du Département d'Etat, les représentants centre-américains se réunirent en Assemblée préliminaire et rédigèrent le Protocole du 17 septembre 1907, sur les suggestions des présidents des Etats-Unis de l'Amérique du Nord et du Mexique, dans le but de convoquer la Conférence centre-américaine. De fait, il fut convenu, dans le dit protocole, qu'après invitation formelle des présidents en question, adressée par eux à chacune des républiques centre-américaines, se réunirait à Washington une Conférence, les présidents des cinq républiques devant, à leur tour, inviter

les présidents des Etats-Unis, du Mexique et de l'Amérique du Nord à vouloir bien, s'ils le jugeaient utile, désigner leurs représentants, ceux-ci devant, à titre purement amical, offrir leurs bons et impartiaux services pour la réalisation des buts de la Conférence. » (1)

La Conférence s'ouvrit sous la présidence du secrétaire d'Etat, M. Root, et, à toutes ses délibérations, assistèrent, comme représentants du Mexique et des Etats-Unis, MM. Enrique Creel et Williams L. Bucaman, dont les noms figurent dans le préambule des traités qui furent conclus. De cette Conférence sortirent un Traité général de Paix et d'Amitié et huit conventions, dont l'une additionnelle.

Le but que recherchèrent ces traités, fut d'assurer la paix sur de solides bases, en prescrivant une série de mesures tendant à combattre les guerres et la révolte intérieures et à fomentier et resserrer les rapports unissant ces Etats comme première étape pour pouvoir réaliser dans l'avenir l'union, objet de tant de tentatives. Les représentants du Honduras et du Nicaragua proposèrent à la Conférence l'union immédiate des cinq Etats, mais les autres représentants repoussèrent la proposition, estimant plus opportun d'essayer d'écarter tous les obstacles, en assurant l'ordre, en établissant les relations les plus cordiales et en créant diverses institutions permanentes destinées à travailler en vue de leur rap-

(1) Rodriguez González. El Golfo de Fonseca, en el Derecho Público Centroamericano, p. 125.

prochement, pour pouvoir, par la suite, réaliser avec succès, l'unité politique désirée.

Parmi les moyens imaginés pour assurer la paix, ils **acceptèrent le principe de l'arbitrage**, avec un caractère **obligatoire, absolu et sans restriction**, inconnu jusqu'alors, et on créa, à cet effet, un tribunal permanent qui prit le nom de « Cour de Justice Centre-Américaine » .

« Les Républiques de Centre-Amérique, dit l'article premier du Traité général de Paix et d'Amitié, considèrent comme la plus essentielle de leurs obligations, dans leurs relations mutuelles, le maintien de la paix; elles s'engagent à observer toujours la plus complète harmonie et à résoudre tout désaccord ou difficulté qui pourra survenir entre elles, *de quelque nature que ce soit*, par l'entremise de la Cour de Justice Centre-Américaine, créée par la Convention qu'elles ont conclue à cet effet, en ce jour.

A cette Cour, elles s'engageaient à soumettre toutes les controverses et les questions qui pouvaient surgir entre elles, de quelque nature qu'elles fussent et quelle que fût leur origine, dans le cas où les chancelleries respectives ne seraient pas arrivées à un accord (art. premier de la Convention qui établit cette Cour). Suivant le dit article, sa compétence était absolue. De sa route, se trouvaient éliminés les derniers bastions des susceptibilités et égoïsmes nationaux, reconnaissables aux réserves de style (indépendance, souveraineté, honneur national, intérêts vitaux, etc...). Ses facultés s'étendaient jusqu'à pouvoir juger *par défaut* : elle connais-

sait, en outre, des questions que pouvaient soulever les particuliers d'un pays centre-américain contre l'un quelconque des Gouvernements contractants, pour violation de traités ou de conventions, et dans les autres cas de caractère international, que ces particuliers fussent ou non appuyés par leur Gouvernement... A titre facultatif, elle connaissait de tout litige que, d'un commun accord, lui soumettraient une République centre-américaine et un pays étranger. En outre, elle était compétente pour connaître des conflits qui pouvaient surgir entre les pouvoirs d'un état ou dans le cas où ne seraient pas respectés les décisions judiciaires et les résolutions du Congrès.

Ce tribunal se composait de 5 magistrats, nommés chacun par le Pouvoir législatif du pays respectif, pour une période de cinq années et devant être choisis parmi les juriconsults susceptibles d'exercer la Haute Magistrature, conformément aux lois du pays qui les nommaient.

Le tribunal en question fut inauguré en la ville de Cartago, Costa-Rica, le 25 mai 1908, avec une grande solennité; assistèrent à cette inauguration les représentants des Etats-Unis et du Mexique qui avaient pris part aux conférences et qui furent amenés à Costa-Rica à bord d'un croiseur américain. « La participation à cette solennité des Etats-Unis, nous dit M. Politis, était significative. Ils tenaient à revendiquer la paternité de la Cour qui réalisait, entre cinq petits pays américains, l'idée qu'ils s'étaient efforcés de faire triompher l'année

précédente à La Haye, entre toutes les nations civilisées ».

On s'explique dès lors la faveur rencontrée par la Cour auprès de l'opinion américaine. On l'a saluée comme un événement capital dans l'histoire de l'humanité. On y a vu un modèle proposé aux grandes puissances européennes. On a glorifié les Républiques centro-américaines d'avoir fourni le bon exemple. » (1)

N'ayant pas la prétention de faire l'histoire de cette institution, nous dirons seulement que son existence fut laborieuse et que, malheureusement, elle ne répondit pas aux espérances si belles que l'on fondait sur elle. Rarement, elle représenta « *la conscience du Centre-Amérique* » : la manière de recruter ses membres, nommés *de facto* par le Pouvoir exécutif de chaque pays, fit de chaque magistrat une espèce d'agent défenseur de son Gouvernement... Son activité s'exerça principalement dans le domaine extra-judiciaire, en essayant de rétablir l'ordre constamment troublé.

Peu de temps après son inauguration, elle fut appelée à connaître des actions intentées par le Honduras et le Nicaragua contre le Salvador et le Guatemala, qu'ils accusaient, le premier, de violer sa neutralité, le second de fomenter des révolutions contre le Honduras afin d'implanter un Gouvernement allié des seconds dans le but de pouvoir ensuite déposer celui de Nicaragua. Le fait est surtout digne d'être mentionné, car il s'agissait dans cette action d'une accusation qui mettait

(1) Op. cit., p. 141.

en cause l'honneur national en incriminant le Guatemala et le Salvador de faits qui manifestaient un manque d'honnêteté et une violation de ses promesses. Nous faisons cetet légère allusion parce que nous verrons par la suite que Nicaragua a allégué, entre autres motifs pour ne pas accepter les arrêts prononcés par le dit tribunal, dans les procès que souleva le Traité Bryan-Chamorro, son manque de compétence soutenant que le principe général reconnu était que l'on ne pourrait jamais soumettre à l'arbitrage, rien qui put mettre en cause la souveraineté, l'indépendance et *l'honneur national...*

Ensuite, le tribunal eut à connaître de quatre réclamations de particuliers, Nicaraguayens contre Costa-Rica, Guatemala et Honduras, réclamant pour pertes, arrestation, perquisition et expulsion arbitraires.

Il prit une part active dans les affaires du Nicaragua, essayant de rétablir l'ordre troublé à la chute du gouvernement du général Zelaya. Et, comme nous le verrons, de 1916 à 1917, il connut des demandes de Costa-Rica et du Salvador contre le Nicaragua pour les préjudices que le Traité, objet de notre étude, leur occasionna. Ce furent ces conflits qui furent la cause de la mort du dit tribunal: Nicaragua, se sentant appuyé et défendu par les Etats-Unis, se refusa à accepter ces arrêts et, peu de temps après, prétextant des raisons d'ordre économique, résilia la Convention qu'il avait créée.

Un autre moyen parmi ceux imaginés par les négociateurs des traités de 1907, pour assurer la paix dans le Centre-Amérique, fut la déclaration de neutralité de

Honduras dans tout litige qui pourrait surgir et l'obligation de la part des autres gouvernements de respecter sa neutralité.

Pour apprécier l'importance de cette mesure, rappelons qu'étant donnée la position centrale de Honduras, son territoire a presque toujours été le champ des conflits centre-américains car il a été considéré comme une base indispensable d'opérations « pour pouvoir assurer le triomphe de toute guerre entre les pays plus forts et plus turbulents de Centre-Amérique ». « Depuis l'époque la plus reculée de sa vie indépendante, on a compris, nous dit le Docteur Rodriguez Gonzâlez, que le territoire de Honduras étant en quelque sorte comme le centre de gravité politique pour les forces qui ont prétendu se balancer dans les différents conflits historiques de l'équilibre centre-américain, et c'est là que ses forces ont cherché en tout temps le point d'appui si favorable que leur offrait ce centre de gravité, soit en essayant de l'obtenir au moyen d'une alliance avec le Gouvernement de Honduras, soit en s'emparant *de facto* de ce centre stratégique et politique. De là vient que des négociateurs de ces conférences ont accueilli la neutralité de Honduras comme moyen efficace pour assurer l'équilibre centre-américain et éviter ainsi, en outre, que les autres gouvernements favorisent ou fomentent les révoltes si fécondes sur son sol. » (1)

D'autre part, poursuivant le même but, pour combattre les révoltes intérieures, et en conséquence les gou-

(1) Op. cit., p. 98.

vernements si tristement célèbres dans les annales de l'histoire de ces peuples, fut solennellement consacrée dans les dits traités la doctrine de l'éminent ex-Ministre équatorien, le Docteur Tobar ; doctrine si brillamment exposée dans la lettre adressée par lui de Barcelone au Consul de Colombie à Bruxelles. Cette doctrine fut mise en pratique par la suite par Wilson dans ses relations avec le Mexique et avec tous les pays baignés par la mer Caraïbe.

Les gouvernements des Hautes Parties contractantes, dit l'article premier de la Convention additionnelle, ne reconnaîtront aucun gouvernement qui s'établira dans l'un quelconque des cinq pays, à la suite d'un coup d'Etat ou d'une révolution contre un gouvernement reconnu, tant que la représentation du peuple, librement élu, n'aura pas réorganisé le pays sous une forme constitutionnelle.

De plus, comme développement de la doctrine Tobar cherchant également l'affermissement de l'ordre intérieur et à combattre tous les actes susceptibles de produire une perturbation dans la vie normale de ces pays, l'article 2 du Traité général de Paix et d'Amitié stipule que : « désirant assurer dans les Républiques de Centre-Amérique les avantages résultant de la pratique des Institutions et contribuer en même temps à affermir la stabilité et le prestige dont elles doivent s'entourer, il est déclaré qu'est considérée comme une menace pour la paix des dites républiques, toute mesure ou disposition ayant en vue de modifier d'une façon quelconque dans l'une d'entre elles, l'ordre constitutionnel ».

Cette disposition de caractère nettement centre-américain tend à déclarer d'une manière absolue, la limitation de la souveraineté de chacun des Etats en soumettant son ordre constitutionnel au contrôle collectif des autres.

« Les cinq Etats, dit le Docteur Rodriguez González, déclarent que *la bonne marche* de leurs institutions constitutionnelles, intéresse les autres et constitue un fond commun qui cesse d'appartenir en propre et exclusivement à chacun d'eux. Les cinq Etats contractent l'obligation internationale d'accommoder leur politique purement intérieure à l'exercice et à la pratique des institutions intérieures, de façon que cette pratique et cet exercice deviennent avantageux et contribuent ainsi à affermir la stabilité et les prestiges dont chaque Etat doit s'entourer afin de pouvoir vivre avec les autres dans la Société Internationale qu'ils ont formée par les Traités en vigueur. » (1)

La doctrine Tobar, avec le complément dont il vient d'être parlé, a été à nouveau rappelée dans les derniers traités de 1923, conclus à Washington entre les cinq Etats et qui visent à reconstituer l'état de droit créé par ceux de 1907 que nous étudions. Dans ces traités, la doctrine Tobar a été largement développée, en appliquant certaines règles nécessaires dictées par l'expérience. Dans les dits traités récents, est également prescrite, l'obligation de ne reconnaître aucun gouvernement provenant d'un coup d'Etat ou d'une révolution ; il est pres-

(1) Op. cit., p. 340.

crit de ne pas reconnaître ceux qui pourront être présumés avoir été le produit de la fraude électorale ou des pressions, et, à cet effet, on a dressé une liste des personnes qui, en cas d'élection, ne pourront pas être reconnues. Etant donnée l'importance de cet article, nous n'hésiterons pas à le reproduire *in extenso*.

« Désirant assurer dans les républiques de Centre-Amérique les avantages résultants de la pratique des institutions libres et contribuer en même temps à affirmer leur stabilité et les prestiges dont ils doivent s'entourer, il est déclaré que sera considéré comme une menace à la paix des dites républiques, tout acte, disposition ou mesure affectant dans l'une quelconque d'entre elles, l'ordre constitutionnel, soit qu'il provienne d'un pouvoir public quelconque, soit qu'il provienne de particuliers.

En conséquence, les gouvernements des parties contractantes ne reconnaîtront aucun gouvernement qui sortira dans l'une quelconque des cinq républiques d'un coup d'Etat ou d'une révolution contre un gouvernement reconnu, tant que la représentation du peuple, librement élue, n'aura pas réorganisé le pays sous forme constitutionnelle. Et même dans ce cas, elles s'engagent à ne pas accorder la reconnaissance si l'une quelconque des personnes qui seront élues, est comprise dans l'un quelconque des cas ci-après :

1° Si elle a été le chef ou l'un des chefs du coup d'Etat ou de la révolution ; ou si elle est, par parenté

ou affinité, ascendante, descendante ou frère de l'un de ceux-ci ;

2° Si elle a été secrétaire d'Etat ou a exercé une haute charge militaire au moment où s'est produit le coup d'Etat ou la révolution, ou à celui de l'élection, ou si elle a exercé cette charge ou ce mandat dans les six mois précédant le coup d'Etat, la révolution ou l'élection.

Ne sera pas non plus reconnu, en aucun cas, le gouvernement venant de suffrages qui se seront portés sur un citoyen qui, par la constitution de son pays, serait déclaré inapte à être élu président, vice-président ou délégué.

Aussi bien dans les traités que nous examinons, que dans ceux postérieurs de 1923, qui réglementent les relations centre-américaines actuellement, est mentionné le principe de la non intervention dans les affaires politiques d'un autre pays et l'engagement d'éviter que s'organisent dans leur territoire des expéditions révolutionnaires visant à troubler l'ordre dans l'un quelconque d'entre eux.

D'autre part, dans le but toujours d'affermir l'ordre, dans les derniers traités a été accepté le principe de la non réélection du président et du vice-président et les Etats se sont engagés, si cette réforme n'était pas déjà consacrée par leurs lois fondamentales, à la provoquer. Dans les traités antérieurs, ce principe était dépourvu de caractère obligatoire et n'était mentionné qu'à titre de simple conseil.

Telles sont les règles principales qui ont été établies

en 1907 et qui ont à nouveau été acceptées dans les derniers traités, en vue d'assurer la paix et la stabilité ainsi que le bon renom de leurs institutions. Elles sont le produit direct de l'expérience acquise de la vie tourmentée de ces pays, si fréquemment agités par les luttes civiles et les guerres nées des ambitions, abus et rivalités de leurs dirigeants... Elles constituent, en limitant la souveraineté intérieure de ces cinq républiques sœurs, une des caractéristiques principales de leur Droit Public.

Comme moyen pour resserrer leurs liens et développer leurs intérêts communs, elles prescrivirent, dans les traités de 1907, la création de diverses institutions communes : un Office international centre-américain, un Institut Pédagogique et des Ecoles d'Agriculture, de Mines et des Arts et Métiers. Dans l'une des dites Conventions, on a prescrit la réunion de conférences périodiques, destinées à étudier les mesures en vue d'unifier le système monétaire, douanier et des poids et mesures ainsi que d'établir le libre échange, etc.

L'Office International qui, au commencement, a prétendu assumer le rôle d'une espèce de « Diète », avait comme mission principale de « concourir de tous ses efforts à la réorganisation de la patrie centre-américaine et d'imprimer à l'enseignement un caractère essentiellement centre-américain.

Dans le but de resserrer leurs relations cordiales, les cinq états se concèdent mutuellement une série de prérogatives. Ainsi, par exemple, l'article IV du Traité général stipule résidant dans le territoire de l'une quelcon-

que des autres, jouiront des mêmes droits civils que les nationaux et seront considérés comme citoyens dans le pays de leur résidence s'ils réunissent les conditions exigées par les lois constitutionnelles correspondantes. »

Les états reconnaissaient la validité des études et des titres professionnels, faites ou acquis dans l'un quelconque d'entre eux ainsi que le droit d'exercer lesdites professions sans aucune formalité spéciale dans le territoire de l'un quelconque. Ils assuraient le droit d'exercice de la propriété littéraire, artistique et industrielle dans les mêmes conditions que pour les nationaux, aux citoyens des autres états résidant dans l'un d'entre eux. Était également reconnue la validité des actes officiels valablement passés dans l'une quelconque des cinq républiques, et celles-ci s'obligeaient à donner cours et effet à certaines réquisitions et sentences émanant des tribunaux de l'une quelconque des parties contractantes. Une Convention spéciale réglait l'extradition.

Toujours dans le même but de rapprochement et de cordialité, l'article IX du Traité général établit le principe du *traitement national* pour les navires de commerce des cinq pays, prescrivant qu'ils seront considérés dans les mers, sur les côtes et dans les ports de l'un d'entre eux comme navires nationaux et qu'ils jouiront des mêmes exemptions, franchises et concessions que ceux-ci.

Cette servitude internationale de caractère réel a établi entre les cinq états une communauté maritime. Leur navigation maritime internationale s'est trouvée ainsi réduite à un véritable cabotage. Les navires des

autres états dans les ports et mers de l'un d'entrè eux jouissent du même traitement, mais en même temps, étant considérés comme navires nationaux, ils étaient soumis entièrement à la juridiction locale. « Il en résulte que le domaine maritime des cinq républiques constitue ainsi un seul territoire commun pour elles sans solution de continuité possible. »

« Comme conséquence du principe de la communauté juridique déjà signalée, l'article XII du Traité général recommande aux cinq gouvernements l'établissement de navires nationaux pour qu'ils fassent le commerce de cabotage; en effet, est considéré comme tel le commerce entre ports centre-américains, lequel reste assimilé comme tel au trafic de port à port d'un même état; ce qui démontre l'idée — réelle ou fictive — que les Traités de Washington ont créé l'unité juridique indivisible de tout le domaine maritime centre-américain. Cette forme d'unification des cinq territoires est une des mesures les plus importantes pour préparer l'unité politique des cinq souverainetés fragmentaires. » (1).

Poursuivant le même ordre d'idée, l'article XI établit l'unification de la protection des personnes, des navires et des autres propriétés des Centre-Américains, par les agents diplomatiques et consulaires des cinq pays à l'étranger.

Telles étaient, étudiées grosso-modo, les règles de caractère positif qui régissaient les rapports Centre-Américains lorsque fut signé le Traité, objet de notre étude.

(1) Rodriguez González. Op. cit., p. 348.

Elles recherchaient comme but primordial la consolidation de la paix et la bonne harmonie et entente entre les cinq républiques sœurs. Conformément à ce *status jure*, on ne concevait aucun acte qui pût altérer l'ordre ni les rapports amicaux et fraternels ; non plus qu'une politique d'isolement et un manque de solidarité et de coopération. Si un fait quelconque venait à troubler ce *status jure*, les traités en question prescrivaient les mesures afin de l'éviter, soit par la voie diplomatique qui devait inspirer ses relations de la plus complète harmonie et bonne entente, et dans le cas où l'accord était impossible, il restait le recours de l'arbitrage qui, étant donné son caractère absolu et obligatoire tendait à rendre impossible tout état de violence.

Cet état de droit cessa d'exister *de facto* en mars 1918 par suite de la dénonciation par le Nicaragua de la Convention qui avait créé la Cour de Justice Centre-Américaine. Les Gouvernements de Guatemala et du Salvador considérèrent que la suppression de ce tribunal mettait *ipso facto* un terme au Traité général, estimant son maintien essentiel et indispensable pour que ledit Traité subsiste « étant donné que dans l'article I, après avoir déclaré comme le premier de leur devoir, le maintien de la paix, les Gouvernements s'étaient engagés à soumettre tout désaccord ou difficulté qui pourrait survenir entre eux, de quelque nature qu'il fût, à la décision de la Cour de Justice Centre-Américaine créée par la Convention conclue à la même date. »

Nous ne nous attarderons pas à étudier le fondement de vérité que contient cette argumentation, com-

battue par le Gouvernement de Honduras qui opina dans le sens contraire.

En 1923, sur l'initiative du Gouvernement Nord-Américain, les cinq pays conclurent à nouveau à Washington un Traité général de Paix et d'Amitié et diverses Conventions tendant à rétablir l'ordre de choses que nous avons étudiées. Dans ces dits pactes récents, la Cour de Justice Centre-Américaine est remplacée par un Tribunal arbitral, dénommé « Tribunal International Centre-Américain », sans caractère permanent et à compétence limitée, car étaient exclues de sa *juridiction toutes les questions et controverses affectant l'existence souveraine et l'indépendance de l'une quelconque des républiques sagnataires*. Une de ces conventions prescrit l'établissement de commissions internationales d'enquêtes; elle a été également signée par les Etats-Unis. Une autre Convention établit la limitation des armements. Nous n'entrerons pas dans l'étude détaillée de ces pactes; nous dirons seulement qu'ils étaient animés du même esprit, et qu'ils poursuivaient le même but que les précédents.

Comme conclusion de ce rapide exposé des rapports Centre-Américains, nous dirons que leur histoire diplomatique, leur vie politique et les traités en vigueur, donnent comme caractéristiques principales du Droit Public Centre-Américain les suivants :

1° Importance du principe de nationalité tendant à limiter dans une certaine mesure, l'autonomie extérieure de chacun des dits états au profit de l'*Unité Centre-Américaine*.

2° La plus étroite solidarité, manifestée par le *Centre-Américanisme*, politique de rapprochement, de coopération et d'harmonie, émanée des tendances nationalistes et de l'existence d'intérêts communs.

3° Acceptation de la doctrine Tobar, avec le développement signalé, tendant à assurer l'ordre et la solidité de leurs Institutions fondamentales, en restreignant l'autonomie intérieure de chaque état.

4° Communauté de domaines maritimes en ce qui concerne la navigation de commerce, principe qui a été à nouveau consacré par les traités récents prescrivant le traitement national pour les navires de commerce respectifs.

CHAPITRE II

POLITIQUE DU CANAL DANS LE CENTRE-AMERIQUE. — LE TRAITE BRYAN-CHAMORRO ET LES CONFLITS QU'IL A PROVOQUES EN AMERIQUE CENTRALE

Depuis le commencement de la domination espagnole en Amérique, la nécessité d'une voie de communication par eau unissant l'Océan Pacifique à l'Océan Atlantique, se fit impérieusement sentir. Quand les explorateurs montrèrent l'inexistence du détroit que l'on croyait exister dans la partie la plus étroite du Continent, toute une série de projets surgit pour s'ouvrir un passage dans les parties les plus praticables.

En 1550, le Portugais Galvoa signala quatre voies praticables : Tehuantepec, Nicaragua, Panama et Darien. En 1551, Gamora attira l'attention sur l'Isthme de Darien. En 1698 l'Anglais Patterson signala la même voie et tenta de s'en emparer en organisant une expédition en faveur de l'Angleterre. Parmi les différents projets qui furent soumis au roi d'Espagne, on signala spécialement quatre voies parmi lesquelles on donnait la préférence à celle du Nicaragua, parce que l'on en croyait la réalisation plus facile étant données les facilités qu'offraient le Rio San Juan, le Grand Lac de Ni-

Caragua et l'étroitesse relative de l'isthme de Rivas. « La première de ces voies, nous dit le Dr. Aton dans son *Histoire du Nicaragua*, était le déversoir du Grand Lac de Nicaragua par lequel montaient et descendaient de grands bateaux, et qui, quoique présentant quelques rapides dangereux, si l'on ouvrait les quelques lieues de terre et qu'il y a entre la Lagune et le Pacifique, permettrait aux navires de passer dans cette mer. »

En 1780, les projets de Canal de Martin de la Bastide et de Nelson signalèrent comme plus praticable la voie du Nicaragua. Le baron de Humbolt, qui fut l'un des premiers qui s'occupèrent de l'affaire dans le siècle dernier, signala cinq voies possibles pour la construction du canal projeté : Le Darien, Choco, Tehuatepec, Nicaragua et Panama.

Peu avant l'Indépendance de ces pays, en 1814, sur les instances et avec l'appui de la Cour Espagnole, se fonda la première Compagnie du Canal, qui, comme toutes celles qui se succédèrent, échoua par manque de capital suffisant pour la réalisation d'une œuvre d'une telle envergure. « En 1822 c'est Bentham, qui dans un écrit intitulé « Junctiona Proposal » propose l'établissement d'un canal par la voie du Nicaragua, et sous son influence, le Président de la Nouvelle Grenade, Bolivar, fait procéder à des explorations (1).

Depuis lors, toute une série de compagnies apparut, se disputant l'ouvrage, les unes dues à l'effort particu-

(1) Fauchille. Traité de Droit International Public. T. I. partie II, n° 513, 8° édit.

lier, les autres plus ou moins appuyées par les Gouvernements intéressés. Les Etats-Unis, la France, l'Angleterre, la Hollande rêvent la réalisation d'un tel ouvrage, qui leur assurerait une grande puissance et créerait de grandes facilités pour le commerce mondial. En ce qui concerne le Canal de Nicaragua, auquel nous limiterons notre exposé, deux puissances en particulier se disputent les travaux : Les Etats-Unis et l'Angleterre.

Dès la proclamation de l'Indépendance du Centre-Amérique, se fonda à New-York, la première Société du Canal : elle prétendit construire cet ouvrage par la voie du Nicaragua et fit des propositions au Gouvernement Fédéral, qui accepta favorablement; mais non certain de sa force et craignant les conflits que pourrait occasionner un ouvrage d'une telle importance, il essaya de s'assurer l'appui du Gouvernement Américain, et, à cet effet, il envoya un Délégué Extraordinaire à Washington avec instructions d'inciter le Gouvernement Américain à la réalisation de l'ouvrage et avec facultés de signer un traité qui assurerait : « La possession du Canal aux deux nations ». Ces tractations n'ayant pas abouti et devant les hésitations des Etats-Unis, le Gouvernement Fédéral du Centre-Amérique fit savoir qu'il était disposé à recevoir des propositions. Une compagnie américaine (Aaron Palmer), obtint une concession, mais le capital suffisant lui manquant, elle échoua dans son entreprise. En 1830, le Gouvernement Fédéral accorde une nouvelle concession à une compagnie hollandaise créée par le roi de Hollande lui-même; elle eut pour unique résultat d'éveiller l'intérêt des Etats-Unis

qui commencent à craindre qu'une nation européenne ne s'empare de l'œuvre.

A partir de ce moment le Gouvernement Américain prend directement l'initiative: « En 1835, le Sénat américain invite le président de l'Union à étudier l'utilité qu'il y aurait à ouvrir des négociations avec les gouvernements des autres nations et en particulier avec les Gouvernements de l'Amérique Centrale et de la Nouvelle Grenade dans le but de protéger efficacement par des conventions convenables les individus ou les compagnies qui peuvent vouloir entreprendre l'ouverture de communications entre les Océans Atlantique et Pacifique et pour la construction d'un Canal à travers l'Isthme qui joint l'Amérique du Nord et du Sud, et d'assurer pour toujours par ces stipulations le droit libre et égal pour toutes les nations d'utiliser ce canal » (1). Et à cet effet M. Charles Biddle fut chargé de faire sur place une enquête au sujet des voies les plus praticables. En 1837, Stephen, envoyé également avec une mission semblable, conseilla la voie du Nicaragua.

L'action des Etats-Unis, en ce qui concerne cette voie reçoit une grande impulsion grâce à la politique anglaise. L'Angleterre, depuis le temps de la domination espagnole en Amérique, avait prétendu s'emparer d'une partie de l'Amérique Centrale, d'abord sous le prétexte d'une concession pour des coupes de bois accordée par la Couronne espagnole, et ensuite, en se don-

(1) Fauchille. Op. cit., n° 5131.

nant comme la protectrice de la tribu des Moscos, située sur les côtes du Nicaragua, sur l'Atlantique.

En 1848, prétendant que les frontières de ses protégés s'étendant jusqu'à l'embouchure du Rio San Juan, elle s'empare du port de San Juan del Norte, entrée probable du canal projeté, chasse les autorités nicaraguéennes, qui s'en emparent à nouveau pour bientôt subir une nouvelle expulsion. Cette même année, le Nicaragua se voit obligé à reconnaître à l'Angleterre les droits qu'elle s'arrogeait. Entre temps, le représentant des Etats-Unis au Centre-Amérique, qui avait été chargé « de se procurer toutes les informations qu'il pourrait sur la nature et l'étendue des empiètements du Gouvernement britannique et de les lui communiquer le plus promptement possible » dépassant les limites de ses attributions, et sans même consulter le Gouvernement Américain, conclut le 21 juin 1849 une convention avec le Nicaragua, par laquelle les Etats-Unis acquièrent un droit exclusif de construire une voie de communication à travers le territoire du Nicaragua, soit par terre ou par eau, entre la mer Caraïbes et l'Océan Pacifique. En échange les Etats-Unis s'engageaient à protéger et à défendre l'Etat de Nicaragua. Ce traité, méconnaissant les droits que l'Angleterre prétendait avoir au Nicaragua, ne fut même pas soumis à l'approbation du Sénat, de crainte du conflit qu'il pourrait occasionner. Pour cette raison, le Président Taylor donna de nouvelles instructions au nouveau Chargé d'Affaires des Etats-Unis en Amérique Centrale, en vue de conclure un autre traité en lui spécifiant qu'il ne devait pas contenir un

droit exclusif en faveur des Etats-Unis et auquel devaient adhérer les autres nations. Le 3 septembre fut signé un Traité, qui comme le précédent, ne fut même pas discuté par le Sénat, de crainte, ainsi que le déclara le Président Taylor quand il le présenta au Sénat, d'un conflit avec l'Angleterre, car il ne fut pas fait allusion dans ce Traité des droits revendiqués par la Grande-Bretagne, sur San Juan del Norte, future entrée du Canal.

En 1849, l'Angleterre prétend s'emparer de l'île du « Tigre », située dans le golfe de Fonseca et appartenant au Honduras, cherchant par là, à s'assurer une position sur le Pacifique, qui lui permettrait de dominer l'autre issue du canal projeté. Pour cette raison, les relations entre les deux puissances deviennent plus tendues et commencent à éveiller la crainte d'un conflit Américain, prévoyant et désirant éviter tout danger, entre en conversations avec le Représentant de l'Angleterre à Washington, afin d'arriver à un accord amical entre les deux nations. Ces négociations donnent pour résultat le Traité du 19 avril 1850, conclu à Washington entre M. Clayton, représentant les Etats-Unis, et sir Bulwer, représentant l'Angleterre, et connu par eux sous le nom de Clayton-Bulwer. Les bases principales que pose ce Traité sont les suivantes : « 1° Aucun des deux gouvernements n'établira jamais pour lui-même un contrôle exclusif sur le canal ; et aucun d'eux n'élèvera de fortifications le long du canal, ni n'occupera, fortifiera, colonisera ou n'exercera une souveraineté sur le Nicaragua, le Costa Rica, la Côte Mosquito, ou quel-

qu'autre partie de l'Amérique Centrale (art. 1). 2° Les vaisseaux des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne traversant le Canal en cas de guerre entre les parties contractantes seront exempts de blocus, de capture ou de détention par les belligérants, et cette exemption s'étendra en dehors du Canal à la distance qu'on jugera convenable d'établir (art. 2.). 3° Les parties s'engagent, le Canal terminé, à le protéger contre toute interruption, saisie ou confiscation injuste et à en garantir la neutralité, de telle sorte que le Canal soit toujours ouvert et libre et que le capital engagé soit en sûreté; mais elles subordonnent cette protection et cette garantie, qu'elles pourront retirer en se prévenant six mois à l'avance, à la condition qu'il n'y ait pas de traitements différentiels, de péages déraisonnables ou de règlement non équitable (art. 5). 4° Les parties contractantes s'engagent à inviter tout Etat avec lequel elles ont des relations pacifiques à prendre avec elles des engagements analogues à ceux qu'elles ont conclu entre elles, afin que tous les autres Etats puissent participer à l'honneur et à l'avantage d'avoir contribué à une œuvre d'un intérêt si général (art. 6) (1). S'engagent à étendre ces mêmes principes généraux à toute autre voie possible (canal ou voie ferrée) qu'elles se proposeraient d'établir par la voie de Tehuantepec ou de Panama.

Par ce traité, les Etats-Unis réussirent à éviter qu'une autre puissance exerçât un pouvoir exclusif sur toute voie de communication qui se construirait, en réa-

(1) Fauchille. Op. cit. N° 5134.

lisant ainsi les plans que lui dictaient ses possibilités et les intérêts du moment. Plus tard, lorsque sa puissance augmente et que ses intérêts sur le Pacifique croissent, ils changent de politique, luttant pour s'assurer la possession exclusive d'une voie de communication par eau et pour cela ils essaient par tous les moyens à se débarrasser des obligations que leur impose le Traité Clayton-Bulwer. Ce qui véritablement choque dans ce traité, c'est la déclaration tacite par laquelle ils s'engagent à respecter les droits fondamentaux des Etats du Centre-Amérique, non pour le respect qu'ils inspirent par eux-mêmes, mais comme moyen d'éviter qu'une nation possède ce qui intéresse une autre...

Une fois les parties adverses liées de la sorte, toutes deux s'arrangèrent pour s'entendre avec les différents pays de l'Isthme à travers lesquels elles jugeaient possible la construction de voies de communication interocéaniques. En 1857, les Etats-Unis entrent en négociation avec le Gouvernement du Nicaragua et arrivent à conclure un traité relatif au Canal » qui leur reconnut sur lui un droit de transit, à charge pour eux de le protéger et d'en garantir la neutralité, même par la force, si le Nicaragua, qui réservait tous ses droits de souveraineté sur la route, se trouvait incapable de maintenir le Canal ouvert. » Ce traité n'arriva à être ratifié par les deux parties qu'en 1867. L'Angleterre de son côté, conclut un traité de commerce en 1860 avec le Nicaragua, par lequel elle s'assure le droit de libre (passage), transit par toute voie de communication qui pourrait se construire à travers le territoire de cet Etat.

D'autre part les Etats-Unis concluent des traités dans le même but avec le Mexique, et en 1864 avec le Honduras, par où l'on croyait possible la construction d'un canal qui unirait le Golfe de Fonseca avec la Mer des Caraïbes.

Le Traité de Clayton-Bulwer, au lieu de mettre fin à tout conflit, fut l'origine de difficultés sans nombre qui durèrent tout un demi-siècle. Ne voulant pas rendre cet exposé trop étendu, nous ne donnerons pas de détails et seulement nous dirons que ce traité servit uniquement de trêve pour peu de temps, et que les prétentions des deux parties s'étant de nouveau rencontrées, la lutte recommença. L'Angleterre ne voulait pas abandonner ses possessions sur les côtes de la Mer Caraïbe et prétendit plutôt les augmenter, en englobant les Iles de la Bahia (Baie), appartenant au Honduras et que l'Angleterre considérait comme des dépendances de sa colonie de Bélize...

Les Etats-Unis, dont les intérêts sur le Pacifique avaient considérablement augmenté par l'annexion des territoires usurpés au Mexique et la découverte de riches mines, et à qui le « triomphe de la Guerre de Sécession avait donné confiance dans sa force », prétendit limiter les prétentions anglaises et s'assurer, de leur côté, si possible, un contrôle exclusif sur une voie de communication interocéanique, qu'ils considéraient comme indispensable pour leur sécurité et leur agrandissement... « Ils veulent maintenant que le canal soit avant tout un canal américain, sur le sol américain, appartenant au peuple américain. » Ils inaugurent leur

nouvelle politique avec la Colombie, prétendant que le Gouvernement Colombien lui concède la possession exclusive de la voie de Panama.

Nous ne dirons pas les différentes phases de sa politique, ses hésitations au sujet du choix de la voie de Nicaragua ou de Panama ni la conduite observée par le Gouvernement Américain devant les tentatives de réalisation de l'œuvre projetée par des compagnies européennes.

La fondation de la Compagnie Universelle du Canal de Panama et le commencement des travaux, vint éveiller encore plus l'intérêt des Etats-Unis, qui essaient par tous les moyens à se débarrasser des obligations que lui impose le Traité Clayton-Bulwer. Longues furent les négociations entreprises auprès du Gouvernement Anglais pour le décider à accepter une modification dudit Traité jusqu'à ce qu'en 1900 l'Angleterre accepte à entrer en négociations tendant à en modifier certaines parties. A cet effet, un nouveau texte fut élaboré et signé par les deux parties le 5 février 1900, texte qui, soumis à l'approbation du Sénat américain fut modifié de telle manière que le Gouvernement Anglais se refusa à l'accepter. Un an plus tard, Mac Kinley, alors Président de la Fédération, fait rédiger un nouveau texte, et obtient que le Gouvernement Anglais accepte de nouvelles négociations qui donnent pour résultat le traité de 1901, conclu par M. Hay, comme représentant des Etats-Unis et par Lord Paucéfote, comme représentant de l'Angleterre, et connu dans l'histoire diplomatique sous le nom de ses négociateurs. Les principales dispo-

sitions que contient ledit Traité Hay-Pauefote, sont les suivantes : « Le Traité Clayton-Bulwer était expressément abrogé (art. 1). 2° Les Etats-Unis avaient le droit de construire le Canal, de l'administrer, de l'exploiter, d'assurer la police le long de son cours (art. 2). 3° Les règles en vigueur pour le Canal de Suez devaient toujours servir de guide, mais on y apportait de sérieuses modifications : on substitua à la disposition qui décidait que le Canal resterait libre et ouvert en temps de guerre comme en temps de paix pour les vaisseaux de commerce et de guerre de toutes les nations, une autre disposition déclarant que le Canal serait libre et ouvert aux vaisseaux de commerce et de guerre de toutes les nations observant ces règles, sans l'addition des mots « en temps de paix comme en temps de guerre » (art. 3). 4° On ne faisait plus mention de l'adhésion possible d'autres puissances au traité, mais on stipulait qu'aucun changement de souveraineté territoriale ou de relations internationales du pays ou des pays traversés par le Canal n'affecterait le principe général de neutralité ou les obligations des parties contractantes (art. 4). Ce principe général de neutralisation n'était plus, comme le 5 février 1900, déclaré maintenu par une disposition formelle du traité; un vague rappel en était fait seulement dans le préambule. Il n'était plus question désormais d'une garantie collective (1) ».

Ayant ainsi recouvré leur liberté d'action, les Etats-Unis mettent les mains à l'ouvrage : le 3 mars, le Con-

(1) Fauchille. Op. cit. N° 513¹⁰.

grès créa une Commission appelée à étudier de nouveau laquelle des routes praticables, du Nicaragua ou de Panama, offrait les meilleures conditions, afin de prendre une résolution définitive, et, le 5 février 1902, le Congrès examine et adopte les conclusions de ladite Commission (l'Isthmian Commission), qui étaient favorables à la voie du Nicaragua. Mais un événement inattendu vint non seulement changer les conclusions de la Commission, mais aussi faire en sorte que le Sénat prît une autre résolution : La Compagnie Nouvelle du Canal de Panama, qui avait succédé à la Compagnie Universelle du Canal de Panama, se trouvant également dans de grandes difficultés fit des propositions de vente aux Etats-Unis lesquelles furent jugées avantageuses. Le Sénat émet le 19 juin 1902 la Loi Spooner, par laquelle on autorisait le Président de la République, à acheter pour la somme de 40 millions de dollars » la propriété de la Nouvelle Compagnie du Canal de Panama et à acquérir de la République de Colombie pour les Etats-Unis et en leur nom, aux conditions qui lui paraîtront raisonnables, la domination perpétuelle sur une bande de terre, située sur le territoire de la Colombie, d'une largeur d'au moins six milles, s'étendant de la mer des Caraïbes à l'Océan Pacifique et le droit de construire et exploiter un canal ».

On entamme immédiatement des négociations avec la Colombie, lesquelles donnent pour résultat le traité du 22 juin 1903 qui comblait les aspirations des Etats-Unis. Ce département, ayant été repoussé par le Parlement Colombien, provoque le soulèvement du Départe-

ment de Panama qui se constitue en République indépendante et que les Etats-Unis s'empressent de reconnaître. Immédiatement ils entrent en négociation avec la petite République naissante et concluent le traité du 18 novembre, par lequel il est concédé aux Etats-Unis même plus que ce qu'ils demandaient. Dès lors on commence les travaux qui se terminent d'une manière satisfaisante en 1916.

Cependant les Etats-Unis ne se désintéressent pas de la voie du Nicaragua : la crainte qu'une autre puissance ne s'en empare et leur fasse concurrence, les incline à se l'assurer le plus tôt possible, malgré qu'ils n'eussent pas l'intention de construire l'ouvrage du canal pour le moment. A cela les pousse, de plus, la prévision de ce qu'avec le temps le Canal de Panama ne devienne plus suffisant pour remplir les nécessités du trafic.

En 1909, une Révolution ayant éclaté au Nicaragua contre le gouvernement du général Zelaya, qui en diverses occasions avait essayé d'intéresser à l'œuvre du Canal plusieurs compagnies et gouvernements, les Etats-Unis l'appuient directement, en débarquant des troupes à Bluefields et en méconnaissant le Gouvernement de Zelaya. Pour agir ainsi, les Etats-Unis prirent pour prétexte la protection des intérêts américains et la conduite du Gouvernement de Zelaya, qui selon la Chancellerie Nord-Américaine « maintenait dans l'Amérique Centrale une inquiétude et une turbulence constantes » manquant ainsi aux pactes de 1907; de plus ils l'accusaient d'avoir fait fusiller des sujets américains, enrôlés dans les troupes de la révolution. Comme on pou-

vait le supposer, la révolution triompha et une fois constitué un gouvernement stable, les Etats-Unis entrèrent en négociations avec le président Diaz, qui en récompense de l'appui qui lui avait été donné et comme moyen de se soutenir au pouvoir, conclut avec eux le 8 février 1913, le traité connu sous le nom de Chamorro-Weilzet, considéré comme la première phase du Traité Bryan-Chamorro.

Il ne nous paraît pas superflu de reproduire ici, ce que nous dit à ce sujet M. Politis dans son intéressant ouvrage intitulé « La Justice Internationale ». Cependant les Etats-Unis ne pouvaient pas s'en désintéresser, car le Nicaragua, se trouvant constamment dans des embarras d'argent, cherchait à susciter de nouvelles concurrences : en 1908, il n'hésita pas à faire au Japon des ouvertures qui inquiétèrent fort les Etats-Unis. Dès lors, ils en cessèrent de surveiller de près les affaires du Nicaragua. Ils virent avec plaisir sombrer dans l'insurrection la dictature du président Zelaya qui complotait ainsi contre eux. Ils aidèrent à triompher en 1910 la révolution du général Estrada, avec qui ils conclurent aussitôt un accord financier. Ils furent amenés en 1912 à occuper divers points du pays, ce qui permit au président Diaz d'écraser le soulèvement fomenté contre lui. Après ce succès, il combla les vœux des Etats-Unis, en signant avec eux, le 8 février 1913, un traité qui moyennant une somme de 3 millions de dollars, destinée à être employée à des travaux divers sous le contrôle des Etats-Unis, leur donnait une option perpétuelle pour la construction, à travers l'Isthme d'un canal interocéa-

nique et le droit d'établir une base navale dans la baie de Fonseca » (1).

Par ce traité on concédait aux Etats-Unis « les droits exclusifs et garantis, nécessaires et convenables, pour la construction, le service et l'entretien d'un canal par la voie du Rio San Juan et du Grand Lac de Nicaragua, ou par toute autre route en territoire nicaraguayais, les détails des conditions dans lesquelles ce canal serait construit, desservi et entretenu, devant être fixés par accord mutuel des deux Gouvernements, lorsque sa construction serait décidée. (Art. 1). Dans le but de faciliter la protection du Canal de Panama et de l'autre Canal ou des droits accordés dans ce but, et afin que le Gouvernement des Etats-Unis put édicter toute mesure auxiliaire au Gouvernement du Nicaragua, ce gouvernement donnait en location aux Etats-Unis pour 99 ans, les îles de la Mer des Caraïbes, appelées Corn Island et Little Corn Island, ainsi que le droit d'établir et d'entretenir une base navale sur un point du Golfe de Fonseca, sur le territoire du Nicaragua que les Etats-Unis désigneraient, pour une période de 99 ans, ces dispositions étant prorogeables au gré de l'Amérique du Nord (art. 2). Le Nicaragua concédait de plus aux Etats-Unis, le droit de libre navigation dans ses eaux à la marine marchande américaine, qui pouvait s'adonner au cabotage (art. 3).

Ce traité, dès qu'il fut à demi-connu, car il s'élabora et fut gardé sous le sceau du plus sévère secret, éveilla

(1) Politis. Op. cit., p. 145.

une vive inquiétude dans toute l'Amérique Centrale. Le Costa-Rica et le Salvador s'empressèrent de protester auprès des deux parties contractantes, en faisant valoir leurs droits méconnus ou violés par ledit Traité. Dans sa note du 17 avril 1913, le représentant du Costa-Rica à Washington, s'adressant à la Chancellerie Américaine, s'exprimait ainsi : « Une telle nouvelle a causé nécessairement une profonde surprise dans l'esprit de mon Gouvernement, entendu que la négociation à laquelle elle se réfère n'a pas pu être avoir lieu sans une violation flagrante de textes en vigueur très clairs qui empêchent le Nicaragua de conclure aucune convention de canalisation interocéanique sans consultation préalable du Costa Rica, dans un cas, et sans acquiescement préalable, dans l'autre. » Il invoquait comme preuve de cela l'art. 8 du traité de délimitation, conclu avec le Nicaragua le 15 avril 1854, et la *sentance arbitrale édictée* par M. Cleveland, président des Etats-Unis, du 22 mars 1888, qui déclara valide ledit traité de délimitation et interpréta les points douteux en faveur du Costa Rica (nous verrons bien plus tard en détail ce conflit). En outre cette note ajoutait : « De l'examen des documents précédents, Votre Excellence conviendra que la République du Nicaragua n'a pas été autorisée à conclure la convention en question, aujourd'hui soumise à l'étude du Sénat, et que cette incapacité solennellement déclarée en 1888, comme il est dit par le premier magistrat des Etats-Unis, rend la négociation fondamentale viciieuse.

« Mais non seulement des raisons *de jure* qui ne

peuvent être controversées viennent appuyer mon Gouvernement, pour s'opposer au Traité, non ; d'impérieuses et inéluctables raisons *de facto* l'obligent à prendre position dans cette affaire, parce que, comme votre Excellence doit fort bien le savoir, il est tout à fait impossible, que l'on puisse construire un canal interocéanique au Nicaragua, sans affecter d'une façon plus ou moins étendue, des territoires et des eaux appartenant au Costa Rica ».

En même temps, par une communication du 27 avril, il présenta une autre protestation au Nicaragua, en se basant sur les mêmes fondements de droit. De part et d'autre il fut répondu au Costa Rica que le Traité en question ne lésait et ne méconnaissait pas ses droits, parce qu'il se limitait à donner une simple option pour la construction d'un canal, qui serait déterminé par des négociations postérieures.

Le Salvador de son côté, fit entendre sa voix de protestation par sa note en date du 21 décembre, présentée par son représentant à Washington ; dans cette note il soutint que ce traité lésait ses droits de *condominium* avec le Honduras et le Nicaragua qu'il possédait sur le Golfe de Fonseca et que l'établissement d'une base navale sur ledit golfe constituait une menace à la sécurité. « Pour les motifs et les antécédants qui précèdent, dit-il, le Gouvernement des Etats-Unis aura pu se convaincre du droit qu'a mon Gouvernement, à se considérer comme affecté par le projet de location d'une partie du Golfe de Fonseca, sans consultation préalable et consentement des Etats possesseurs et co-possesseurs, alors

même qu'elle se fixe sur la côte du Nicaragua ». Dans ladite note on soutenait de plus l'impossibilité dans laquelle se trouve le Nicaragua d'aliéner une partie du territoire du Centre-Amérique parce que les principes énoncés dans la Charte Fondamentale l'en empêchaient. « D'autre part, ajoute-t-il à ce sujet », les constitutions des républiques de l'Amérique Centrale et spécialement celles du Salvador, Honduras et du Nicaragua ont consacré toujours le principe que les Républiques sont des parties détachées de l'antique Fédération du Centre-Amérique et, en conséquence, elles reconnaissent le devoir positif où elles se trouvent de contribuer au rétablissement de la nationalité centre-américaine.

Ce devoir fondamental, que les Etats-Unis doivent reconnaître et respecter, les met hors d'état, d'une certaine façon et dans une certaine mesure, d'entamer l'intégralité du territoire centre-américain, sans que tous les autres y concourent et plus spécialement sur ceux des points ou parages où deux ou plusieurs Etats ont des droits communs et des intérêts solidaires. »

A cette protestation, le Département des Etats-Unis Américains répondit en soutenant que la communauté prétendue dans le Golfe de Fonseca n'existait pas : « Dans votre protestation on prend pour base « est-il dit », que le Golfe de Fonseca est une baie territoriale dont les eaux sont comprises dans la juridiction des Etats limitrophes. Ce point, le Département n'est pas disposé à le controverser. Cependant votre protestation soutient en outre qu'après la dissolution de la République du Centre-Amérique, les Etats du Salvador, du

Honduras et du Nicaragua sont restés comme les propriétaires légitimes et les souverains communs du Golfe de Fonseca, comme ils le possèdent actuellement, aucun pacte ni accord n'ayant été conclu qui mit une fin à l'état d'indivision et de communauté préexistant. Les fondements de cette réclamation ne sont pas évidents, et ne paraissent pas avoir été admis par les états limitrophes, à savoir : Le Salvador, le Honduras et le Nicaragua. Du fait que la République du Nicaragua juge avoir elle seule le droit d'octroyer la concession à laquelle se réfère la protestation, on doit nécessairement dire que ce Gouvernement considère la juridiction sur le Golfe de Fonseca comme leur appartenant séparément et non comme leur appartenant conjointement en état d'indivision et de communauté ».

D'autre part, la Chancellerie américaine affirma dans cette note de réponse que l'établissement de la base navale, loin de constituer une menace pour la sécurité de ces pays, serait plutôt une garantie pour leur souveraineté, et elle insinua des propositions tendant à ce que les Gouvernements du Salvador et du Honduras imitassent le Nicaragua, en leur accordant des droits semblables. « En établissement une station navale sur le Golfe de Fonseca » dit-elle « le Gouvernement des Etats-Unis prendrait à cœur les intérêts de l'Amérique Centrale pas moins que les siens propres. Il aurait spécialement en vue la défense de la souveraineté locale, serait prêt à prendre en considération une concession soit du Salvador ou du Honduras, ou des deux, pareille à celle que le Nicaragua avait offerte volontairement ».

Il ne nous paraît pas superflu d'ajouter qu'à ces propositions, le Gouvernement du Salvador répondit, non sans une certaine hauteur et certain sarcasme, qu'il n'était pas disposé à faire ce que ses lois fondamentales lui défendaient : « Votre Excellence veut bien nous signifier que son Gouvernement serait disposé à prendre en considération une concession de la part du Salvador, semblable à celle que le Nicaragua lui a offerte volontairement ; et à ce sujet, Excellence, je dois vous faire savoir que l'art. 30 de notre Charte Fondamentale est péremptoire quand il défend aux pouvoirs constitués de conclure ou d'approuver des traités ou des conventions qui d'une manière quelconque entamme l'intégrité du territoire ou la souveraineté nationale. »

« Le Gouvernement des Etats-Unis, si justement et si universellement reconnu pour son respect n'admettant aucune restriction de ses institutions, me donne la plus entière confiance pour espérer que Votre Excellence saura *apprécier justement que mon Gouvernement continue à observer d'une manière absolue les préceptes constitutionnels.* »

Le Traité Chamorro-Weitzel n'ayant pu être ratifié avant l'expiration de la période présidentielle de M. Taft, malgré tous les efforts de M. Bryan, le 5 août de l'année suivante, 1914, pendant le Gouvernement de Wilson, un nouveau traité fut conclu, lequel fut ratifié par le Sénat américain, le 22 juillet 1916. Ce Traité fut conclu à Washington, par le Secrétaire d'Etat d'alors, Williams Jennings Bryan et par M. Emiliano Chamorro, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du

Nicaragua aux Etats-Unis et est connu dans l'histoire diplomatique, sous le nom de Bryan-Chamorro.

Dans ce Traité sont maintenus les mêmes principes consignés dans le précédent, à l'exception du droit de cabotage qui ne figure pas parmi les concessions accordées aux Etats-Unis et qu'il laisse à la libre volonté du Gouvernement Américain la construction du Canal, tandis que le projet primitif de convention, ne contenait pas de prérogative aussi étendue, mais laissait les détails et conditions de l'ouvrage à l'entente mutuelle des deux Gouvernements » lorsque la construction du canal serait résolue, en passant sous silence, si dans une telle éventualité, il serait nécessaire de la volonté de l'un seulement ou des deux contractants ».

Voici le texte intégral de ce Traité :

« Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Nicaragua, animés du désir de fortifier leur antique et cordiale amitié par le moyen de la plus sincère coopération dans n'importe quelle entreprise à l'avantage, et d'intérêts mutuels, et de pourvoir à la construction ultérieure possible d'un canal inter-océanique de navigation par la voie du Rio San Juan et du Grand Lac du Nicaragua, ou n'importe quelle autre voie sur le territoire du Nicaragua, lorsque le Gouvernement des Etats-Unis juge convenable pour les intérêts des deux pays la construction d'un pareil canal, et, le Gouvernement du Nicaragua désirant faciliter par tous les moyens possibles l'entretien et le fonctionnement du Canal de Panama, ont décidé de conclure une

convention, et pour ces fins, ont nommé, en conséquence, comme leurs plénipotentiaires :

Le Président des Etats-Unis : l'Honorable M. William Jennings Bryan, Secrétaire d'Etat et

Le Président du Nicaragua : M. le Général Emiliano Chamorro, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Nicaragua aux Etats-Unis;

Qui, ayant présenté leurs pleins pouvoirs respectifs, qui furent trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

Article I. — Le Gouvernement du Nicaragua cède à perpétuité au Gouvernement des Etats-Unis, pour toujours, libre de tout impôt ou charge publique les droits de propriété exclusive nécessaires et convenables, pour la construction, le fonctionnement et l'entretien d'un canal interocéanique par la voie du Rio San Juan et du Grand Lac de Nicaragua, ou par tout autre route sur le territoire du Nicaragua. Les détails des conditions dans lesquelles le canal sera construit, administré et entretenu seront fixés par les deux gouvernements, lorsque le Gouvernement des Etats-Unis aura notifié au Gouvernement du Nicaragua son désir ou son intention de le construire.

Article II. — Pour faciliter au Gouvernement des Etats-Unis la protection du Canal de Panama et l'exercice des droits de propriété concédés audit Gouvernement par l'article précédent, et pour faciliter également l'adoption de toute mesure nécessaire aux fins ici prévues, le Gouvernement du Nicaragua par les présentes, donne en location pour quatre-vingt dix-neuf ans

les îles de la Mer des Caraïbes, connues sous le nom de Great Corn Island et Little Corn Island ; il lui concède de plus pour un laps de temps pareil de quatre-vingt-dix neuf ans, le droit d'établir, d'exploiter et d'entretenir une base navale sur le point du territoire du Nicaragua, sur le Golfe de Fonseca, que le Gouvernement des Etats-Unis aura une option pour renouveler pour un autre laps de temps de quatre-vingt-dix-neuf ans la location et les concessions en question, à l'expiration des délais indiqués, restant expressément convenu que le territoire maintenant loué et la base navale qui pourra être établie en vertu de la concession ci-dessus conclue, seront assujettis exclusivement aux Lois et à la souveraine autorité des Etats-Unis pendant les délais de location et de la concession, et de toute prorogation de ceux-ci.

Article III. — En considération de ce qui a été stipulé plus haut et pour les fins prévues par cette convention, ainsi qu'en vue de réduire la dette actuelle du Nicaragua, le Gouvernement des Etats-Unis devra payer au bénéfice de la République du Nicaragua, une fois l'échange des ratifications de cette Convention effectué, la somme de \$ 3.000.000 en monnaie or des Etats-Unis, au titre et poids actuels, somme qui sera déposée à l'ordre du Gouvernement du Nicaragua à la Banque ou Maison bancaire que le Gouvernement des Etats-Unis déterminera, pour être appliquée par le Nicaragua au paiement de sa Dette ou à d'autres usages publics tendant au progrès de sa prospérité de la façon dont en conviendront les deux Hautes Parties contractantes.

Tous les débours seront effectués au moyen de chèques tirés par le Ministre des Finances de la République du Nicaragua et approuvés par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis ou par la personne qu'il désignera à cet effet.

Article IV. — Cette Convention sera ratifiée par les Hautes Parties Contractantes, en conformité à leurs lois respectives, et les ratifications seront échangées à Washington le plus tôt qu'il sera possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et apposé chacun leur sceau. — Fait à Washington, en duplicata, en anglais et en espagnol, le 5 août 1915.

William-Jennings BRYAN.

(L.-S.)

Emiliano CHAMORRO.

(L.-S.)

Avant que le Traité Bryan-Chamorro ne fût ratifié par le Sénat américain, les Gouvernements du Salvador, de Honduras et de Costa-Rica, formulèrent de nouvelles Notes de Protestation auprès du Gouvernement nord-américain, lesquelles notes donnèrent pour résultat la réserve additionnelle à laquelle nous nous sommes référés plus haut, qui dit textuellement : « Vu que Costa-Rica, le Savador et le Honduras ont protesté contre la ratification de cette Convention dans la crainte ou la croyance qu'elle pourrait d'une façon quelconque léser les droits existants desdits Etats; en conséquence, il est déclaré par le Sénat qu'en conseillant et en consentant à la ratification de la Convention, telle qu'elle est reconstituée, ces conseils et ce consentement sont donnés,

bien entendu, à condition que soit exprimé comme faisant partie de l'acte de ratification, que rien dans ladite Convention ne tend à affecter les droits existants quelconque d'aucun de ces Etats en particulier. »

Cette clause, ne se trouvant pas incluse dans le texte du Traité qui régit les relations des deux parties, parce qu'elle n'avait pas été consignée par le Sénat du Nicaragua, il ne peut lui être donné la valeur d'une *clause conditionnelle* qui doive être forcément observée; son efficacité dépend exclusivement de l'honorabilité du Gouvernement américain appelé à lui donner son application. Jusqu'à un certain point, elle fait l'effet d'une simple *déclaration platonique*, car c'est le principe de morale et de justice, qui est toujours tacitement inclus dans tout contrat, soit entre particuliers comme entre Etats, *que ce qui a été convenu ne peut causer préjudice aux droits des tiers.*

De plus, son efficacité dépend, d'après notre conception, de ce que le Gouvernement américain reconnaisse l'existence des droits discutés; s'il les nie, comme sa Chancellerie le fit dans les notes adressées au Salvador, en affirmant la non existence de la communauté de droits dans le Golfe de Fonseca et que la base navale ne constitue pas une menace pour la sécurité de ces républiques, sa valeur dans la pratique serait complètement nulle. A moins que le Gouvernement américain n'accepte l'arbitrage comme moyen de déterminer son existence, ce qui nous paraît assez difficile, étant donnée la politique qu'il observe dans ses relations avec les pays la-

tino-américains, et en particulier avec ceux de l'Amérique Centrale.

Suivant l'opinion du Docteur Mariano Vasquez, laquelle mérite de notre part un grand respect, cette réserve additionnelle a une valeur pratique et doit être respectée et tenue par le Gouvernement américain, vu que le Tribunal Suprême des Etats-Unis, a déclaré seules inefficaces celles des réserves introduites par le Sénat, lorsqu'elles changent ou altèrent les termes convenus entre les parties contractantes, et, dans le cas qui nous occupe, le texte ou l'esprit du Traité ne souffre aucune altération par l'amendement en question.

« Le Sénat », dit l'information présentée à leur Gouvernement par les délégués de Honduras, les Docteurs Uclés et Vasquez, à la Conférence de Costa-Rica de 1921, « n'a pas le droit, en ratifiant un traité, d'y consigner des termes nouveaux, qui aient un caractère obligatoire pour l'autre partie contractante, mais il peut refuser sa ratification ou faire dépendre cette ratification de la condition qu'on accepte les amendements suggérés par lui dans le traité. Il peut, de cette même façon, établir des réserves éclaircissant les doutes concernant seulement le Gouvernement des Etats-Unis et qui ne s'opposent pas ni à la lettre ni à l'esprit des stipulations. »

« Le cas de la réserve du Sénat en ratifiant le Traité Bryan-Chamorro », ajoute l'information, « est très spécial : par elle, il n'est introduit dans le traité aucun terme nouveau qui altère ou modifie les stipulations contenues dans le dit traité; il n'établit aucun éclaircissement qui puisse être supposé contraire aux stipulations ou à l'intention des parties contractantes : on fait une

déclaration implicite à tout contrat, soit entre nations ou entre particuliers, c'est-à-dire que ce qui est convenu ne peut causer du préjudice et n'a pas l'intention de préjudicier les droits des tiers. »

Le respect de cette réserve a été affirmé par le Secrétaire d'Etat, M. Robert Lansing, dans une note adressée au Ministre du Salvador, en date du 13 mars 1916 : « Si un doute quelconque subsistait en ce qui concerne l'absence de résolution de la part du Gouvernement des Etats-Unis », dit-il, « au moment de conclure la Convention avec le Nicaragua de diminuer ou méconnaître un droit quelconque du Salvador, ce doute doit maintenant être écarté devant la déclaration explicite du Sénat des Etats-Unis au moment de donner son consentement à la ratification du traité en question. »

Les Républiques de Costa-Rica et du Salvador, non contentes d'une telle déclaration, sans doute parce qu'elles la jugeaient inefficace dans la pratique et devant la conduite du Gouvernement du Nicaragua, qui, se sentant appuyé par le Gouvernement américain, répondit à toutes les réclamations en faisant montre d'une autorité absolue, provoquèrent une requête contre ledit Gouvernement du Nicaragua par devant la Cour de Justice Centre-Américaine; la première, demandant au dit tribunal, la déclaration de nullité du Traité Bryan-Chamorro, parce qu'il lésait ses droits, et la seconde, la condamnation du Nicaragua à s'abstenir de l'exécution d'une telle Convention et à rétablir l'état des choses existant avant sa conclusion.

Au premier de ces procès, le Nicaragua refuse de

comparaître en déclarant que ledit Tribunal était incompétent pour connaître d'une affaire réalisée dans l'exercice de sa souveraineté avec une nation étrangère à sa juridiction, et prévint, de plus, que dans le cas où il serait condamné, il ne se soumettrait pas à sa décision.

La Cour prononça sa sentence le 30 décembre 1916 par laquelle elle se déclarait compétente, appliquant l'article premier de la Convention qui l'avait créée et déclara que le traité en question violait les droits de Costa-Rica. Quant à la déclaration de nullité sollicitée, elle s'abstint de la donner, prenant en considération que l'une des Parties Contractantes, les Etats-Unis, était étrangère au litige.

Dans le procès intenté par le Salvador, le Nicaragua comparut, désignant son avocat. Il alléguait le même défaut de juridiction de la Cour, soutenant que les Gouvernements du Centre-Amérique s'étaient engagés à lui soumettre seulement les controverses ou les questions *purement centre-américaines*, et non celles qui auraient un caractère mixte, dans lesquelles une nation étrangère pouvait être intéressée. La Cour rendit sa sentence le 9 mars 1917 : elle écarta une pareille exception péremptoire, se déclarant compétente pour connaître du conflit, estimant que non seulement l'article premier de la Convention qui l'avait créée lui donnait compétence pour connaître de tous les différents ou questions qui pourraient surgir entre les cinq pays « de quelque nature qu'ils soient et quelle qu'en soit l'origine », mais en plus, appliquant l'article XXII de la même Conven-

tion qui lui attribuait la faculté de déterminer sa propre compétence » et, à ce sujet, elle exposa : « La juridiction de la Cour est générale pour toutes les questions ou différents qui peuvent surgir entre deux ou plusieurs Gouvernements du Centre-Amérique « de quelque nature qu'ils soient et quelle qu'en soit l'origine ». Ainsi est conçu l'article premier de la Convention, dont l'interprétation naturelle exclut toute exception, incompatible avec une soumission d'arbitrage judiciaire, conclut sans aucune délimitation, comme celui qui est confié à la Cour de Justice Centre-Américaine. »

« La circonstance que la République des Etats-Unis de l'Amérique du Nord ait des intérêts connexes avec celle du Nicaragua, n'autorise pas celle-ci à éluder son obligation de se soumettre à la juridiction de la Cour, appelée, dans le cas présent, à fixer la situation de droit entre deux pays signataires des pactes de Washington, sans que son pouvoir juridique atteigne une troisième nation, dont les intérêts n'ont pas été discutés, et qu'il n'était pas possible de discuter sans un engagement spécial de sa part. »

« Que l'absolue compétence de la Cour s'affirme en considérant que le Traité Bryan-Chamorro veut dire (qu'il y a) relation immédiate avec l'ordre juridique créé en Centre-Amérique, et qu'il se réfère d'une manière exclusive à des biens situés en territoire du Centre-Amérique, sur lesquels il est naturel que cette Cour de Justice Internationale, la seule puissance appelée à résoudre les conflits entre deux ou plusieurs Etats, provenant d'une action qui puisse s'appeler réelle. »

« Il suffira à la Cour, pour réaliser sa mission, de se maintenir dans le cadre de ses attributions particulières, en édictant une décision qui comprenne seulement les droits litigieux du Salvador et du Nigaragua ; car si l'on acceptait la thèse de la Haute Partie défenderesse, beaucoup de questions, qui pourraient se présenter entre les Gouvernements du Centre-Amérique, resteraient exclues de sa compétence et en dehors de sa décision, si l'on tenait compte de l'argument fragile (fugitif) que : une troisième nation, étrangère au système institutionnel, créé par les Traités de Washington, possède des intérêts connexes à des matières ou questions controversées. »

Après avoir affirmé ainsi sa compétence, elle (la Cour) déclara que le traité en question lésait les droits du Salvador et menaçait sa sécurité (conflits que nous étudierons séparément) et que le Nicaragua devait rétablir l'état de droit existant avant sa conclusion, en employant les moyens possibles conseillés par le Droit International. En tenant compte que les Etats-Unis étaient étrangers au litige, elle s'abstint de déclarer la non exécution du Traité.

Dans les chapitres suivants, nous étudierons les différentes violations que ledit Traité a occasionnées, en suivant pour cela les réclamations que le Salvador et Costa-Rica ont soutenues dans les procès mentionnés.

III

Le Traité Bryan-Chamorro viole le principe de Droit International Centre-Américain, d'après lequel aucun des cinq Etats ne peut aliéner une partie de son territoire, ni conclure des actes tendant à compromettre son indépendance, sa souveraineté ou à rendre impossible la réalisation de l'Union Centre-Américaine.

Ainsi que nous l'avons vu dans la première partie de cette étude, où nous avons fait un rapide exposé des rapports tout spéciaux qui unissent ces cinq pays frères, l'unité de leurs intérêts et d'aspiration tend à limiter l'indépendance et la souveraineté de chacun d'eux au profit de l'Union Centre-Américaine.

Ce principe, caractéristique, comme nous l'avons vu, du Droit International Centre-Américain, se déduit de leur histoire diplomatique et s'impose avec un caractère positif, en application des principes contenus dans les chartes fondamentales de ces Etats, qui envisagent comme *un devoir ou une nécessité d'arriver à la reconstitution de la Fédération Centre-Américaine* et qui, à la fois, interdisent toute aliénation de leurs propres territoires et tout traité tendant à diminuer leurs attributs essentiels.

Citons, par exemple, quelques-unes des différentes

Constitutions du Nicaragua, qui nous intéressent plus particulièrement dans notre étude.

Celle de 1893 dit : « Nicaragua est une section détachée de la République de Centre-Amérique, en conséquence, il reconnaît comme *une nécessité primordiale de revenir à l'Union avec les autres sections de la République dissoute.* » Son autre charte fondamentale, publiée en 1905, reproduit la même idée : à savoir que Nicaragua est une partie détachée de l'Union Centre-Américaine et a le devoir de revenir la compléter. « Nicaragua est une nation libre, souveraine et comme une section détachée de la République Centre-Américaine. En conséquence, elle reconnaît comme *une nécessité primordiale de revenir à l'Union avec les autres nations de la République dissoute.* » (Art. 1^{er}). La Constitution de 1912, en vigueur, si elle ne fait pas mention expresse de cette aspiration ou nécessité, tire son origine des facultés qu'elle concède aux Pouvoirs de conclure tout traité tendant à la formation de l'union, facultés qui sont une réserve aux principes prohibitifs qu'elle renferme. Elle s'exprime ainsi : « La souveraineté est une, inaliénable et imprescriptible et réside essentiellement dans le peuple dont les fonctionnaires qui établissent la Constitution et les lois, tirent leurs facultés. En conséquence, on ne pourra conclure de pactes ou de traités s'opposant à l'indépendance et à l'intégrité de la nation ou affectant d'une façon quelconque sa souveraineté, *sauf ceux tendant à l'union avec une ou plusieurs des Républiques Centre-Américaines.* » (Art. 2). « Ces dispositions constitutionnelles qui donnent faculté à cha-

cun des Etats de l'isthme, dit M. Reyes Guerra, comme parties détachées de la République de Centre-Amérique, pour concourir avec toutes ou quelques-unes d'entre elles — comme cela s'est produit en 1898, en vertu du Pacte de Amapala de 1895 — à l'organisation d'un Gouvernement National, comportent un compromis de caractère inviolable entre les peuples et les gouvernements des cinq sections centre-américaines, attendu que ces formules jurées de droit constitutionnel impliquent la déclaration et la reconnaissance publique de leur communauté d'intérêts sociaux, politiques et économiques ; communauté d'intérêts que démontrent et justifient les traditions, les nécessités du progrès et la stabilité de nos organismes libres et souverains, les sentiments implantés dans le cœur, toujours nourri de la chaleur du sang de la famille. » Ensuite, faisant un exposé des défauts qui vicient le Traité Bryan-Chamorro, il énumère :

« 1° Les restrictions que les lois constitutionnelles, au Nicaragua, offrent au pouvoir politique pour éviter les violations de droits inaliénables de l'Etat politique souverain, comme, par exemple : la vente de territoires pour buts militaires et tous autres ; 2° Les limitations que les dites lois ont créées et conservent en garantie des destinées politiques des autres républiques du Centre-Amérique, avec le désir fervent de s'organiser en une seule nationalité, sans diminution, ni charge des biens naturels qui composaient la République Fédérale Centre-Américaine le jour de notre indépendance. »

Le Gouvernement de Salvador, dans la demande intentée devant la Cour de Justice Centre-Américaine

contre le Gouvernement de Nicaragua, soutint que le Traité Byran Chamorro lésait des intérêts primordiaux du Salvador comme Etat centre-américain et, à l'appui de cette thèse, s'exprime ainsi :

« Aussi bien la constitution du Salvador que celles des autres Etats centre-américains consacrent le principe que ces républiques sont des parties détachées de la République de Centre-Amérique et que, comme telles, elles ont faculté de concourir avec tous ou quelques-uns des Etats à l'organisation d'un Gouvernement national commun : que la constitution de Nicaragua en son article 2 stipule que les Pouvoirs publics ne pourront conclure de pactes ou de traités s'opposant à l'indépendance et à l'intégrité de la nation, ou affectant d'une façon quelconque sa souveraineté, excluant de cette règle les pactes ou traités tendant à l'union avec une ou plusieurs des républiques de Centre-Amérique. »

« L'aliénation de territoires, dit la Haute Partie demandante dans le chapitre qui nous occupe, faite par un Etat centre-américain à une nation étrangère, se traduit, en conséquence, en une diminution des intérêts supérieurs que le peuple du Salvador a toujours eue et a constamment en vue, comme une de ses aspirations les plus grandes et les plus légitimes : celle d'en arriver à former avec les peuples frères la Grande Patrie, maîtresse — sans aucune restriction — de l'antique domaine centre-américain, aspiration vers laquelle se trouvent poussés les cinq Etats par leur communauté d'origine, de religion et d'histoire. Ces aliénations blesseraient profondément cette aspiration et affecteraient la

virtualité des grands intérêts que le peuple de Salvador, en tant que fraction du peuple centre-américain, estime de première importance pour sa vie nationale dans l'avenir ; intérêts que le peuple du Nicaragua et les peuples des autres Etats reconnaissent, soutiennent et apprécient dans la même mesure, ainsi que le prouve une multitude de faits historiques et d'actes politiques de leur vie indépendante, parmi lesquels ceux qui ont donné lieu aux négociations engagées à Washington en 1907 et qui se sont terminées par la signature des conventions arrêtées dans cette ville et par l'une desquelles a été institué l'honorable tribunal devant lequel se présente, comme demandeur, par l'organe du Gouvernement de Salvador, représenté par cette Chancellerie, l'un d'entre eux : le peuple du Salvador. « La Cour de Justice Centre-Américaine, acceptant les prétentions du Salvador, déclara, dans ses considérants que nous transcrivons, la violation qu'occasionne le traité en question » :

« Considérant qu'il est également indubitable que le Traité Bryan-Chamorro blesse des intérêts primordiaux de la République du Salvador en tant qu'Etat centre-américain, cette lésion morale résidant dans le fait que le Gouvernement du Nicaragua a cédé à celui des Etats-Unis une partie intégrante du territoire du Nicaragua en lui concédant l'établissement d'une base navale dans le golfe de Fonseca et la location des îles Great Corn et Little Corn dans l'Atlantique, abandonnant ces territoires au plein pouvoir de la souveraineté de la nation cessionnaire.

« Par des traditions fraternelles historiques, les peu-

ples de l'Isthme centre-américain forment un tout moral qui, bien qu'il soit actuellement divisé en cinq Etats indépendants, n'a pas brisé leurs attaches profondes qui les appellent, comme ils l'ont été déjà, à former une seule nationalité.

« Le Nicaragua et le Salvador ne peuvent pas se considérer comme deux entités libres, liées par les simples liens de la courtoisie. Non, les deux pays firent partie de la Capitanía General de Guatémala, soumise à la domination du Capitanía General de Guatémala; ensuite ils naquirent à la vie libre par la même déclaration solennelle d'indépendance; faisant partie de la République Fédérale de Centre-Amérique jusqu'en l'année 1839; et, depuis cette date, les deux pays ont fait diverses tentatives d'union qui sont arrivées à réaliser en 1898 l'avènement de la République Majeure de Centre-Amérique. »

« Leurs constitutions politiques ont toujours déclaré que les deux pays sont des parties détachées de la République de Centre-Amérique et qu'elles reconnaissent comme une nécessité le retour à l'union. Ces déclarations réitérées ne peuvent s'interpréter comme vides de sens, étant donné qu'elles sont consignées dans des codes fondamentaux qui sont les organes les plus respectables de deux peuples, lesquels y déclarent les principes de base de leur vie et de leurs tendances. »

« Il est inexact, d'autre part, que la République de Nicaragua, dans sa constitution actuelle décrétée en 1912, ait omis de consigner, fût-ce même à titre de simple aspiration, le désir du peuple nicaraguayen de voir

ressusciter la République de Centre-Amérique. En effet, l'article 2 de cette constitution politique dit « La souveraineté est une, inaliénable et imprescriptible et réside essentiellement dans le peuple dont les fonctionnaires qui établissent la constitution et les lois, tirent leurs facultés. En conséquence, il ne pourra être conclu de pactes ou de traités s'opposant à l'indépendance et à l'intégrité de la nation ou affectant d'une façon quelconque sa souveraineté, sauf ceux tendant à l'union avec une ou plusieurs des républiques de Centre-Amérique. »

« La Cour estime que la réserve qui précède constitue la manifestation du sentiment national nicaraguayen relativement à la constitution de l'antique patrie, parce que ce'st seulement dans ce cas qu'elle concède sa volonté souveraine pour affecter la souveraineté ou l'intégrité de la nation. »

« En conséquence, il doit être jugé que tout démembrement de territoire, même sous forme de location, blesse des intérêts primordiaux du Salvador en tant que peuple centre-américain, principalement dans ces localités où les deux pays ont des intérêt communs et solidaires. »

CHAPITRE IV

Le Traité Bryan-Chamorro viole les Conventions de Washington de 1907, qui régissaient les relations centre-américaines jusqu'alors.

Comme nous l'avons exposé dans la première partie de cette étude, sous le titre de Considérations Générales, les Conventions signées en la cité de Washington en 1907 par les pays de l'Isthme, constituent les règles de caractères positif, applicables aux relations centre-américaines, lorsque fut signé le Traité, objet de notre étude. Elles prévoyaient la manière de résoudre tout conflit et donnaient des droits et imposaient des obligations à chacune des cinq parties contractantes.

Ainsi que nous l'avons fait remarquer, le but primordial recherché par les dites Conventions, était l'établissement de la paix et de l'ordre dans l'Amérique Centrale. Dans ce but, elles prescrivaient tout l'ensemble de mesures que nous avons exposé, parmi lesquelles le principe de la non reconnaissance de tout gouvernement provenant d'un coup d'Etat ou d'une révolution (doctrine Tobar) et comme développement du dit principe, dans le désir de combattre les illégalités et de donner plus de stabilité à leurs institutions fondamentales (si maltraitées dans ces pays), elles établirent la règle, nettement centre-américaine, de considérer toute atteinte à l'ordre constitutionnel dans l'un quelconque des cinq Etats, comme une menace à la paix de toute l'Amérique

Centrale. Désirant assurer dans les républiques de Centre-Amérique, dit l'article premier, du Traité Général de Paix et d'Amitié, les bénéfices résultant de la pratique des institutions et contribuer en même temps à affermir leur stabilité et les prestiges dont elles doivent s'entourer, les républiques déclarent qu'elles considèrent comme une menace à la paix toute disposition ou mesure tendant à modifier dans l'une quelconque d'entre elles l'ordre constitutionnel. Or, le Gouvernement de Nicaragua, en concédant aux Etats-Unis d'Amérique, par la clause 2 du Traité Bryan-Chamorro, la location pour 99 ans des îles Great Corn et Little Corn sur la même Caribe et le droit d'établir et de maintenir, pour un laps de temps égal, une base navale dans le golfe de Fonseca, soumettant les territoires en question aux lois et à l'autorité souveraine des Etats-Unis, — a manqué aux obligations que lui imposaient les conventions de Washington, attendu qu'il a porté atteinte à son ordre constitutionnel, violant l'article 2 de sa charte fondamentale, qui lui interdit de conclure toute espèce de pactes ou de traités qui « s'opposent à l'indépendance de la nation ou qui affectent d'une façon quelconque sa souveraineté. »

C'est ainsi que le Gouvernement du Salvador l'a compris, et, dans sa demande contre le Nicaragua, il a soutenu que le Traité en question violait l'article 2 du Traité général précité. « Le texte du dit article, a-t-il plaidé, établit, pour les Etats la promesse de ne modifier en aucune façon leur ordre constitutionnel parce que toute modification de cet ordre a été envisagée par leurs délégués comme une menace à la paix et à la sécurité de

chacun des Etats qu'ils représentaient et de l'Amérique Centrale en général, et contraire à leur stabilité politique et au prestige dont ils doivent s'entourer; par cet article, ils cherchaient à éloigner pour l'avenir tout péril susceptible de menacer la paix dans l'Amérique Centrale; et, dans cet ordre d'idées, ils ne pouvaient perdre de vue que le plus grand des dangers résidait dans les modifications possibles de l'ordre constitutionnel par lequel on ne doit pas comprendre uniquement la forme de gouvernement adopté par la fondamentale de chaque Etat, mais encore toute règle votée par les assemblées constituantes, afin que dans les limites de cette règles, les Pouvoirs publics accomplissent leurs actes en matière d'intérêt primordial et que la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité nationale sont des matières qui, dans ce sens, se trouvent au premier rang.

Le Gouvernement de Nicaragua prétendit, en premier lieu, dans ces notes, en réponse aux protestations du Salvador pour la conclusion du Traité qui nous occupe et ensuite dans sa défense contre l'assignation, donner une interprétation complètement différente et illogique à l'article 2 du Traité général de Paix et d'Amitié. Il soutint, d'une part, qu'il n'était pas certain que les cinq Etats se fussent engagés à ne modifier d'aucune façon leur ordre constitutionnel, mais bien seulement à ne rien faire qui se traduisit pour l'un quelconque des autres en préjudices de l'ordre constitutionnel. « L'argument du gouvernement demandeur, soutint-il, serait, avec beaucoup d'indulgence, fondé en droit, si dans la Convention précitée, au lieu de l'ordre constitutionnel on

avait écrit leur ordre constitutionnel. S'il en était ainsi, l'argument serait recevable parce qu'alors on pourrait conclure que chaque république signataire s'est engagée à maintenir la division du Gouvernement faite par les Constitutions des républiques signataires en pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, comme cela a été établi à l'article 48 de la Constitution politique du Nicaragua de 1905, qui dit : « Le Gouvernement de Nicaragua est républicain, démocratique et représentatif, se compose de trois pouvoirs indépendants : le Législatif, l'Exécutif et le Judiciaire. Cette triple division du Gouvernement de la République, nous pourrions l'appeler ordre constitutionnel dans son acception matérielle, mais l'ordre constitutionnel dans son acception formelle est le fonctionnement régulier et simultanée de ces trois pouvoirs. »

Pour se rendre compte de l'anomalie de telles prétentions de la part du Gouvernement du Nicaragua, en soutenant que la clause de non altération de l'ordre constitutionnel se limitait aux altérations qui pouvaient venir du dehors, de la part d'un autre Gouvernement, et non aux altérations que le gouvernement d'un Etat pourrait faire en violent les bases fondamentales de sa structure politique, il suffit de rappeler une fois de plus les buts que poursuivaient ces célèbres traités : chercher par tous les moyens la manière d'assurer l'ordre et la paix. Pour cela, ils consacrèrent la doctrine Tobar, le principe de la non intervention, la surveillance des émigrations qui prétendait modifier l'ordre dans l'un quelconque d'entre eux et pour atteindre à cette fin, étant donné la triste expérience qu'avait laissée l'histoire de ces peu-

ples, ils crurent opportun de considérer comme une menace pour la paix de Centre-Amérique, toute modification dans leurs ordres constitutionnels respectifs. Qui donc pourrait nier que toute modification des principes de base qu'un peuple a acceptés comme règle de sa vie, ne donne pas pour résultat une sérieuse perturbation de son ordre public et qui peut avoir de graves conséquences? D'autre part, étant donné les étroites relations qui unissent ces peuples, leurs annales enseignent que toute modification des dits principes a une répercussion directe ou indirecte sur la vie des autres.

« Pour la garantie de tous, dit le Docteur Rodriguez Gonzalez, chaque Etat a contracté l'obligation internationale de suivre fidèlement ses propres institutions et, en conséquence, s'interdit d'édicter aucune disposition ou mesure qui pourrait (plus encore qu'elle tendrait) altérer son ordre constitutionnel. L'inviolabilité de l'ordre constitutionnel de chaque Etat centre-américain se trouve de la sorte assurée par la garantie contractée par les autres. » (1)

Prétendre, en outre, que l'aliénation d'une partie de son territoire en la soumettant aux lois et à l'autorité souveraine des Etats-Unis ne constitue pas une modification à l'ordre constitutionnel, lorsque leur charte fondamentale l'interdit énergiquement est, à notre avis, insoutenable. Que devons-nous entendre par ordre constitutionnel? uniquement l'observation des préceptes cons-

(1) Op. cit., p. 340.

titutionnels qui réglementent l'organisation et le fonctionnement des Pouvoirs!...

« L'ordre constitutionnel d'un peuple, dit son mémoire si bien étudié, publié à propos du problème posé par le Traité que nous étudions, la Société des Avocats de Honduras, l'ordre constitutionnel d'un peuple comprend l'ensemble de bases substantielles consacrées par la charte fondamentale respective. Les principes que chaque constitution reconnaît comme règles nécessaires pour l'existence politique, soit qu'ils se réfèrent à la forme du gouvernement, soit qu'ils se réfèrent aux attributs essentiels de l'existence de la nation, constituent l'ordre constitutionnel. Personne ne met en doute que le changement de forme du gouvernement dans un pays, modifie l'ordre constitutionnel dans ce pays; et pourtant il ne pourra venir à l'idée de personne qu'il est moins grave pour un Etat de mutiler son intégrité territoriale, de renoncer à sa souveraineté sur une partie du territoire en s'en séparant, que de changer la forme du gouvernement existant, en conservant, sans les altérer, tous les éléments vitaux de la nation. Dans l'un et dans l'autre cas, l'ordre établi par la constitution est sensiblement modifié, avec l'unique différence que les perturbations occasionnées par le changement de la forme de gouvernement, affectent seulement les personnes chargées du pouvoir, tandis que celles provoquées par la renonciation d'une partie de la souveraineté, altèrent considérablement la vie de l'Etat, modifient ses conditions d'existence, restreignent ses moyens de développement : en un mot, l'ordre garanti par la constitution est pro-

fondément lésé, l'existence politique de la collectivité est troublée, l'ordre constitutionnel modifié. »

Comme il était logique, la Cour de Justice Centre-Américaine accepta la thèse présentée par le Salvador et déclara la clause 2 du Traité Bryan-Chamorro, violatrice de l'article 2 du Traité de Paix et d'Amitié. Nous reproduisons ci-après la partie qui nous intéresse le plus de son considérant sur ce point : « Il plane dans la lettre et dans l'esprit de l'article 2 du Traité que nous examinons, une pensée capitale, à savoir la promesse de maintenir la paix dans le Centre-Amérique et, comme moyens pour réaliser ce but, la pratique des institutions et l'obligation de conserver sans altération l'ordre constitutionnel. Doivent, en conséquence, être considérés logiquement interdits tous agents, moyens, éléments ou circonstances qui modifient cet ordre constitutionnel, soit qu'ils proviennent de l'extérieur ou de l'intérieur de l'Etat dont l'ordre constitutionnel est troublé. Et, dans ce sens, il est inutile de discuter ce que l'on doit entendre par ordre constitutionnel : si le maintien du système démocratique représentatif du gouvernement dans sa division bien connu des trois pouvoirs, ou le fonctionnement harmonique de ses organismes, ou si cet ordre, en l'ange du Traité, comprend également les phénomènes de rapports entre les Etats signataires, étant donné qu'au-dessus des principes du droit public, il y a modification de l'ordre constitutionnel — dans sa forme sans doute la moins grave et la moins transcendante — lorsqu'un Etat remplace, dans la totalité ou dans une partie de son territoire national, sa souverai-

neté propre par une souveraineté étrangère, abolissant dès ce moment ses lois propres pour soumettre cette partie de son territoire exclusivement aux lois de l'Etat concessionnaire.

« Dans le domaine des principes, l'exercice de la *publica auctoritas*, de l'*impèrium* ou de la *jurisdictio*, de la part d'une souveraineté étrangère(modifie d'une façon fondamentale la vie normale d'une nation parce que le territoire national et sa possession exclusive constituent un élément indispensable de la souveraineté.

« Le Gouvernement de Nicaragua, en violant une règle constitutionnelle comme est celle qui ordonne le maintien de l'intégrité territoriale, a consommé un acte menaçant la République du Salvador, intéressée et obligée par les Traits de Washington au maintien du prestige des institutions publiques centre-américaines.

« Que l'application de ces principes aux débats actuels démontre évidemment que les cinq Etats centre-américains, au moyen du système de droit créé en vertu des traités signés à Washington en mil neuf cent sept, ont convenu solennellement de conserver intact leur pouvoir souverain et leur droit à l'autonomie, dans le régime de relations juridiques strictes auxquelles ils sont obligés entre eux, sans aucun doute dans le but de conserver ces privilèges inaliénables pour l'œuvre d'unité politique à laquelle aspirent ces Etats et recherchée avec tant d'insistance dans ces mémorables traités. »

Ensuite, dans la partie finale de son arrêt, dans le dispositif, la Cour déclare expressément qu'il y a eu violation du traité ainsi que nous le verrons par la suite.

D'autre part, cette même clause du Traité Bryan-Chamorro par laquelle une partie des côtes nicaraguayennes se trouvaient soumises aux lois et à l'autorité souveraine des Etats-Unis, occasionna au Traité général de Paix et d'Amitié une autre lésion.

L'article 9 dudit Traité, stipule: que les navires marchands des pays signataires seront considérés dans les mers, sur les côtes et dans les ports des pays indiqués, comme navires nationaux; qu'ils jouiront des mêmes franchises, exemptions et concessions que ces derniers et ne paieront pas d'autres droits et ne seront soumis à aucune autre formalité que ceux imposés aux navires du pays respectif.

Or, dans le Traité Bryan-Chamorro, il n'a été fait aucune réserve en faveur des autres pays centre-américains et il n'a pas même été fait d'allusion à ces droits, acquis en vertu du Traité général précité, droits qui permettaient aux navires des autres pays de naviguer sur les côtes nicaraguayennes librement et de jouir de toutes les exemptions, facultés et prérogatives des navires nationaux, ne pouvant par conséquent jouir des droits en question dans les parties de la côte nicaraguayenne qui, par suite des concessions accordées, se trouvent soumises à la souveraineté exclusive des Etats-Unis.

Le Gouvernement du Salvador, dans sa demande si souvent rappelée, a réclamé également contre la dite violation et, la Cour acceptant ses conclusions justifiées, a fait, en sa faveur, la déclaration suivante à ce sujet:

« Que par la clause 2 du Traité Bryan-Chamorro a

violé également l'article 9 du Traité général de Paix et d'Amitié existant entre les républiques de Centre-Amérique, parce que cette disposition stipule que le terrain donné en location, ainsi que la base navale qui sera établie, seront soumis exclusivement aux lois et à l'autorité souveraine des Etats-Unis.

« Les Etats-Unis pourront accorder, en conséquence, aux navires de Nicaragua, dans les eaux qui sont sous leur souveraineté, tous les exemptions, franchises et privilèges qu'ils jugeront utiles; mais le Nicaragua ne pourra demander que les mêmes concessions soient étendues aux navires des pays centre-américains. Les Etats-Unis ont la faculté de rompre l'égalité de traitement convenue pour tous les navires de pays signataires dans l'article 9 du Traité de Paix et d'Amitié; et le Nicaragua, par un acte volontaire de son Gouvernement, s'est mis dans l'impossibilité d'accomplir ce qu'il avait convenu. Il est certain que rien n'empêche à cette république d'imposer à ses navires propres et aux navires des autres pays signataires toutes sortes de droits ou de charges; mais dans ce cas, il doit le faire sur le pied de parfaite égalité, de la manière solennellement convenue, qui ne permet pas de faire une différence aucune entre un navire nicaraguayen et un navire d'un autre Etat quelconque centre-américain. Nicaragua, en transmettant la propriété des mers qui le baignent au domaine et à la souveraineté d'une nation étrangère, tant pour sa côte ferme du golfe de Fonseca, que pour les îles appelées du Maiz dans l'Atlantique, a renoncé à toutes facultés pour dicter des lois et des règles à ses na-

vires porpres et en conséquence pour régler avec égalité de lois et de règles les navires des autres Etats de Centre-Amérique.

« Il n'y a aucune hésitation à affirmer que le *Traité Bryan-Chamorro* qui ne contient ni limitation, ni réserve sous ce rapport et qui, bien plus, prend soin d'exprimer que sur le sol loué seront respectées les lois et l'autorité souveraine des Etats-Unis, mettent en risque les droits que la République du Salvador a acquis par l'article 9 du *Traité général de Paix et d'Amitié*, attendu qu'elle les fait dépendre d'une souveraineté étrangère non obligée à les reconnaître. »

CHAPITRE V

Le Traité Bryan-Chamorro viole les droits de co-propriété que possèdent sur les eaux du golfe de Fonseca les Etats de Salvador et de Honduras.

Par l'article 2 du Traité que nous étudions, le gouvernement de Nicaragua a concédé aux Etats-Unis le droit d'établir, de maintenir et d'exploiter une base navale sur les côtes nicaraguayennes du golfe de Fonseca pour une période de 99 ans prorogeable pour un laps de temps égal à la volonté des Etats-Unis.

Cette concession, étant donnée la situation juridique internationale du golfe de Fonseca, non seulement lèse les droits de co-propriété, possédés par les Etats-Unis du Salvador et de Honduras sur le dit golfe, mais, en même temps, comme nous allons le voir par la suite, menace la sécurité des autres pays.

Le golfe de Fonseca est indubitablement un golfe territorial étant donné son rôle historique et vital. Pour justifier cette affirmation, il suffit de considérer que non seulement il réunit la condition de la possession immémoriale préconisée par Westlake, mais en outre tous les caractères exigés par le docteur Drago : 1° les pays qui possèdent ses côtes exercent sur toute son étendue leur souveraineté absolue avec l'assentiment mondial; 2° il a une configuration géographique spéciale et renferme pour les trois pays qu'il possède des intérêts vi-

taux, sa possession étant indispensable en outre pour leur sécurité et leur défense. « Une certaine catégorie de baies qui peuvent être appelées les historiques, dit-il dans les motifs de son dissentiment lors de l'arbitrage de Terre-Neuve de 1910, forment une classe distincte et à part et sans aucun doute appartiennent au pays riverain, quelles que soient la profondeur de pénétration et la largeur de leur ouverture, quand ce pays a affirmé sa souveraineté sur elles et que des circonstances particulières telles que la configuration géographique, l'usage immémorial et par dessus tout les nécessités de la défense justifient une telle prétention ».

Le golfe de Fonseca réunit incontestablement tous les caractères mentionnés. Il a été découvert en 1522 par Andres Nino, pilote d'un des navires de Gil Gonzalez Davila qui le baptisa du nom de Fonseca en l'honneur du président de l'époque du Conseil des Indes qui gouvernait de l'Espagne ces régions. Depuis sa découverte, jusqu'à l'indépendance, l'Espagne exerça sur ses eaux sa souveraineté exclusive. De 1822 à 1839, la République fédérale de Centre-Amérique exerça sur lui sa souveraineté absolue et après la dissolution de la fédération, les trois états qui possèdent ses côtes, le Salvador, le Honduras et le Nicaragua l'ont toujours considéré comme partie de leur territoire. « Durant ces trois périodes de l'histoire politique de Centre-Amérique, dit la Cour de Justice Centre-Américaine, les autorités représentatives ont affirmé d'une façon évidente le domaine et la possession pacifique dans le golfe, c'est-à-dire sans protestation, ni contradiction de la part d'au-

cune nation, faisant des actes édictant des lois pour son organisation politique et pour des buts de police concernant la sécurité nationale et l'observation des règlements d'hygiène et de douane. Une possession séculaire comme celle du golfe, n'a pu se maintenir que grâce au consentement de la communauté internationale; et dans le cas dont il s'agit, le *consensus gentium* ne se réduit pas simplement à une attitude purement passible des nations car l'histoire diplomatique nous révèle que depuis plus d'un demi-siècle certaines puissances ont prétendu fonder des droits propres sur le golfe dans des buts de politique commerciale; mais toujours sur la base du respect à la propriété que les Etats ont su conserver en vertu de leur puissance souveraine. Ces tendances traduites en convention conclue avec quelques gouvernements de l'Amérique Centrale et par des tentatives de diverses natures de la part d'agents de ces puissances, ont fini par se concentrer, pour mettre fin à des controverses réitérées et périlleuses, dans les clauses du Traité Clayton-Bulwer du 19 avril 1850, entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, avec la renonciation réciproque aux droits d'ériger ou d'entretenir des fortifications qui domineraient le canal, ou d'occuper, de fortifier, de coloniser ou d'exercer aucun droit de propriété dans le Nicaragua, Costa Rica, les Mosquitos ou tout autre partie de l'Amérique Centrale. En conséquence, le golfe de Fonseca en question est donc resté à couvert de tout péril au moins jusqu'à la signature du Traité Hay-Pauefote qui a abrogé le premier. Or, quels qu'aient été les motifs qui ont déterminé la

signature de la convention Clayton-Bulwer, bien que ceux-ci soient l'objet de points de vue différents, le fait est qu'elle a consacré un principe de haute justice, de respect honorable à la souveraineté et à l'indépendance des faibles nationalité centre-américaines, qui a dû continuer à servir de base pour les rapports juridiques internationaux relatifs au golfe de Fonseca. »

En ce qui concerne sa position géographique, le golfe de Fonseca qui, suivant l'avis de certains géologes constituait dans des temps très reculés, un lac ou mer fermée, est formé par un bras de l'océan pacifique qui, pénétrant dans le continent, baigne les côtes du Salvador, de Honduras et du Nicaragua. Son entrée est de 19 milles géographiques, c'est-à-dire de 35 kilomètres et une fraction, depuis le cap Amapala dans le Salvador jusqu'au cap Consigüina dans le Nicaragua. Sa plus grande longueur est de 50 milles et sa largeur moyenne de 30. Il renferme plusieurs îles appartenant aux Honduras et au Salvador, dont la plus importante est celle du Tigre dans laquelle se trouve Amapala, port principal de Honduras dans le Pacifique. Le Salvador qui domine sur une étendue de côtes de 25 milles possède l'important port de la Union, point terminus de son chemin de fer d'Orient qui le met en contact avec la capitale.

De la description que nous venons de faire, on peut facilement déduire l'importance que représente ce golfe pour les trois états qu'il possède. Centre d'union entre eux par lequel se fait leur trafic principal et par lequel entrent et sortent une grande partie de leurs importations et exportations, principalement celles du Hondu-

ras et du Salvador, qui possèdent sur ses côtes deux de leurs ports principaux de haute mer. D'autre part, son importance s'accroît si l'on considère qu'il est appelé à être le terminus des lignes principales de chemins de fer de ce littoral et en particulier du chemin de fer interocéanique de Honduras qui, suivant le géographe Squier, sera « la voie la plus rapide, la plus sûre et la plus facile pour les communications des Etats-Unis avec les points les plus importants et les plus centraux du Pacifique. » Le même Squier signale l'importance de ce noyau centre-américain dans les termes ci-après : « La baie de Fonseca, parfois appelée golfe de Amapala ou de Conchagua, est sans contestation un des meilleurs ports ou, pour mieux dire, une constellation de ports sur toute l'étendue de la côte du Pacifique de ce continent. Sa longueur atteint 50 milles et sa largeur moyenne est de 30 milles, etc., etc. La baie de Fonseca, par les admirables ports qu'elle contient, par les moyens qu'elle offre pour la construction et la réparation de navires, par ses terres fertiles et par le trafic local avec le Salvador, les Honduras et le Nicaragua, est d'une grande valeur et d'une grande importance commerciale. Mais nous l'estimons encore plus en considération de sa position au point de vue politique et géographique, et spécialement comme le terminus invariable prédestiné sur le Pacifique pour un chemin de fer entre les deux océans. Je n'hésite pas à répéter ce qu'en une autre occasion j'ai dit au Gouvernement des Etats-Unis alors que j'étais son représentant dans l'Amérique centrale : « La baie de Fonseca est sous tous rapports la position

la plus importante des côtes de l'Amérique Centrale sur le rivage du Pacifique; elle est tellement favorisée par la nature que irrémédiablement elle sera le lieu de rendez-vous du commerce et le centre des entreprises dans cette partie du continent. »

Après cette description, je pense que personne n'hésitera à qualifier ce golfe d'historique et de vital, en appliquant les principes généraux du droit international. En effet, la Cour de Justice Centre-Américaine l'a jugé comme tel dans son considérant qui dit :

« Qu'évidemment on déduit des faits constatés dans les paragraphes qui précèdent que le golfe de Fonseca appartient à la catégorie spéciale des baies historiques et relève exclusivement du Salvador, du Honduras et du Nicaragua; en effet, il réunit tous les caractères ou conditions que les auteurs qui ont traité du droit des gens, les instituts internationaux et les précédents, ont établi à propos du caractère des eaux territoriales; à savoir une possession séculaire et immémoriale avec *animo domini* pacifique et continu et avec l'acquiescement des autres nations; la configuration géographique spéciale qui représente de grands intérêts d'importance vitale pour la vie économique commerciale et industrielle des états riverains; et la nécessité absolue de le posséder d'une façon aussi complète que l'exigent ses intérêts primordiaux et ceux de la défense nationale ».

Considérant : que le caractère juridique du golfe de Fonseca est subordonné à des conditions d'importance capitale autres qu'une étendue plus ou moins grande de sa capacité ou de l'exiguïté de son entrée; et c'est dans

ce sens que ce tribunal l'a jugé, comme appartenait à la *catégorie des baies historiques* et avec le caractère de *mer fermée* en se basant sur ce qu'a décidé à propos des eaux territoriales la sentence arbitrale de la Cour permanente de La Haye du 7 septembre 1920 et sur les commentaires lumineux qu'en a fait l'éminent juriste Dr. Drago juge dans le litige, qui, à son tour, a exposé des antécédents et des avis autorisés sur la matière ».

« En effet, la sentence accepte les prétentions britanniques suivant lesquelles les baies auxquelles se réfère le traité avec les Etats-Unis et qui a servi de base à la controverse, sont des baies géographiques et « *apparaissent*, suivant l'internationaliste précité, dans beaucoup de traités et la doctrine les reconnaît expressément ». Le caractère d'une baie, a dit le tribunal, est sujet à des conditions concernant les intérêts du souverain territorial d'une manière plus intime et plus importante que celles concernant la côte ouverte. Par exemple, les conditions d'intégrité territoriale et nationale de défense, de commerce et d'industrie sont intéressées d'une façon vitale dans la domination des baies qui pénètrent à l'intérieur de la ligne de la côte nationale » etc., etc. Et enfin, ajoute le dit considérant, il y a lieu de prendre en considération que le gouvernement même des Etats-Unis, dans une note adressée par le département d'Etat, le 18 février 1914, au ministre du Salvador à Washington, dit textuellement et catégoriquement :

« Dans sa protestation, il prend comme motif que le golfe de Fonseca est une baie historique, dont les eaux

sont comprises dans la juridiction des états avoisinants. Ce point, le Département n'est pas disposé à le contester. »

« Ce qui implique une reconnaissance formelle de l'affirmation non équivoque de la souveraineté des états qui l'entourent. Le secrétariat d'Etat n'a pas pu faire autrement que de suivre la doctrine traditionnelle que d'autres représentants et hommes d'état de la grande nation nord-américaine avaient proclamée en l'appliquant aux baies vitales que contiennent les côtes étendues du territoire fédéral. »

Etant ainsi établie la condition de baie historique ou vitale que donnent au golfe de Fonseca les caractères qu'il réunit, étudions maintenant l'existence de la communauté de droit que possèdent sur ces eaux les trois états qui l'entourent.

L'existence de cet état de communauté a été brillamment exposée par le Dr. Rodriguez González qui lui a donné le nom de doctrine Mélendez en l'honneur du président du Salvador à l'époque, M. Carlos Méléndez, lequel a soutenu avec énergie cet état de chose dans ces protestations devant les Etats-Unis et le Nicaragua tout d'abord au sujet de la conclusion du Traité Chamorro-Weilzel et ensuite de celle du traité que nous étudions. Dans ces protestations, le Gouvernement du Salvador soutint qu'étant donnée la situation géographique du golfe de Fonseca, on n'en pouvait louer aucune partie sans affecter nécessairement toute son étendue, et pour soutenir cette thèse, il a commencé par affirmer que le golfe en question « n'a pas cessé un seul jour d'ap-

partenir aux trois pays riverains du Salvador, de Honduras et du Nicaragua, à la souveraineté et juridiction desquels il a appartenu et appartient actuellement », que les trois états ont possédé « sans aucune protestation ni opposition cette baie, affirmant cette propriété par la défense qu'en plus d'une occasion ils ont faite contre les bandes de flibustiers qui, pendant les trois siècles de la domination espagnole ont maraudé sur les côtes centre-américaines, arrivant même à pénétrer dans le cœur du golfe et prétendant s'établir dans l'île du Tigre. » « Que par le fait de l'indépendance, a passé à la République Fédérale de Centre-Amérique le droit que le Gouvernement espagnol possédait de temps immémorial sur les eaux comprises *inter fauces terrae*, territoriales ou non qui forment le golfe en question, que la possession et la propriété de ce golfe ont été affirmées par beaucoup d'actes législatifs et de juridiction nationale formulant des lois sur les ports, la police et autres matières, durant le laps de temps pendant lequel a fonctionné le Gouvernement fédéral de Centre-Amérique; que, lorsqu'en 1839 le lien fédéral entre les cinq états qui formaient la fédération fut rompu, les états du Salvador, du Honduras et du Nicaragua, restèrent libres propriétaires et souverains *en commun* du golfe de Fonseca, comme ils le possèdent actuellement, du fait que jusqu'à aujourd'hui n'a été conclu aucun pacte ou accord mettant fin à l'état *d'indivision et de communauté* que les états riverains rencontrèrent comme préexistant à leur constitution en nations indépendantes et libres, bien qu'en plusieurs occasions on ait essayé

de le faire comme cela est arrivé dans la Convention de frontières conclue le 10 avril 1884 entre le Salvador et le Honduras, laquelle n'a pu subsister ayant été désapprouvée par le Congrès de cette dernière république; que pour ces motifs, le Gouvernement du Salvador se considère affecté par le projet de location d'une partie du golfe de Fonseca sans consultation et consentement préalable des états possesseurs et co-propriétaires, bien qu'elle se limite seulement à la côte du Nicaragua. »

En effet, la communauté de droits invoquée par le Gouvernement du Salvador sur le golfe de Fonseca, s'impose non seulement par l'état d'indivision dans lequel se trouve le dit golfe, car on ne peut accepter la thèse soutenue par le Gouvernement de Nicaragua, qu'étant donné que les territoires respectifs sont délimités, se trouvent de fait délimitées leurs eaux nationales, — en raison de la configuration spéciale géographique du golfe; mais encore parce que les zones limitrophes respectives s'entrecroisent ou empiètent en grande partie sur leurs eaux. Les lois des trois états établissent à ce sujet que leur mer territoriale s'étend jusqu'à la distance de trois milles « moyen » depuis la ligne de la plus basse marée « et que la zone où s'exerce la juridiction « pour les effets de sécurité et de police » se prolonge jusqu'à une distance de 4 lieues (douze milles) moyenne, également depuis la ligne de mer basse. Or, comme les îles sont considérées comme une prolongation du territoire auquel elles appartiennent et que, comme nous l'avons dit, dans le sein du golfe se trouve toute une constellation appartenant au Salvador et à

Honduras, et un promontoire appartenant au Nicaragua (Farallones) en appliquant les principes énoncés, les zones respectives s'entrecroisent ou s'empiètent sur une grande étendue du golfe. Nous pourrions illustrer ce travail avec une description géographique détaillée en donnant une échelle de distances et autres, mais nous ne le ferons pas, estimant que cela n'est pas indispensable pour le but que nous poursuivons.

Le Dr. Rodriguez Gonzalez, qui, comme nous l'avons dit, a exposé brillamment le *status jure* du dit golfe en est arrivé pour expliquer logiquement cet état de communauté ou de co-propriété à l'assimiler à la communauté du droit germanique. Nous ne résistons pas à la tentation de reproduire quelques passages de cet auteur.

« Que l'on appelle ou non co-propriété cette limitation mutuelle et réciproque, le fait demeure en soi que personne des associés ne peut disposer librement et exclusivement de ses droits propres, sans affecter ceux de ses consorts. Cette situation juridique qui paraît exceptionnelle et quelque peu obscure, a besoin d'être définie et peut l'être en effet avec suffisamment de clarté. Le *Status Jure* dans lequel se trouvent les trois états riverains du golfe est assez semblable à la conception de la communauté en droit germanique. Dans cette communauté, l'indivision porte plutôt sur les droits que sur les choses et pour cette raison l'on dit que ceux-ci appartiennent aux consorts d'une façon indivise ou, pour employer l'expression énergique et symbolique du droit germanique « par main conjointe » (zu Gesamter

Hand). Les consorts qui possèdent les droits « por main conjointe » ne sont pas propriétaires des bien indivis pour une partie proportionnelle de ceux-ci ; il n'est pas nécessaire non plus, dans la communauté de droits germanique de déterminer la proportion quantitative et qualitative des choses qui appartiennent à chacun des consorts qui ne sont pas même co-propriétaires pour des parties idéales de la chose commune,

« Cette communauté *sui generis* du droit germanique est la seule situation juridique qui peut nous fournir une idée claire et exacte du *status jure* dans lequel les trois états riverains se trouvent relativement au golfe.

« Au moyen de cette idée juridique de la communauté de droits indivis ou en employant la suggestive expression allemande « par main jointe » on peut s'expliquer parfaitement la situation juridique de Honduras, du Salvador et du Nicaragua dans le golfe de Fonseca. Les trois états possèdent sur lui des droits souverains, limités réciproquement par la nature même de la chose ; ces droits ne sont pasu ne quote-part, ne constituent pas des parties idéales, ne peuvent se déterminer ni quantitativement, ni qualitativement, et ceux qui les possèdent ne peuvent pas être dits co-propriétaires. Le contenu et l'essence juridique de ces droits consistent uniquement dans leur indivision ou communauté *par main jointe*, c'est-à-dire qu'aucun des trois états ne peut en disposer au préjudice des autres et sans l'assentiment ou le concours de ceux-ci.

Mais même cette situation juridique n'est pas l'œu-

vré de la volonté des trois états riverains, mais bien celle de la nature impérieuse des choses et du caractère obligatoire du droit résultant de cette situation et s'y accommodant le mieux. Ainsi donc, si la théorie objective des législations basées sur le droit romain n'encadre pas avec toute l'exactitude voulue, l'ensemble de droits que la situation géographique du golfe a créés pour les trois états qui le possèdent d'une façon indivis, il est logique que l'on lui applique la doctrine de la communauté subjective du droit germanique. Le caractère impératif du droit international impose comme nécessité inéluctable, la recherche du *status jure* qui s'adapte le mieux et s'harmonise de la façon la plus parfaite avec une situation de fait quelconque, parce que dans l'ordre international, on ne peut ni ne doit laisser en dehors de l'état juridique aucune espèce de rapport entre les états; en effet, une telle situation *extra-jure* ne peut se concevoir rationnellement car il faudrait alors accepter un état de force ou de violence, comme situation normale et de droit, ce qui est une conception absurde et inadmissible de morale dans l'état de civilisation et de culture auquel est parvenue l'humanité (1).

Le Gouvernement du Salvador, dans sa requête tant de fois rappelée, a soutenu également contre le Gouvernement de Nicaragua que le traité en question méconnaît et viole les droits de propriété que le Salvador possède sur le golfe de Fonseca. Il a appuyé cette thèse sur

(1) Op. cit., p. 71.

les arguments que nous avons exposés en les basant sur les faits et descriptions opportunes.

La Cour de Justice Centre-Américaine, a accueilli ces prétentions, déclarant dans son arrêt l'existence de la communauté invoquée et jugeant que la concession de la base navale portait atteinte à ces droits.

Toutefois, influencée par la protestation du Gouvernement de Honduras, qui manifesta qu'il ne reconnaissait pas cet état de communauté dans ses eaux territoriales le considérant comme compromettant son intégrité territoriale, la Cour a exclu de la communauté les eaux marginales où elle a déclaré que chaque état exerçait une domination et une propriété exclusive et absolue.

Cette réserve si elle n'enlève à son arrêt rien de sa valeur pratique, diminue en échange sa valeur scientifique, car il nous paraît être un contre-sens de fixer une zone territoriale dans une baie qui par son caractère de vitale et d'historique doit être considérée comme territoriale dans toute son étendue.

Nous transcrivons ci-après les parties qui nous paraissent les plus importantes de l'exposé fait par la Cour :

« Considérant qu'en ce qui concerne la co-propriété sur le golfe de Fonseca réclamée par la Haute Partie demanderesse et en raison de ce que sur ce sujet a prétendu la Haute Partie défenderesse, la question de division, démarcation, ou délimitation des juridictions entre les provinces qui constituaient le patrimoine de la couronne espagnole, doit être examinée à la lumière de

la vérité historique afin d'harmoniser leurs conclusions avec les rapports juridiques existants actuellement entre les états riverains. Une série de controverses, pour des limites purement territoriales, démontre que les Cédules Royales traçaient des lignes topographiques basées sur les prétentions des gouverneurs de peuplades qui ne connaissaient guère leurs conditions géographiques, avec les erreurs de lieu, d'orientation et de distance qui en sont la conséquence. C'est à ces circonstances, d'une part, et d'autre part à l'intérêt secondaire qu'il faut supposer que les monarques portaient à éviter les transgressions de juridiction étant donné que le patrimoine de ces peuplades appartenait à un seul seigneur et maître, — qu'il faut attribuer que les délimitations étaient d'une façon générale confuses, ou à grands traits, comme le dit si justement le représentant du Nicaragua. La preuve en est que dans leur vie autonome les pays centre-américains et même les autres de l'Amérique latine se sont trouvés dans la nécessité pressante de déterminer et de délimiter leurs frontières pour pouvoir maintenir l'harmonie entre les peuples frères, et le peu de cas qu'a fait de la cédule royale Sa Majesté le roi d'Espagne Alphonse XIII, lorsqu'il a dicté la sentence arbitrale sur la question des frontières entre le Honduras et le Nicaragua, déclarant que la capitulation du 11 janvier 1541 avec Diego Gutierrez se réfère à des territoires avec lesquels elle n'a jamais rien eu à faire, comme sont ceux du Honduras et du Nicaragua. En ce qui concerne le golfe de Fonseca, il y a lieu de considérer qu'étant donné qu'aucun fait de

gravité capitale n'avait troublé la bonne harmonie des états qui l'entouraient, pour l'usage et la jouissance de ses eaux, les gouvernements s'étaient attachés seulement à déterminer les parties où pourrait entrer en conflit l'exercice des droits des pays voisins ; c'est ainsi que par des commissions mixtes, en 1884 entre le Salvador et le Honduras et en 1900 entre le Honduras et le Nicaragua, afin de délimiter et de démarquer leurs frontières terrestres respectives, ont tracé des lignes de division qui partaient à travers certains petits golfes jusqu'à un point déterminé du golfe. La première délimitation ne subsista pas parce que le Congrès législatif du Honduras rejeta la Convention signée à San Miguel, République du Salvador, le 10 avril 1880, invoquant entre autres motifs, au sujet des frontières terrestres que la Commission avait dépassé ses pouvoirs en étendant ses opérations jusqu'au Golfe, ce à quoi elle n'était pas autorisée par le Gouvernement des Honduras. (Décret législatif de 1885). Il n'a subsisté que la division faite avec le Nicaragua dont la ligne est tracée sur des cartes que nous avons vues, jusqu'à un point moyen entre la partie méridionale de l'île du Tigre et la partie septentrionale de la pointe Cosigüina (Mont Penny ou Punta Rosario), laissant indivis un amas considérable d'eaux appartenant aux états riverains qui se prolonge jusqu'à la grande embouchure qui mesure 35 kilomètres de largeur.

« Le dictionnaire de législation et de jurisprudence de Escriche dit que « Communauté » est la qualité qui fait qu'une chose est commune de sorte que quiconque

y peut participer et en user librement; est commun ce qui n'appartenant à personne en particulier, appartient ou s'étend à plusieurs personnes, lesquelles ont toutes un droit égal à en user; *posséder en commun* c'est pour deux ou plusieurs personnes avoir la jouissance ou la possession de la même chose *en indivis*, c'est-à-dire sans la diviser de façon qu'elle appartienne entièrement à tous sans qu'aucun puisse désigner sa part ». La Haute Partie défenderesse reconnaît qu'il n'existait pas de démarcation entre les pays limitrophes du golfe avant qu'elles ne constituassent des entités indépendantes bien que alors les délimitations ne fussent pas inconnues, mais sans fournir aucune preuve que, postérieurement, ces mêmes états aient fait une division complète de toutes les eaux qui entourent le golfe de Fonseca. En effet, bien qu'on ait invoqué la délimitation effectuée en 1900 avec le Honduras, la ligne tracée, d'après la carte de l'ingénieur Fiallos, ancien membre de la Commission mixte, n'arrive que jusqu'à un point moyen entre l'île du Tigre et la pointe de Consigüina, laissant sans division, comme nous l'avons dit plus haut, une partie considérable des eaux comprise entre la ligne tracée à partir de Punta Amapala jusqu'à Punta Consigüina et le point terminus de la division entre le Honduras et le Nicaragua. En conséquence, il y a lieu de conclure qu'à l'exception de cette partie, le reste des eaux du golfe est resté *pro-indivis*, en état de communauté entre le Salvador et le Nicaragua, et que par suite de la configuration particulière dudit golfe, ces eaux restent face à face se confondant en un embranchement déclaré dans

le rapport des ingénieurs Barberena et Alcaine et reconnu par la Haute Partie défenderesse. Et si l'on ne peut dire en principe que toute absence de démarcation ne constitue pas communauté, il est évident que toute communauté suppose nécessairement l'indivision au sens juridique. Cette communauté sur le golfe a continué d'exister par l'usage continu et pacifique des états riverains et se trouve démontrée d'une façon plus évidente par ce chevauchement des juridictions dans la zone sur laquelle les deux pays en procès ont exercé leur *imperium*. Il en résulte que cet état juridique n'existe pas pour les 3 milles marins qui forment le littoral sur les côtes de terre ferme et pour les îles correspondantes à chaque état sur lesquelles ils exercent une propriété et une possession exclusives et absolues, de même que n'existe pas non plus de communauté dans les eaux contenues entre les îles et promontoires où, à cause de leur proximité réciproque, les juridictions des états dans les zones et sur le littoral de leur domaine exclusif empiètent les unes sur les autres car dans ce cas les démarcations doivent faire l'objet d'un compromis conformément au principe reconnu du droit des gens. En conséquence, il est évident que l'exercice de juridictions dans les eaux *pro-indivises* est basé sur la nature juridique du golfe qui veut qu'elles soient communes et sur la nécessité pressante de protéger et de défendre les intérêts vitaux du commerce et des autres industries indispensables pour le développement et la prospérité des nations.

« Une modification dans la manière d'user des eaux

communes du golfe qui, par leur nature, sont l'objet de prestations d'utilité réciproque, implique l'annulation des droits de juridiction, lesquels doivent être exercés sur un pied de stricte égalité et en harmonie avec les intérêts de la communauté. Il n'est pas permis au copropriétaire d'innover, d'aliéner entre les mains d'un étranger, ni même de traiter avec lui, pour l'usage et la jouissance de la chose commune, alors même que cela créerait des avantages pour les co-participants, sans obtenir préalablement le consentement de ceux-ci. En conséquence, dans le cas *sub-judici* la concession de la base navale dans le golfe, accordée par le Gouvernement du Nicaragua à celui des Etats-Unis, sur le point du territoire nicaraguayen que le concessionnaire voudra bien choisir (art. 2 du Traité Bryan-Chamorro) comme elle suppose nécessairement l'occupation, l'usage et la jouissance des eaux sur lesquelles le Salvador possède des droits de souveraineté, aurait pour effet pratique d'annuler ces droits si primordiaux ou tout au moins de les restreindre; parce que le navire de guerre américain et tout ce qui dépend de la base navale ainsi que le territoire proprement dit et la zone maritime seront soumis exclusivement aux lois et à la souveraine autorité des Etats-Unis (art. 2 du Traité précité); c'est-à-dire que la concession dont s'agit amène un pouvoir étranger à s'enclaver dans une partie du continent qui a été et est toujours la propriété exclusive et indivise des trois nations sœurs, mettant ainsi en grave péril les intérêts vitaux qu'elles ont besoin de posséder et protéger pour leur développement propre. »

« Les principes universels qui règlent la communauté des choses sont parfaitement applicables au golfe de Fonseca du point de vue international. L'existence de la communauté serait un cas non commun dans la vie des nations, mais n'aurait rien d'insolite ni d'inconcevable. « Il y a, dit Heffeter, dans le droit public certains actes et rapports qui produisent, en dehors des conventions et d'une façon analogue aux quasi-contrats du droit civil, des effets semblables à ceux des traités. Il y a communauté accidentelle (*communiorei vel juris*) dans le cas où une nation appartient à la fois à divers états ou souverains, ou dans le cas où l'on achète en commun une chose, sans que soient applicables les dispositions des lois civiles d'un pays. Dans ces cas, il y a lieu de s'en référer aux principes antérieurement expliqués relatifs aux traités d'association qui sont : légalité de droits et obligation, à moins que préalablement n'en ait été fixée la proportion ; le libre usage de la chose par chacun des co-participants, à condition qu'ils ne se portent pas mutuellement préjudice ; et enfin le principe qui interdit de disposer de la chose complètement sans le consentement des autres, cette faculté restant limitée à la partie qui correspond à chacun. La dissolution de la communauté ne peut avoir lieu que moyennant un traité ou accidentellement. En dehors de cette opinion, il existe d'autres avis d'auteurs tels que Fiore, Bluntchi, Perela, Rivier, E. Nys et de l'homme d'état bolivien Frederico Diaz de Medina, lequel invoque le cas de la Prusse et de l'Autriche lorsqu'elles acquièrent du Danemark par le Traité de Vienne de 1864, une souveraineté

indivise sur les duchés de Schleswig-Holstein; et le cas du Chili et de la Bolivie qui, par le traité de 1876, ont reconnu leur propriété réciproque et définitive sur le territoire du 24° degré parallèle, et en même temps la communauté de propriété et d'exploitation des dépôts de Guano existants entre les 23° et 24° degrés; stipulation qui fut remplacée par le Traité de Trêve de 1884, etc., etc. »

« Considérant que les Hautes Parties en litige se sont mises d'accord sur l'existence d'une zone d'inspection maritime sur le golfe de Fonseca dans lequel les états exercent le droit d'*imperium*, au delà de la juridiction absolue sur la mer pour des buts fiscaux et de sécurité nationale; mais que la Haute Partie demanderesse prétend que ce droit doit s'exercer au large de la côte sur la mer libre et non pas à droite et à gauche sur des portions de mer territoriale d'autres nations, car à cela est opposée la barrière infranchissable de souverainetés étrangères; attendu que la Haute Partie demanderesse prétend que cette zone existe également en dedans et en dehors du dit golfe.

Le Tribunal a admis la dernière conclusion car il l'a trouvée appuyée sur les articles 2, 13 n° 1 et 16 de la loi de Navigation et de Marine du Salvador qui s'expriment ainsi :

« Art. 2. — Sont du domaine national les estuaires, anses et baies et la mer libre adjacente jusqu'à la distance d'une lieue marine mesurée depuis la ligne de la plus basse marée; mais le droit de police pour les buts concernant la sécurité du pays et l'observation des lois

fiscales s'étend jusqu'à la distance de quatre lieues marines mesurées de la même manière.

« Art. 13. — La mer territoriale de la République se divise en cinq départements maritimes de la manière suivante :

« 1^o Département maritime de la Union comprenant la baie de Conchagua, la partie du golfe de Fonseca dans laquelle sont situées les îles du Salvador et la mer territoriale jusqu'au parallèle de l'embouchure orientale du Río San Miguel.

« Art. 16. — Chaque commandant maritime fera respecter le droit de police correspondant à la nation sur les quatre lieues marines dont parle l'article 2, dans les limites que signalent les prolongations des parallèles désignés pour leurs départements respectifs.

Des dispositions qui précèdent, on déduit sans difficulté que la zone d'inspection doit se mesurer de la même manière que la lieue de mer du littoral, c'est-à-dire à partir de la ligne de la plus basse marée; et comme cette lieue, d'après les principes du droit, doit se mesurer en suivant les sinuosités de la côte, de même cette zone, qui est une prolongation de la première, doit suivre la même direction. Le fait que les eaux du golfe appartiennent aux trois états qui l'entourent, n'a pu être un obstacle pour que cette seconde zone, qui tend à respecter les droits d'un état par rapport à un autre au moyen des règlements qui, comme le dit M. Adrés Bello, sont plus immédiatement conçus en vue de leur salut et de leur bien-être » car étant donnée leur organisation politique actuelle, les états limitrophes du golfe

ont entre eux des droits et des devoirs respectifs pour l'usage et la jouissance des eaux non littorales ; et étant donné que les navires marchands de toutes les nations ont le droit de passage inoffensif sur ces mêmes eaux, est corrélatif de ce droit celui des états d'exercer les facultés relatives à des buts de sécurité, de police et de fiscalité jusqu'à la limite de leurs côtes respectives. Le chevauchement qui pourra résulter de la prolongation des lignes jusqu'à l'intérieur des terres du golfe montrerait la nécessité de résoudre ce conflit au moyen de conventions entre les gouvernements respectifs, et en outre le besoin impérieux de ne pas troubler cette situation par d'autres actes distincts de ceux exercés jusqu'alors avec la tolérance réciproque des co-propriétaires du golfe.

« Et même dans l'hypothèse contraire, c'est-à-dire en estimant comme le prétend la Haute Partie défenderesse que le droit d'*imperium* s'exerce seulement en avant, en prenant pour base la ligne de 35 kilomètres tracée depuis Punta Amapala dans le Salvador jusqu'à Punta Cosigüina dans le Nicaragua et en l'excluant par conséquent de l'intérieur du golfe, il en résulte toujours que les eaux non littorales restent dans la même condition juridique de communauté entre les co-propriétaires, c'est-à-dire sujettes à certaines restrictions déterminées pour l'usage par les étrangers dans les lois et règlements respectifs. Cette prétention toutefois n'a pu être admise par le Tribunal parce qu'il n'a pu enlever aux lois de Navigation et de Marine du Salvador le caractère obligatoire qu'elles possèdent pour sauvegarder

dans le golfe les droits et intérêts de la République et parce que ces lois sont conformes aux principes généraux admis du droit international sur les points qui sont l'objet des dispositions spéciales que nous venons de reproduire.

« Considérant qu'étant reconnue par ce tribunal, la condition juridique du golfe de Fonseca comme baie historique avec les caractères d'une mer fermée, on a reconnu en conséquence comme propriétaires de ces eaux les trois pays riverains, le Salvador, le Honduras et le Nicaragua, à l'exception de la lieue marine respective du littoral, qui est du domaine exclusif de chacun d'eux, et qu'en ce qui concerne la copropriété existante entre les Etats en litige, au moment du vote du point 14 du questionnaire, on a tenu compte que pour les eaux non littorales du golfe, il existe une partie où chevauchent et où se confondent les juridictions d'inspection pour des buts de police, de sécurité et de fiscalité et une autre partie où il peut se faire qu'il n'en soit pas de même. En conséquence, le Tribunal a décidé qu'entre le Salvador et le Nicaragua existe la copropriété dans les deux portions, étant donné qu'elles sont dans le Golfe mais avec la réserve expresse des droits revenant aux Honduras comme participant dans ces mêmes proportions. »

Ensuite, dans la partie finale, dans le dispositif, la Cour a déclaré expressément que le Traité Bryan-Chamorro *viole* les droits de co-propriété que possède le Salvador dans le golfe de Fonseca dans les parties où chevauchent, où s'entrecroisent les « zones d'inspection dans lesquelles s'exercent les droits de police de sécurité et de défense, parties dans lesquelles il peut se faire qu'il n'y ait pas de chevauchements des zones en ques-

tion qui sont en dehors de la lieue maritime où s'exerce la domination exclusive de chaque état respectif.

Nous ne nous attarderons pas à faire un examen critique de cet arrêt car notre travail se limite à exposer les conflits auxquels a donné lieu le *Traité Bryan-Chymorro*. Nous dirons seulement que la Cour s'est attachée dans cette partie de sa sentence à consacrer l'état de droits existant dans le golfe comme résultat naturel et inconscient de la nature même des choses. Ainsi par exemple, nous avons constaté qu'elle s'est vue obligée de déterminer une zone territoriale qui, à notre avis ne devrait pas exister puisque la baie entière est territoriale et que suivant les principes du droit international dans ces baies la lieue territoriale doit se mesurer à partir de la droite imaginaire qui réunit la partie la plus étroite de l'entrée de la baie vers la mer libre. D'autre part, la forme dont a été déclarée l'existence de la copropriété des trois états, en excluant la lieue territoriale, a donné raison à la plaidoirie du Gouvernement du Nicaragua qui soutenait qu'en pareil cas il n'y a pas de violation de copropriété parce que la base navale serait établie sur cette zone territoriale dans laquelle est reconnue la souveraineté exclusive de chaque état. Le Gouvernement de Nicaragua a soutenu en outre que la notion de souveraineté exclut toute idée de communauté et qu'en conséquence deux états ne peuvent exercer à la fois leur souveraineté sur un même territoire. Cet argument nous paraît mal fondé : il est vrai que souveraineté implique exclusivité suivant le principe général, mais on ne doit pas confondre la souveraineté

qu'un état exerce sur son territoire avec l'ensemble de droits qu'il exerce sur ses eaux territoriales, qu'ils soient considérés comme servitudes ou comme ses droits naturels indispensables pour sa sécurité et sa conservation. En pareil cas, ces droits peuvent s'exercer en commun et la preuve en est que divers auteurs de droit international reconnaissent la concurrence de deux souverainetés dans les eaux qui divisent deux états.

CHAPITRE VI

— *La concession de la Base Navale sur le Golfe de Fonseca, menace la sécurité et l'autonomie du Salvador et du Honduras et met en danger leurs intérêts vitaux.*

Après la description que nous avons faite du golfe de Fonseca, mettant en relief l'importance que lui donne sa position géographique spéciale ainsi que les intérêts vitaux qu'il représente pour les pays qui le possèdent, on comprend facilement que l'établissement de la Base Navale, que l'Art. 2 du Traité Bryan-Chamorro concède aux Etats-Unis, mettrait en danger des droits fondamentaux de ces Etats (Salvador et Honduras).

Même en supposant que cette base soit située uniquement sur les côtes du Nicaragua, sans étendre ses dépendances au reste du golfe de Fonseca, chose difficile, non seulement par l'extension relative du littoral du Nicaragua, mais de plus par le manque de conditions topographiques favorables, vu le peu de profondeur de ses eaux et qu'il est parsemé de nombreux bancs de sable, force est de considérer que, même située ainsi, elle dominerait complètement presque toute la superficie du golfe, en tenant sous la menace de ses canons jusqu'aux côtes mêmes du Salvador et du Honduras, constituant de cette façon un sérieux danger pour la sécurité de ces pays.

Et si une telle menace existait en temps de paix par le seul fait de l'existence d'une pareille position militaire qui dominerait presque tout le golfe, que ne pourrait-on pas dire en cas de guerre entre les Etats-Unis et une autre puissance navale ? Tout le golfe et les côtes centres-américaines qu'il baigne se convertiraient forcément en champs d'opérations de guerre et les horreurs comme les dégâts de la lutte auraient un écho jusque dans le cœur même de ces faibles pays...

« En cas de guerre des Etats-Unis avec une autre puissance », dit l'intéressant Exposé de la Société des Avocats du Honduras », les eaux du Honduras et du Salvador seraient le refuge des unités de combat de l'escadre américaine : pratiquement tout le golfe resterait sous son contrôle et sa domination. »

De plus, la souveraineté de ces pays se verrait sérieusement lésée, parce que tout acte qui tendrait soit directement soit indirectement à se protéger de la menace d'une telle position militaire, serait considérée par les Etats-Unis comme menaçant leur sécurité et ils s'efforceraient par tous les moyens à l'empêcher. « Les République du Salvador et du Honduras » ajoutait l'Exposé susmentionné, « quels que soient leurs pactes d'alliance avec une nation forte, ne pourront construire de fortifications qui les défendent de la base navale des Etats-Unis, *parce que les Américains y verraient un péril pour leur sécurité*, et ils ne pourront pas non plus offrir dans leurs eaux neutres un abri sûr aux vaisseaux des puissances en guerre avec la Fédération du Nord, parce que sa mer territoriale, en fait, se serait

convertie en une sorte d'appendice de la base navale américaine. Et quelle valeur la souveraineté d'un Etat a-t-elle quand on le prive même du droit de pourvoir à sa défense et à l'accomplissement des devoirs que lui impose la vie internationale ! Cette souveraineté n'existerait que de nom : en fait elle n'existerait pas. »

D'autre part, la nécessité de la défense et de la sécurité de la base navale en question, obligerait forcément les Etats-Unis à exercer une influence même plus directe et permanente sur ces Républiques, en contrôlant rigoureusement leur politique extérieure, et en limitant ainsi leur indépendance, que leur confère le droit de suivre la conduite qui convient le mieux à leurs intérêts, à leur prospérité et à leurs aspirations, en concluant des traités et en exécutant les actes qui s'adaptent le mieux à ces fins...

Ainsi donc, logiquement, la nécessité de défendre et de conserver une telle position militaire, aurait forcément pour résultat d'annihiler complètement la souveraineté et l'indépendance de ces pays, car s'il est vrai que la concession de la Base Navale se concède pour 99 ans, prorogeables pour un laps de temps pareil au gré des Etats-Unis, il est logique d'en déduire que les intérêts que le Concessionnaire se propose d'assurer étant permanents, une pareille concession devra forcément se convertir en perpétuelle.

De plus, comme le fit valoir la Commission des Avocats nommée pour reviser l'Exposé auquel il est fait allusion, « l'établissement de la base navale dans le golfe de Fonseca, ferait revivre pour les Etats-Unis

l'antique intérêt de se rendre maîtres de la voie terrestre de communication interocéanique du Honduras, vu que cette voie, ainsi que le fit constater son représentant Squier « est la plus rapide et la plus sûre » qui leur permettrait d'être en contact avec son établissement du golfe, dans un délai de 76 heures, impossible à supposer pouvoir réaliser par aucune des routes qu'ils possèdent.

« Considéré à ce point de vue, le Traité Bryan-Chamorro » dit cette Commission dans son compte rendu de révision, « doit être considéré comme pouvant léser et menaçant la souveraineté du Honduras vue que la construction et le maintien de la base navale, mettrait les Etats-Unis dans la nécessité de s'appropriier la voie de communication interocéanique praticable par le Honduras, pour la construction d'un chemin de fer militaire destiné à protéger et défendre l'établissement naval énoncé et les intérêts de cette nation sur le Pacifique. Il existe aussi la possibilité que le Gouvernement Américain, sous le prétexte de nécessités impérieuses de défense, invoque et use du droit respectable de la force pour obtenir la propriété ou le droit sur le chemin de fer en question, ce par quoi seraient complètement annihilées la liberté et la souveraineté du Honduras, attributs essentiels de toute entité internationale indépendante. »

Le Gouvernement du Salvador soutint dans sa contestation contre le Nicaragua, que le Traité en question était un acte officiel du Gouvernement du Nicaragua qui mettait en péril sa sécurité, et en soutenant ses prétentions il s'exprime ainsi : « On ne peut cacher à per-

sonne que l'établissement d'une base navale par un Etat puissant dans le voisinage immédiat de la République du Salvador, constitue une menace sérieuse, non point imaginaire mais réelle et évidente, dirigée contre l'existence de la vie libre et autonome, et cette menace positive n'est pas apparente et subsiste seulement en raison de l'influence naturelle que les Etats-Unis auraient à exercer en tout temps sur les règles les plus importantes de la vie nationale dans les petits Etats voisins, comme moyen nécessaire pour atteindre un développement approprié aux buts envisagés d'efficacité et de sécurité de la base navale qu'ils prétendent établir (si ce n'est très spécialement parce que les territoires limitrophes du golfe de Fonseca, sur une étendue incalculable d'avance, étant donné le pouvoir et la portée offensive des armements modernes, se convertiraient en champs d'opérations de l'avenir, d'où le sacrifice certain de l'indépendance et de la souveraineté des faibles Etats Centre-Américains, comme cela est arrivé, dans des conditions plus ou moins semblables avec de petites nationalités dans la lutte actuelle européenne — le sort de l'établissement naval auquel fait allusion cette Chancellerie, devra se décider dans n'importe quel conflit armé qui pourrait être suscité entre les Etats-Unis et une ou plusieurs puissances militaires. »

Et en démontrant cette thèse. il fut fait allusion au cas d'Agadir et à celui de la baie de la Magdelena.

A de si justes prétentions, le Gouvernement du Nicaragua, plus américain que le gouvernement américain lui-même, répondit en disant que la base navale proje-

tée, au lieu de constituer une menace pour la sécurité de ces pays, en serait plutôt une garantie, vu que les Etats-Unis depuis leur indépendance s'étaient constitués les défenseurs et les gardiens du Continent.

La Cour de Justice Centre-Américaine, trouvant fondées les prétentions du Salvador, déclara, dans sa sentence que le Traité tant de fois mentionné, par la concession d'une base navale dans le golfe de Fonseca, menaçait la sécurité nationale du Salvador et fit, dans l'exposé de sa sentence, l'intéressante déclaration suivante :

« *Au sujet de l'établissement d'une base navale.*

Considérant : que, étant déjà établi, par ses antécédents historiques, géographiques et sociologiques, le concept juridique de *Baie historique ou vitale*, qui correspond au golfe de Fonseca, on arrive maintenant à examiner cette situation de droit relativement à la stipulation du Traité Bryan-Chamorro, se référant à l'établissement d'une base navale. Ce Traité dit : « (reproduction de l'article 2 du Traité...) »

Ce Traité, consacre donc une concession, sous forme de location d'une durée de deux siècles, pour exploiter et entretenir une base navale sur un point du territoire du Nicaragua, dans le golfe de Fonseca, désigné au choix du Gouvernement des Etats-Unis ; et, attendu le caractère juridique qui distingue ce golfe et les intérêts d'une valeur très considérable qu'y possède le Salvador, il s'agit de juger si l'établissement d'une base navale sur un point quelconque de cette mer intérieure et fermée,

menace la sécurité de cette République et met n péril son intégrité nationale :

« La caractéristique de toute baie fermée ou territoriale est de l'avis des auteurs, la possession exclusive de ses eaux par les Etats propriétaires des côtes adjacentes, comme garantie de leurs droits supérieurs de défense territoriale et de ceux qui se rapportent à leurs intérêts vitaux étendent l'exercice de leur *imperium* au delà du *littoral maritime*, et prenant soin, comme leur appartenant, de toute l'étendue des eaux, comprises dans la baie, la nature s'est chargée de mettre sous sa domination morale et matérielle. »

« Que, même sans ces circonstances, on présumerait comme forcé de juger menaçant pour la République du Salvador, l'établissement d'une base navale au sein même du golfe de Fonseca, même installée sur le *littoral maritime* de la République du Nicaragua, vu que le Gouvernement de cette République n'a pas pu accomplir, dans le cours du régime de communauté internationale, aucun acte officiel qui puisse impliquer une menace ou un danger pour la nation salvadorienne.

« L'exercice de la souveraineté d'un Etat n'est pas sans restriction ni illimité. Il s'arrête là où commencent les droits souverains d'autres Etats. Bluntschi enseigne « que la souveraineté n'implique pas une indépendance absolue, ni une liberté absolue ». « Les Etats, dit-il, ne sont pas des êtres absolus, mais des entités dont les droits sont limités. Un Etat, ajoute-t-il, ne peut prétendre à plus qu'à l'indépendance et à la liberté compatibles avec l'organisation nécessaire de l'humanité, avec

l'indépendance des autres Etats et les liens qui unissent les Etats entre eux. » (Nys, *Le Droit international*, pagee 380, tome I.)

« Cette doctrine augmente sa force morale et juridique lorsqu'il s'agit de pays du Centre-Amérique comme le Salvador, le Houduras et le Nicaragua, qui trouvent leur indépendance et leur souveraineté, en ce qui concerne le golfe de Fonseca, limitées par la concurrence de leurs droits, qui entraîne avec elle, comme corollaire logique, une limitation réciproque.

« Invoquer les attributs de la souveraineté pour réaliser des actes qui peuvent présenter un préjudice ou un danger pour un autre pays, c'est méconnaître le principe de l'interdépendance des Etats, qui les oblige à se respecter mutuellement et à s'abstenir de tout ce qui pourrait entraîner un dommage, ne fût-il même que (potentiel) possible, dans l'avenir, pour les droits fondamentaux des autres entités internationales, qui, à l'instar des individus, ont le droit de vivre et de se développer sans que ce soit au détriment les unes des autres; et si ces principes sont d'une nature inéluctable dans la vie internationale, ils revêtent un prestige encore plus grand lorsqu'il s'agit des pays du Centre-Amérique qui, dans certaines occasions, ont incorporé des « postulats » au rang d'un principe de base dans leur droit public.

« L'Assemblée des Plénipotentiaires, réunie dans cette capitale de Costa-Rica, en l'année 1906, fixa comme point de départ dans les discussions qui précédèrent le Traité général, une Déclaration solennelle de Principes, consacrée par les gouvernements comme les « canons »

du Droit International Public du Centre Amérique, parmi lesquels se trouvent la suivante :

« 2. — La solidarité des intérêts qui ont trait à la souveraineté et à l'indépendance du Centre Amérique, considérée comme une seule nation. »

« Cette déclaration, comme les autres qui l'accompagnent, a une haute valeur morale, parce que des actes protocolaires dressés dans les Conférences de Washington, il ressort que les stipulations du Traité de San José ont servi de base pour cimenter le système de droit créé dans les traités signés en 1907, en vigueur actuellement.

« Qu'il existe un devoir réciproque entre les Gouvernements du Salvador et de Nicaragua, de veiller à ces intérêts suprêmes, confiés à la garde de tous les pays frères; même, s'il n'en était pas ainsi, il suffirait à la Cour de considérer qu'il a été stipulé la concession d'une base navale dans le voisinage de la République du Salvador, pour l'établissement de laquelle et son développement il sera nécessaire d'utiliser les eaux communes du golfe de Fonseca et de constituer des ouvrages d'ingénieurs, d'accumuler du matériel de guerre et d'installer des casernes dans des endroits qui, par la topographie du terrain, domineraient complètement le terrain appartenant au Salvador, pour que l'on puisse déclarer comme menaçante pour sa sécurité et ses intérêts vitaux la base navale concédée par le Traité Bryan-Chamorro. »

« Que le cas d'Agadir, la Cour l'estime parfaitement applicable à la thèse soutenue par la Haute Partie de-

manderesse. Peu importe que dans ce cas-là se soient de grandes puissances qui réclamaient au nom de leurs *droits menacés*. Une fois définitivement établi comme principe fondamental de Droit Public que les Etats sont naturellement égaux et qu'ils ont les mêmes obligations et des droits égaux, l'« importance relative, dit Sir Scott, ne crée pas de distinction de droits, et tout différent qui s'appuie sur une base semblable, devra être considéré comme une usurpation. » (Colvo, Droit International. Page 197.

« Les publicistes nord-américains ont exprimé, dans différentes occasions, des doctrines semblables, en préconisant le respect absolu des nations, quelques rachitiques et diminuées qu'elles soient. »

« L'illustre ex-secrétaire d'Etat, M. Root, à l'occasion du Congrès pan-américain, réuni à Rio-de-Janeiro, disait :

« Nous considérons l'indépendance et l'égalité de droits du plus petit et plus faible membre de la famille des nations, comme ayant un titre à un respect pareil à celui de l'Empire le plus grand, et nous considérons que l'observation de ce respect est la principale garantie des faibles contre l'oppression des forts. »

« Ces déclarations ont été ratifiées par son auteur, en 1916, à l'occasion du Congrès scientifique pan-américain. »

Dans les mémorables Conférences de La Haye, en 1907, a été accepté comme ayant une forme obligatoire le principe de l'égalité juridique de tous les « Etats ».

« Une autre gloire, qui ne peut être déniée à la

réunion mondiale de 1907, consiste à avoir consacré, contre toutes les attaques, le grand principe de l'égalité juridiques des nations. L'un des chapitres de cet ouvrage montre clairement l'intention, plus ou moins consciente, d'imposer, pour les formes du droit, aux faibles la souveraineté des forts, en créant des moyens originaux d'intervention, sous le camouflage d'une juridiction indépendante. »

« La clameur contre ces tentatives fut très grande, et la résistance fut décidée et victorieuse. La majorité des nations (1), serait plutôt allée vers l'insuccès de la Conférence et sa ruineuse dissolution, en détruisant, en 1907, l'œuvre consacrée par quatre siècles de lutte dans le monde. » (La seconde Conférence de la Paix, par Antonio Bustamante et Siven.)

Par conséquent, manquent d'efficacité les considérations qu'à ce sujet fait l'avocat du Gouvernement de Nicaragua, en soutenant que dans le cas d'Agadir, il s'agissait de grandes puissances militaires, entre lesquelles la menace d'un choc ou d'une guerre n'est pas éloignée, tandis que dans le cas de la base navale dans le golfe de Fonseca, il s'agit de petits pays adjacents pour lesquels il n'est pas à présumer qu'ils puisse s'élever ni des froissements ni des rivalités avec les Etats-Unis.

« L'histoire du Centre Amérique prouve que le *principe des nationalités* a toujours été défendu par les Pouvoirs publics, et que ceux-ci n'ont pas été animés par un sentiment de rivalité ou de crainte, mais qu'ils ont plu-

(1) Aussi bien les grandes que les petites.

tôt obéi à la loi sociologique qui prescrit le développement harmonique des unités ethniques, en s'efforçant de réaliser leur cohésion. »

« Il ressort de documents publics qu'en l'année 1854, devant la crainte que le Gouvernement de Honduras prétendit aliéner l'île du Tigre, dans le golfe de Fonseca, en la passant à des mains étrangères, les Gouvernements de Guatémala, de Costa-Rica et du Salvador auprès du Secrétariat des Affaires étrangères de Honduras, élevèrent une protestation formelle :

« L'affaire en question compromet non seulement la nationalité et l'indépendance de Honduras, mais aussi celle de l'Amérique centrale », disait dans sa note Son Excellence le Ministre de Guatémala, M. Aycinena.

« Son Excellence, le Ministre de Costa-Rica, M. Calvo, après d'opportune réflexions, rapporte que :

« Le fait dénoncé par la presse du Salvador et communiqué à ce ministère par le Cabinet de Cojutepeque, d'avoir aliéné l'île du Tigre en faveur de M. Follin, tenu pour un agent américain, ainsi que l'intention également manifest de vendre d'autres parties du territoire du Centre-Amérique, ont un caractère d'antinationalisme qui affecte la sécurité de cette partie du Continent et oblige les Etats voisins à intervenir pour s'opposer à des contrats qui compromettent leur avenir lui-même, en même temps que celui de l'Etat contractant. »

« Comme Gouvernement, celui de Honduras est aussi indépendant que n'importe quel autre, et peut exercer sa souveraineté, en se modifiant ainsi, comme il l'entend ; mais, comme membre de la Société centre-américaine,

dont le titre a été préconisé si hautement ces derniers temps, n'a pas le droit d'exercer sa souveraineté au détriment du *tout*, dont il n'est qu'une partie réduite. »

Le Gouvernement du Salvador, disait Son Excellence, le Ministre M. Gomez, que le transfert de nos côtes ou îles entraîne la perte prochaine ou lointaine de l'indépendance de ces pays », etc., etc.

Que l'on constate également qu'à toutes ces démarches le Gouvernement de Honduras répondit en déclarant infondées toutes ces craintes; mais que pour éviter le danger prévu, il avait émis — à une date antérieure aux protestations — un décret selon lequel il était déclaré :

« Que l'Etat n'aliénait pas et ne pouvait pas aliéner les droits de domination et de souveraineté qu'il avait sur l'île en question. »

(Renseignement pris d'une étude « La vente de l'île du Tigre en 1854, par le Docteur David Rosales H. », et dans laquelle l'auteur met les documents officiels qui relatent ces faits à la disposition du Gouvernement du Salvador).

« Que cette attitude des Gouvernements du Centre-Amérique en hommage au principe des nationalités, n'est pas unique sur le Continent américain. Elle a été également prise par le Gouvernement du Chili, en face des craintes que le Gouvernement de l'Equateur n'aliène les îles Galapagos aux Etats-Unis. »

Etc., etc....

« Que les antécédents invoqués démontrent que la proclamation de la doctrine des *Monroë*, en l'année 1823,

n'a pas été un obstacle à ce que les pays américains exercent le devoir inéluctable de pourvoir à l'intégrité et à la défense de ses territoires, attendu que cette célèbre déclaration, d'un haut intérêt sans doute, consacre précisément la reconnaissance expresse de « la condition de liberté et d'indépendance qu'ont assumée et maintenue les pays du Continent » ; mais elle n'implique pas la reconnaissance d'une tutelle internationale qui confierait la défense continentale, contre toute tentative de colonisation — sous une forme unique et exclusive — au pouvoir militaire et naval des Etats-Unis, à l'exclusion et en méconnaissant les devoirs qui incombent aux autres républiques latino-américaines. »

« Une pareille thèse ne saurait cadrer avec les solennelles déclarations des hommes d'Etat des Etats-Unis, répétées dans de nombreuses occasions mémorables, et ne pourrait pas plus constituer un lien obligatoire pour la République du Salvador qui n'est lié par aucun contrat, à la reconnaissance d'une interprétation authentique de la Doctrine du Président Monroe. »

« Que la concession et le fonctionnement d'une base navale dans le golfe de Fonseca soit, comme le soutient l'Avocat Représentant de la Haute Partie défenderesse, pour le plus grand bien-être, la sécurité et la garantie des pays de l'Isthme, ou qu'elle signifie, comme l'allègue la Haute Partie demanderesse, un motif d'inquiétude ou de souci et une source de danger pour son autonomie, ceci est du ressort purement politique, qui frôle les tendances ou les intentions du Gouvernement des Etats-Unis, entité internationale non assujettie au jugement

de cette Cour. Il suffit à sa destination juridico-arbitrale d'apprécier à sa véritable portée l'obligation morale, imposée également par les pactes et des lois imprimées, de maintenir l'intégrité du territoire du Nicaragua et de préserver son système républicain de toute ingérence d'une souveraineté étrangère — quelque noble et désintéressée qu'elle soit — pour qu'elle doive estimer comme menaçant la sécurité du Salvador l'établissement d'une base navale dans le golfe de Fonseca, concédée, non en vue d'un état de paix, mais en prévision d'un état de guerre, qui, si on y arrivait, convertirait le territoire maritime et terrestre de cette République en un champ d'opérations militaires sujet à tous les risques et à toutes les dévastations qui en sont la conséquence, sans compter qu'il rendrait décevants pour le Salvador ses droits de neutralité, dans toute l'extension signalée dans la Convention de La Haye.

« Pour appuyer la conclusion à laquelle est arrivée la Cour, considérant que l'établissement d'une base navale dans un point quelconque de cette mer intérieure et fermée est menaçant pour la sécurité nationale du Salvador, on pourrait invoquer un plus grand nombre de précédents historiques et faire une énumération abondante des doctrines uniformes des publicistes; mais le Tribunal n'estime pas utile ce travail dans une matière aussi claire vis-à-vis des principes de la science, en se bornant en définitive pour conclure ce « considérant » à insérer deux des principales conclusions auxquelles arriva l'Institut de Droit International dans sa première session, tenue à Washington, le 6 janvier 1916, à l'oc-

casion de la Déclaration solennelle des Droits et des Devoirs des Nations :

1° Toute nation a le droit d'exister, de protéger et de conserver son existence; mais ce droit n'implique pas le pouvoir et ne justifie pas l'acte, au moyen duquel un Etat pour protéger et conserver son existence, commettrait des actes injustes contre des Etats innocents qui ne font aucun mal;

2° Toute nation qui a un droit conforme à la loi des Nations, a également le droit de le voir protégé et respecté par toutes les autres, parce que le droit et le devoir sont corrélatifs; et là où il existe un droit pour l'une, il y a pour tous le devoir de l'observer.

CHAPITRE VII

Conflit soulevé par le Traité Bryan-Chamorro entre Costa-Rica et le Nicaragua.

Comme nous l'avons vu, par l'article premier du Traité que nous étudions, le Gouvernement de Nicaragua concédait aux Etats-Unis « les droits de propriété exclusive nécessaires et suffisants pour la construction, l'exploitation et l'entretien d'un canal interocéanique par la voie du Rio San-Juan et du grand lac du Nicaragua ».

Le Gouvernement de Nicaragua, par cette concession, lésait les droits de Costa-Rica qui, suivant les traités existants, possède la faculté de libre navigation entre le Rio San Juan, dont une grande partie sert de frontière entre les deux républiques; et, en outre, le droit d'être consulté pour toute concession relative au canal.

En effet, le Traité de frontières, conclu entre les deux pays en 1858, sous le nom de Traité Canas-Jeréz, et son interprétation donnée par la sentence arbitrale du Président des Etats-Unis, M. Clevand, du 22 mars 1888, concède à Costa-Rica « le droit perpétuel de libre navigation sur les eaux du Rio San Juan, depuis son embouchure dans l'Atlantique jusqu'à trois milles anglais au large du Castillo Viejo, pour des buts commerciaux, soit avec le Nicaragua, soit avec l'intérieur de Costa-Rica par l'une quelconque des voies qui conduisent ou conduiront au Rio San-Juan; il donne aux navires du

Costa-Rica la faculté d'accoster sans payer aucune taxe sur la rive nicaraguayenne du Rio, dans la partie où la navigation est commune et assimile les embarcations de Costa-Rica du service fiscal avec les navires de commerce du même pays afin qu'ils puissent protéger les droits de ce dernier, ou en vue des buts commerciaux précités. »

D'autre part, le dit Traité et la sentence précités donnent à Costa-Rica le droit d'être consulté par le Gouvernement de Nicaragua pour toute concession relative au canal en spécifiant que, « si par ce fait, les droits naturels de Nicaragua se trouvent lésés, le vote cessera d'être consultatif pour devenir décisif », c'est-à-dire que si, par exemple, son droit de navigation libre sur le Rio San Juan se trouve lésé, « son simple avis » se convertira en une autorisation indispensable.

La conduite que le Nicaragua observa dans cette négociation est véritablement critiquable : non seulement il ne demanda pas l'autorisation de Costa-Rica et ne sauvegarde pas ses droits, mais il conclut malicieusement en secret ces négociations et les maintint dans le silence le plus absolu.

Costa-Rica, dès qu'il eut avis de ces négociations, protesta devant les Etats-Unis et le Nicaragua ; ce dernier répondit par une note du 12 juin 1913 « en invoquant les prérogatives de sa souveraineté pour conclure le traité en question et la nécessité de maintenir secrets pour des raisons diplomatiques, les clauses qu'il contient ».

En mars 1916, Costa-Rica n'ayant pas obtenu satis-

faction, se décida à porter l'affaire devant la Cour de Justice Centre-Américaine en déposant les conclusions ci-après :

1° Qu'il fût déclaré que le Traité Bryan-Chamorro violait les droits acquis par le Traité Canas Jeréz, la Sentence Cleveland et le Traité général de Paix et d'Amitié, conclu en 1916 à Washington, en se basant sur les griefs ci-après :

a) Costa-Rica n'avait pas été consulté par le Nicaragua pour la conclusion du dit Traité ;

b) L'exécution du Traité pouvait priver Costa-Rica des droits de libre navigation qu'il possède sur le Rio San Juan et empêcher l'exercice des autres droits qu'il possède sur ledit Rio ;

c) L'exécution du Traité pouvait, en outre, « endommager et diminuer la rive costaricaine du Rio en question ainsi que les embouchures et rives des rivières costaricaines qui se jettent dans le San Juan » ;

d) L'exécution du Traité pouvait, en outre, « porter préjudice à la copropriété de Costa-Rica dans les baies de San Juan du Nord et de Salinas » ;

e) En raison de ces lésions éventuelles de droits, le vote décisif de Costa-Rica était rendu indispensable pour la conclusion du Traité, et ce vote n'avait été demandé ;

f) Le Traité en question lésait, en outre, l'article 9 du Traité centre-américain de Washington de 1907.

2° Que la violation des droits de Costa-Rica, pour les griefs ci-dessus invoqués, ou pour l'un quelconque d'entre eux, entâchait de nullité le dit Traité Bryan-Cha-

morro d'autant plus que les parties contractantes reconnaissaient en le signant l'incapacité relative où se trouvait Nicaragua de les accorder sans restrictions, c'est-à-dire sans réserver **les droits que possède** Cos. sur les eaux et les terres faisant l'objet de la concession ;

3° Que la présence des deux défauts qui précèdent rendait nul et inefficace, principalement en ce qui concerne Costa-Rica, le traité Bryan-Chamorro précité, dont la nullité devait être prononcée par la Cour.

Le procès se poursuivit « en défaut » de Nicaragua, lequel, dans une note du 10 août 1916, en réponse à l'assignation qui lui avait été faite par la Cour, se refusa à comparaître en justice, soutenant que ce Haut Tribunal d'arbitrage n'était pas compétent pour connaître d'une affaire réalisée dans l'exercice de « ses droits indiscutables de souveraineté avec une nation non soumise à sa juridiction » ; il soutenait, en outre, que l'on avait épuisé les mesures diplomatiques exigées par les pactes créateurs de la Cour pour pouvoir intenter une action contre un Etat et qu'il n'était pas nécessaire de consulter Costa-Rica pour la conclusion du traité en question ; attendu qu'il s'agissait uniquement d'une option pour la construction du canal, dont les conditions devaient être négociées postérieurement et, enfin, il ajoutait que si, contre ses conclusions, la Cour rendait un arrêt qui lui fut défavorable « Nicaragua déclarait qu'il ne se soumettrait pas ».

Le 30 septembre 1926, la Cour rendit son arrêt : elle rejeta l'exception péremptoire d'incompétence et de dé-

faut de juridiction plaidée par Nicaragua ; se déclarant compétente à connaître du conflit en se basant sur l'article premier de la Convention qui l'avait créée, article qui « n'exclut de sa compétence aucune sorte de litiges ou de différents soulevés entre les Etats centre-américains, quelles que soient leur origine et quelles que soient également leur nature. » Il n'existe rien, déclara-t-elle, dans l'un de ses *considérants*, qui limite la compétence de la Cour *rationné-materiae*, et il est évident qu'en conséquence, aucune nation centre-américaine ne peut se dispenser de l'obligation de répondre devant ce tribunal aux assignations que les autres Etats signataires de la Convention en question lui font, sous prétexte que les offenses alléguées se rapportent à des actes exécutés dans l'exercice de la souveraineté propre. » En ce qui concerne le défaut de juridiction, basé sur le fait qu'était partie à la négociation une puissance étrangère, non soumise à la juridiction de ce tribunal, la Cour estima cette exception mal fondée, déclarant que son devoir était de « déterminer les relations juridiques existant entre les Etats centre-américains en litige et de déclarer le droit entre eux, à l'exclusion absolue de la situation de droit ou de fait que leurs actes avaient créée pour eux vis-à-vis d'autres nations non soumises à sa juridiction. »

Concernant la seconde exception d'incompétence pour n'avoir pas épuisé les moyens diplomatiques exigés par l'article premier de la Convention en question, la Cour la déclara également mal fondée en se basant sur le fait que Costa-Rica avait rempli cette condition lorsqu'on

avait commencé les négociations en question au moyen du Traité Chamorro-Weitzel qu'elle concevait comme la première étape du Traité que nous étudions; et, avec beaucoup de justesse, elle exposa : « Il est impossible de s'empêcher de considérer les deux négociations comme deux états d'une même affaire; en effet, les motifs d'attribution exclusive de souveraineté et de nécessité de maintenir le secret diplomatique derrière lesquels se retranchait la Chancellerie du Nicaragua, en répondant à l'avis formulé par le Gouvernement de Costa-Rica contre à l'égard du dernier; et, par conséquent, on doit estimer et on estime que la République de Costa-Rica a épuisé toutes les formalités utiles de chancellerie qui étaient en son pouvoir pour arriver à un accord avec la République de Nicaragua au sujet des négociations entamées par celle-ci avec le Gouvernement des Etats-Unis en vue de la construction d'un canal interocéanique; et, ce, à plus forte raison en présence de l'affirmation formelle de la Chancellerie nicaraguayenne disant que ses négociations étaient couvertes par l'attribut de la souveraineté nationale, on pouvait légitimement considérer comme vain tout nouvel effort de la part du Gouvernement costaricain.

« L'examen à tête reposée que cette Cour a fait de tout ce qui précède, la met à même de ne pas laisser passer sans la signaler l'erreur de dialectique que commet la Haute Partie défenderesse en prenant *pour cause* de la demande ce qui n'en est pas la cause: le Gouvernement de Costa-Rica n'a pas intenté son action spécifiquement à raison de la dénomination sous la-

quelle est connu le Traité qui fait l'objet de la demande, mais parce que Traité se réfère à des concessions pour la construction d'un canal interocéanique à travers le territoire nicaraguayen, concessions au sujet desquelles il a constamment maintenu ses protestations depuis l'année mil neuf cent treize, etc., etc... »

En ce qui concerne la seconde et la troisième partie de la demande, dans lesquelles le Gouvernement de Costa-Rica demandait la déclaration de *nullité* de la dite Convention, en se basant non seulement sur les préjudices que lui occasionnait le Traité en question, mais également sur le fait que les deux parties contractantes « savaient au moment de le signer, l'incapacité relative dont souffrait Nicaragua pour pouvoir l'autoriser sans restrictions », la Cour s'est abstenue déclarant à l'unanimité des voix de ses magistrats qu'elle ne pouvait rendre un arrêt sur ce point, étant donné que les Etats-Unis n'étaient pas soumis à sa « puissance juridictionnelle ».

« Apprécier la légalité ou l'illégalité, dit-elle dans son *considérant* final, avec laquelle a procédé une Partie contractante non sujette au jugement de la Cour, se prononcer sur sa conduite et dicter une résolution qui, par extension et d'une façon absolue, la concerne, — elle qui n'a été ni partie au jugement et qui n'a pas eu non plus l'occasion d'être entendue — n'est pas dans les attributions du Tribunal, lequel, pénétré de sa haute mission, tient à se tenir dans le domaine de ses facultés particulières. »

Et, dans son dispositif, elle déclara :

1° Est déclarée non fondée l'exception péremptoire soulevée par la Haute Partie défenderesse; et, en conséquence, cette Cour est compétente pour juger de la demande formulée par le Gouvernement de la République de Costa-Rica contre le Gouvernement de la République de Nicaragua.

2° Il est déclaré que le Gouvernement de Nicaragua a violé, au préjudice de Costa-Rica, les droits que concèdent à ce dernier le Traité de frontières Cana-Jeréz du 15 avril 1858, la Sentence arbitrale Cleveland du 22 mars 1888 et le Traité centre-américain de Paix et d'Amitié du 20 décembre 1907; et

3° En ce qui concerne la nullité du Traité Bryan-Chamorro, invoquée dans la demande, ce tribunal ne peut faire de déclarations d'aucune sorte.

CHAPITRE VIII

Refus du Nicaragua d'accepter les arrêts de la Cour.

Après avoir raconté les divers conflits auxquels a donné lieu le Traité Bryan Chamorro, voyons maintenant le sort qu'ont subi les arrêts prononcés par la Cour de Justice Centre-Américaine.

Comme nous l'avons dit, au procès intenté par Costa-Rica, le Nicaragua s'est refusé de comparaître devant la Cour, déclarant par note du 10 août 1916, en réponse à l'assignation qui lui avait été faite, qu'il se refusait à comparaître au jugement, considérant que la Cour manquait de compétence et de juridiction pour connaître d'une affaire réalisée dans l'exercice de sa souveraineté avec une nation non sujette à la juridiction de la Cour, et il prévint qu'au cas d'une décision en sa défaveur, il ne se soumettrait pas à cet arrêt. « Le Gouvernement de Nicaragua estime, dit-il en cette déclaration, et déclare par la bouche de son secrétaire, qu'il ne doit pas répondre à la demande du Gouvernement de Costa-Rica, parce qu'il ne peut admettre, même conditionnellement, la compétence du tribunal pour en connaître et en décider. Il oppose l'incompétence et l'absence totale de juridiction de la Cour de Justice Centre-Américaine, comme seul point sur laquelle, dans l'arrêt à intervenir, elle a à se prononcer. »

Dans le procès intenté par le Salvador, Nicaragua

se présente en nommant un avocat qui déclara qu'il « ne prétendait pas répondre à cette demande au fond, ni reconnaître d'une manière quelconque que l'Excellentissime Cour avait acquis la compétence pour rendre un arrêt dans cette affaire ». Toutefois, il réfuta les prétentions de la Partie demanderesse.

Les arrêts ayant été communiqués au Nicaragua, il rejeta la sentence prononcée dans le procès avec Costa-Rica, par note du 14 octobre 1916. Dans cette note, il protestait en disant « qu'il élevait une protestation solennelle et formelle contre l'arrêt en question dont il méconnaissait et niait la force, parce que la Cour avait manqué de juridiction absolue », et, dans une communication de la même année, il exposa les raisons sur lesquelles il s'appuyait pour le rejeter, parmi lesquelles il soutenait, comme argument principal, le défaut de compétence pour connaître d'une affaire qui mettait en jeu sa souveraineté et son intégrité territoriale et accusa la Cour d'avoir violé les traités qui l'avaient constituée. « De ce qui précède, dit-il, ressort encore plus excessive et irritante la prétention de la Cour de vouloir que le Gouvernement de Nicaragua donne son assentiment à un arrêt dicté en violation des traités internationaux dont l'accomplissement mettrait en jeu l'honneur et la foi de la République. » (!) L'arrêt rendu dans le procès intenté par le Salvador subit le même sort, ayant été repoussé par le Nicaragua dans des notes du 16 avril et du 15 novembre 1917.

Examinons la raison principale invoquée par le Ni-

caragua pour agir ainsi, manquant de cette façon à la parole donnée. Dans les deux refus d'acceptation, il soutint comme argument principal, le manque de compétence et de juridiction de la Cour.

Est-il vrai que le tribunal en question était incompétent en raison de la matière? Sans aucune hésitation, nous répondons catégoriquement que non. Nous avons vu que par l'article premier de la Convention qui l'avait créé, les cinq pays centre-américains s'engageaient solennellement à soumettre au dit tribunal tous les litiges ou controverses qui pourraient survenir entre eux, *de quelque nature qu'ils fussent et quelle que fût leur origine!* Aux termes des dits traités, on ne concevait aucune exception qui soit exclue de sa compétence. Toutes les réserves de style, d'honneur national, d'indépendance, de souveraineté, d'intérêts vitaux, etc., se trouvaient éliminées de sa route. Nicaragua soutint contre l'arrêt prononcé dans le procès avec le Salvador, qu'il était de principe général admis par tous les auteurs, que ces matières se trouvaient exclues de tout arbitrage et que lorsqu'on ne faisait pas expressément mention de leur exclusion, elles étaient considérées tacitement comme exclues. Si dans des termes généraux on peut accepter le principe, la rédaction de l'article qui nous occupe ne laisse place à aucun doute. Et même la preuve de cela est que Nicaragua lui-même intenta une action contre le Salvador et le Guatémala, les accusant de fomenter des révoltes dans le Honduras, accusation qui mettait en jeu l'honneur national de ces républiques. Ainsi donc, ces ré-

servees n'existent pas. De plus, si dans tous les traités d'arbitrage on exclut ces matières, cela ne veut pas dire qu'elles doivent être éliminées obligatoirement de tout arbitrage; ce qui le prouve, c'est uniquement le progrès relatif qu'a fait l'arbitrage et que le système accepté par les pays centre-américains était une véritable avance, un véritable progrès de cette institution, laquelle, avec le temps, nous n'en doutons pas, atteindra le degré de perfection de la justice nationale.

D'autre part, le défaut de juridiction basé sur le fait qu'était partie dans la négociation en litige un état non soumis à la juridiction de la Cour, n'est pas non plus acceptable. Le tribunal en question était appelé à fixer les règles de droit applicables aux relations centre-américaines, en faisant complètement abstraction du lien qui pouvait unir un Etat centre-américain avec une nation étrangère. Il est évident qu'il ne pouvait déclarer la nullité du Traité en question, car, en le faisant, il aurait lésé les droits d'un tiers qui n'avait pas pris part au procès et qui, par conséquent, n'avait pu faire valoir ses raisons. Mais il pouvait fort bien déclarer des préjudices qu'un Etat centre-américain avait causé à un autre Etat, également soumis à sa juridiction par un acte exécuté de sa libre volonté, et le condamner à rétablir l'état de droit existant avant la négociation en question.

« Accueillir cette exception, exposa la Cour, serait diminuer considérablement la puissance judiciaire de la Cour parce que, pour faire décliner sa mission de justice, indispensable suivant le Traité pour « garan-

tir efficacement les droits des parties signataires et maintenir inaltérable la paix et l'harmonie dans leurs relations, sans qu'elles aient à recourir en aucun cas à l'emploi de la force », il suffirait d'invoquer les intérêts connexes d'une tierce nation. Des questions de la plus haute importance, soulevées par des traités conclus par un gouvernement de Centre-Amérique avec un autre gouvernement étranger, resteraient exclues de l'appréciation du tribunal, alors même que dans ces traités serait stipulée une chose qui, d'une façon formelle, lèserait ou impliquerait violation des droits fondamentaux des Etats ou des droit conventionnels que se sont réciproquement consédés les nations de l'Isthme centre-américaine. Une telle restriction, de l'avis unanime des magistrats, ne peut être acceptée en aucune façon par le tribunal, car elle est contraire à la lettre et à l'esprit du Traité qui a créé cette Cour, et elle serait le germe de conflits, générateurs peut-être de conséquences douloureuses. »

CONCLUSION

Le Traité Bryan-Chamorro a été un acte inconstitutionnel réalisé par un Gouvernement désireux de s'assurer l'appui et la sympathie du Gouvernement américain et de se créer des ressources. Nous disons inconstitutionnel, parce que, ainsi que nous l'avons exposé l'article 2 de la Charte fondamentale du Nicaragua prohibe la conclusion de tout pacte ou traité qui s'opposerait à l'indépendance et à l'intégralité de la Nation ou qui affecte d'une façon quelconque sa souveraineté.

Le dit Traité a créé dans l'Amérique Centrale une série de conflits qui sont venus altérer l'état de droit créé par les Pactes de Washington de 1907, qui avaient pour but principal d'assurer la paix et la bonne harmonie entre ces cinq peuples frères. De plus, comme nous l'avons vu, il vint mettre en danger les droits fondamentaux des Etats voisins. Le Nicaragua, en concluant ce Traité, a manqué à l'observation des traités existants et aux devoirs que lui impose la communauté internationale, car toute souveraineté a pour limite indispensable la souveraineté des autres Etats, comme unique moyen de rendre possible la vie internationale. Donc, en appliquant les principes du Droit des Gens ledit Traité Bryan-Chamorro est nul, vu que le Nicaragua est dans l'impossibilité absolue de tenir ce qui a été stipulé dans cette négociation.

« Il faut, dit M. José Maria Pando, dans ses « Eléments de droit International », pour qu'un Traité oblige

les parties contractantes que les promesses réciproques puissent être exécutées, c'est-à-dire, qu'il n'existe pas pour leur accomplissement d'impossibilité physique, ni morale... *Il y aurait impossibilité morale si l'accomplissement de la promesse entraînait l'atteinte aux droits de tiers...* »

« Cette atteinte aurait lieu lorsqu'il y aurait collision entre un engagement nouvellement contracté et les dispositions d'un traité antérieurement conclu avec une autre puissance (1).

Calvo nous dit :

« Nul Etat n'a le droit d'établir des usages ou de faire des traités contraires à la loi naturelle ou blesant les principes du droit des gens universel par rapport à des Etats tiers demeurés étrangers à la convention intervenue.

« Toute clause ayant un semblable caractère, ainsi que l'ensemble du traité dans lequel elle figurerait, encourrait justement une flétrissure internationale, porterait en elle-même sa propre condamnation et ne pourrait subsister. » (2)

Le même auteur nous dit encore :

« Un traité est annulé de plein droit et perd jusqu'à son existence légale : 1° Lorsqu'il est reconnu reposer sur une erreur matérielle quant à la substance

(1) Cité dans *l'Exposé de la Société des Avocats du Honduras*, pages 206 et 315.

(2) Droit International, p. 642, T. I

même de l'affaire ou de l'objet en vue duquel il a été conclu ;

« 2° Lorsque son maintien ou sa mise à exécution rencontre une impossibilité, absolue ou relative, que les parties devaient ou pouvaient prévoir au moment où elles ont souscrit leurs engagements. » (1)

Selon Flore, les conditions indispensables pour qu'un traité soit valable, sont les suivantes :

a) La capacité des parties ;

b) L'objet licite et possible, d'après les principes du Droit International (2).

Eh bien, le Nicaragua se trouve dans l'impossibilité morale de tenir les obligations que lui impose le Traité Bryan-Chamorro, vu qu'en le faisant, il blesserait les droits de tiers, étrangers à la négociation.

« Le Traité est nul, dit le Docteur Rodriguez Gonzalez, dans ce sens que son exécution directe et non la nature de sa prestation en elle-même, est moralement impossible. Donc les traités, qui souffrent du vice qui rend leur exécution physiquement ou moralement impossible, sont nuls, comme son également nulles les obligations des particuliers dans des cas semblables. Ainsi donc, quoique le Traité Chamorro-Bryan ne contienne pas *per se*, dans la nature même de son contenu, rien qui puisse l'invalider, en le mettant en exécution ou en accomplissant ses stipulations, il devient une impossibilité morale qui rend non valables ses stipulations. »

La Société des Avocats de Honduras, dans son

(1) Op. cit., p. 646.

(2) Droit International Codifié, n° 742.

Exposé, déjà mentionné, parlant à ce sujet, s'exprime ainsi :

« Il résulte de ce qui a été exposé, dit-elle, que la libre conclusion (de traités ou conventions) est limitée par les droits des Etats et que, de la même façon que dans la vie privée, les individus ne peuvent faire aucun contrat qui lèse les droits de tiers; les entités judiciaires, appelées Etats, ne peuvent pas le faire non plus, si elles lèsent ou amoindrissent les droits du même genre des autres entités. Le Nicaragua, par conséquent, n'a pas eu le droit de conclure aucun traité qui lèse les droits des pays voisins, et il a encore bien moins pu le faire, si ce Traité, par son contenu, vient à laisser sans effet ce qui a été stipulé dans une convention antérieure parfaitement valable, conclue avec les autres pays du Centre-Amérique. »

Il nous semble superflu d'insister sur la thèse de non-validité du Traité que nous étudions, les principes que nous exposons étant généralement reconnus.

Les Etats-Unis, de leur côté, ont été, dans cette négociation, guidés uniquement par leurs intérêts immédiats. Ayant assumé, comme nous l'avons exposé dans la première partie de cette étude, le caractère de médiateurs dans l'élaboration des Pactes de Washington de 1907, qui réglaient dans ce temps-là les relations centro-américaines, les Etats-Unis étaient obligés de les respecter, car la première obligation de tout médiateur est de respecter les négociations réalisées avec son aide. D'autre part, ils connaissaient l'incapacité relative où se trouvait le Nicaragua, vue que dans différentes occa-

sions ils avaient reconnu la solidarité d'intérêts qui l'unissait au Costa Rica dans les négociations du Canal. Il est vrai qu'avec la réserve sous laquelle fut ratifié le dit Traité par le Sénat Américain, ils ont sauvegardé leur responsabilité. Mais quelle confiance pouvaient avoir les pays du Centre-Amérique dans la sincérité d'une telle déclaration alors qu'ils les voyaient violer sans le moindre scrupule, les Pactes conclus avec leur médiation et sous leur propre couvert !

De plus n'avaient-ils pas soutenu que la base navale projetée, loin de constituer une menace contre la sécurité de ces Etats, serait une garantie pour eux ?

Maintenant, en ce qui concerne la non acceptation des décisions de la Cour de Justice, si le Nicaragua eut l'audace de les récuser, c'est parce qu'il savait que si cela donnait lieu à un conflit armé, le Gouvernement Américain s'y opposerait.

« Ce qu'on s'explique mal, dit M. Politis, c'est que les Etats-Unis, qui avaient été les parrains de la Cour et qui paraissaient tant tenir à son succès, l'aient ainsi laissé sombrer, alors qu'il était en leur pouvoir de lui venir en aide. Partie contractante dans le traité attaqué, ils auraient pu prévenir le procès en donnant aux gouvernements alarmés les conseils nécessaires où des satisfactions légitimes. Ils auraient pu ainsi engager le Nicaragua à éviter le scandale d'un refus de soumission aux sentences, en s'entendant avec ses voisins. Une attitude de conciliation était indiquée. Le conseil en avait

(1) Op. cit., p.

été donné. Il est regrettable qu'il n'ait pas été écouté » (1).

Cependant, contre toute justice et malgré les décisions de la Cour, le Traité Bryan-Chamorro continue à être en vigueur, et par cela, les pays dont il lèse les droits, dépendant de la politique Nord-Américaine. Il est vrai que dernièrement on a noté un changement notable dans la politique des Etats-Unis, en ce qui concerne les pays latino-américains, en particulier ceux que baigne la mer des Caraïbes. Ainsi, profitant de l'occasion des conférences centre-américaines réunies à Washington vers la fin de 1922, les Etats-Unis ont signé avec le Costa Rica un protocole d'après lequel ils s'engagent à consulter cette République au cas où le canal viendrait à être entrepris pour se mettre d'accord sur ce qui conviendrait en ce qui concerne ses droits (a).

Postérieurement, ce changement de sa politique s'est fait plus palpable, en se manifestant par les événements d'une importance transcendante dans la vie politique de ces peuples, à savoir l'abandon par les troupes américaines de Saint Domingue et du Nicaragua...

« L'évacuation du Nicaragua », dit M. Louis Guislaine, dans son intéressant article publié dans le « Temps » du 11 septembre de cette année, intitulé « *L'évolution politique panaméricaine* », l'évacuation du Nicaragua comme celle de Saint Domingue, révèle une tendance évidente des Etats-Unis à apporter plus de ménagements dans leur politique interventionniste dans

(1) Op. cit., p. 152.

l'Amérique latine, fondée sur la doctrine de Monroe. Cette tendance est assurément le résultat de l'observation personnelle que M. Kellogg, secrétaire d'Etat américain, a pu faire sur les conséquences et les effets préjudiciables à la bonne entente du continent, d'une politique basée sur une interprétation par trop exclusive et unilatérale et une application proprement impérialiste de cette doctrine.

Etc...

(a) Les deux Gouvernements conviennent que lorsque le Président des Etats-Unis serait autorisé par la loi à acquérir la possession des droits que la Costa Rica possède sur le Rio San Juan et dans la baie de Salinas et de cette partie du territoire appartenant au Costa Rica pour la construction et la protection d'un canal de profondeur et de capacité suffisantes pour le passage de bateaux de plus fort tonnage que celui existant aujourd'hui, depuis le point voisin de San Juan del Norte sur la mer Caraïbe, par la voie du lac Nicaragua, jusqu'à Brito, sur l'Océan Pacifique, ils s'engagent à entrer en négociation pour déterminer le plan et les conventions de détail, qui seraient nécessaires pour mener à bien la construction et pour disposer de la propriété et de l'autorité sur le Canal projeté.

La présente convention sera ratifiée par le Président des Etats-Unis d'Amérique, par le Conseil et sous l'approbation du Sénat, et par le Président de la République du Costa Rica, avec approbation du Congrès Constitutionnel, et les ratifications seront échangées aussitôt que cela sera possible.

En foi de quoi, les soussignés ont apposé leur signature sur le Protocole, et apposé au bas leurs sceaux.

Fait en duplicata en la ville de Washington, le 1^{er} fév. 1923.

Charles E. HUGUES.

J. R. OREAMUNO.

Dans l'actualité la presse nord-américaine parle avec insistance de la probabilité de la décision à prendre par le Sénat américain concernant la prochaine mise en marche des travaux d'ouverture du canal de

Nicaragua, comme moyen d'employer le fort excédent obtenu dans le dernier exercice, ce qui permettrait de pouvoir apprécier la valeur que le Gouvernement Américain donne à la réserve sous laquelle a été ratifié le Traité Bryan Chamorro.

En attendant, les peuples du Centre-Amérique restent dépendants de la politique américaine, par la faute de l'un de leurs gouvernants.

FIN

ANNEXE

TEXTE DU TRAITE GENERAL DE PAIX
ET D'AMITIE ET DES CONVENTIONS
PRINCIPALES SOUSCRITES EN 1907

Les Gouvernements des Républiques de Costa Rica, Guatemala, du Honduras, de Nicaragua et du Salvador désirant établir les bases qui fixent les relations générales des dits pays; ont résolu de conclure dans ce but un traité de Paix et d'amitié et à cet effet, ils ont nommé comme leurs délégués.

...En vertu de l'invitation faite en conformité à l'article 2 du protocole signé à Washington le 17 septembre 1907 par les représentants plénipotentiaires des cinq Républiques centre-américaines ont assisté à toutes les délibérations L.L. E.E., M.M. les représentants du Gouvernement des Etats-Unis du Mexique, l'ambassadeur Don Enrigue C. Creel et le représentant du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, M. William L. Buchanan.

Les délégués réunis dans la Conférence de Paix centre-américaine à Washington, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs, lesquels ont été trouvés en bonne forme, ont convenu de réaliser le projet sus-indiqué de la manière suivante :

Article premier. — Les Républiques de l'Amérique Centrale considèrent comme le premier de leurs devoirs, dans les relations mutuelles le maintien de la paix; et

elles s'obligent à conserver toujours la plus complète harmonie, et à résoudre tout désaccord ou toute difficulté qui pourra survenir entre elles, de quelque nature qu'ils soient par le moyen de la Cour de Justice Centre-Américaine, créée par la Convention conclue à cet effet, à cette même date.

Art. 2. — Dans le désir d'assurer dans les Républiques de l'Amérique Centrale les avantages résultant de la pratique de leurs institutions et de contribuer en même temps à affirmer leur stabilité et le prestige qui doit les entourer, il est déclaré que sera considéré comme une menace contre la paix desdites Républiques toute disposition ou mesure tendant à porter atteinte à l'ordre constitutionnel dans l'une quelconque d'entre elles.

Art. 3. — En raison de la position géographique centrale du Honduras et des facilités que cette circonstance a donné pour faire de son territoire le très fréquent théâtre des luttes centre-américaines, le Honduras déclare désormais sa neutralité absolue dans tout conflit survenant entre les autres Républiques; et celles-ci, à leur tour, si la dite neutralité est observée s'obligent à la respecter et à ne violer en aucun cas le territoire hondurien.

Art. 4. — En égard des avantages devant résulter de la création d'un Institut centre-américain pour le développement de leurs intérêts les plus vitaux, en outre l'Institut Pédagogique et de l'Office International centre-américain qui doivent être établis suivant les conventions conclues à cet effet par la Présente Confé-

rence. Il est recommandé spécialement aux Gouvernements de créer une Ecole pratique d'Agriculture dans la République du Salvador, une Ecole des Mines et de Mécanique dans celle du Honduras, et une Ecole des Arts et Métiers dans celle de Nicaragua.

Art. 5. — Pour cultiver les relations entre les Etats les Parties contractantes s'obligent chacune à accréditer chez les autres une Légation permanente.

Art. 6. — Les citoyens de chacune des parties contractantes résidant sur le territoire de l'une quelconque des autres, jouiront des mêmes droits civils que les nationaux, et ils seront considérés comme citoyens dans le pays de leur résidence, s'ils réunissent les conditions exigées par les lois constitutives correspondantes. Les non naturalisés seront exemptés du service militaire obligatoire sur mer et sur terre, et de tout emprunt forcé ou réquisition militaire, et ils ne seront pas obligés, pour aucun motif, de payer plus de contributions ou de taxes ordinaires ou extraordinaires que celles payées par les naturels.

Art. 7. — Les individus qui ont acquis un titre professionnel dans une des Républiques contractantes pourront exercer, dans l'une quelconque des autres, sans charge spéciale, leurs professions conformément aux lois respectives, sous la seule condition de produire le titre ou un diplôme correspondant dûment authentique et de justifier, s'il est nécessaire de l'identité de la personne et d'obtenir le permis du Pouvoir Exécutif dans le cas où il est exigé par la loi.

Seront aussi valables les études scientifiques faites

dans les Universités, écoles, facultés et Instituts d'enseignement secondaire de l'un quelconque des pays contractants moyennant la certification des documents certifiant des dites études et la preuve de l'identité de la personne.

Art. 8. — Les citoyens des pays signataires résidant sur le territoire des autres jouiront du droit de propriété littéraire, artistique et industrielle dans les mêmes termes et sous les mêmes conditions que les naturels.

Art. 9. — Les navires marchands des pays signataires seront considérés sur les mers, le long des côtes et dans les ports des dits pays, comme navires nationaux : ils jouiront des mêmes exemptions, franchises et concessions que les dits navires et ils ne paieront d'autres droits et ne supporteront d'autres charges et impôts que ceux payés par les bâtiments des pays respectifs.

Art. 10. — Les Gouvernements des Républiques Contractantes s'engagent à respecter l'inviolabilité du droit d'asile à bord des bâtiments marchands, de nationalité quelconque mouillés dans leurs ports. En conséquence, on ne pourra extraire des dits bâtiments que les coupables des délits de droit commun, en vertu d'un ordre du juge compétent et avec les formalités légales ? Les individus poursuivis pour délits politiques ou pour délits de droit commun connexes à des délits politiques, ne pourront être extraits que dans le cas où ils seront embarqués dans un port de l'état qui le réclame, tandis qu'ils seront dans ses eaux juridictionnelles, et après

qu'auront été remplies les conditions requises précédemment pour les cas des délits de droit commun.

Art. 11. — Les agents diplomatiques et consulaires des Républiques Contractantes, dans les villes, places et ports étrangers prêteront aux personnes, navires et autres propriétés de leurs compatriotes sans exiger pour le service rendu des droits autres ou plus élevés que ceux en usage pour leurs nationaux.

Art. 12. — Désireux de développer le commerce entre les Républiques contractantes, les Gouvernements respectifs se mettront d'accord pour établir des navires nationaux marchands qui feront le commerce de cabotage et conviendront d'arrangements et des subventions pour les compagnies de vapeurs faisant le trafic entre les ports nationaux et ceux de l'extérieur.

Art. 13. — Il y aura entre les Parties contractantes un échange complet et régulier des publications officielles de toute catégorie.

Art. 14. — Les instruments publics dressés dans l'une des Républiques contractantes seront valables dans les autres toutes les fois qu'ils seront dûment authentiqués et qu'en les rédigeant on aura observé les lois de la République d'où ils proviennent.

Art. 15. — Les autorités judiciaires des Républiques contractantes donneront suite aux commissions et ordres judiciaires en matière civile, commerciale, ou criminelle concernant les citations, interrogatoires et autres actes de procédure ou d'instruction.

Les autres actes judiciaires en matière civile ou commerciale procédant d'une action personnelle auront

sur le territoire de chacune des Parties contractantes la même force que les actes des tribunaux locaux et ils seront exécutés de la même manière toutes les fois qu'ils auront été déclarés exécutoires par le Tribunal suprême de la République dans laquelle ils doivent être exécutés, lequel vérifiera s'ils réunissent les conditions essentielles exigées par la législation respective, et conformément aux lois indiquées dans chaque pays pour l'exécution des sentences.

Art. 16. — Désirant prévenir une des causes les plus fréquentes des troubles dans les Républiques, les Gouvernements contractants ne permettront pas que les chefs des factions ou les chefs principaux des émigrations politiques, non plus que leurs agents, résident dans les départements frontières des pays dont ils pourraient troubler la paix.

Ceux qui seraient actuellement établis d'une manière fixe dans un département frontière pourront demeurer dans le lieu de leur résidence sous la surveillance immédiate du Gouvernement qui leur donne asile; mais dès le moment où ils deviendront un péril pour l'ordre public, ils seront compris dans la règle de l'alinéa précédent.

Art. 17. — Toute personne, quelle que soit sa nationalité, qui dans le territoire de l'une des parties contractantes, entreprendra ou entretiendra des mouvements révolutionnaires contre l'une des autres, sera immédiatement conduite dans la capitale de la République où elle sera mise en jugement, conformément à la loi.

Art. 18. — En ce qui concerne l'Office des Républiques de l'Amérique Centrale qui sera établi dans le Guatemala et l'Institut Pédagogique qui doit être créé à Costa Rica, on observera les conventions conclues à cet effet, et de même seront prises comme règle les conventions relatives à l'extradition, aux communications et aux conférences annuelles pour l'unification des intérêts de l'Amérique Centrale.

Art. 19. — Le présent Traité demeurera en vigueur pendant un délai de dix ans à compter du jour de l'échange, de rectifications. Cependant si un an avant l'expiration du dit délai, il n'a pas été fait par l'une des parties contractantes, notification spéciale aux autres de son intention d'y mettre fin, il continuera à être appliqué jusqu'à l'expiration d'une année après qu'une semblable notification aura été faite.

Art. 20. — Les stipulations des traités antérieurement conclus entre les Pays contractants étant résumées et convenablement modifiées, dans le présent Traité, il est déclaré que tous les traités antérieurs demeureront sans effet et seront abrogés par le Traité actuel lorsqu'il aura été définitivement approuvé et que les ratifications seront échangées.

Art. 21. — L'échange des ratifications du présent Traité, comme l'échange des ratifications des autres conventions conclues à la même date, se feront par le moyen des communications que les Gouvernements adresseront au Gouvernement de Costa Rica, pour que celui-ci les porte à la connaissance des autres Etats

contractants. Le Gouvernement de Costa Rica communiquera aussi sa ratification dès qu'elle aura lieu.

Signé dans la ville de Washington, le vingt décembre mil neuf cent vingt sept.

CONVENTION ADDITIONNELLE AU TRAITE GENERAL

Les Gouvernements des Républiques Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, de Nicaragua et du Salvador ont décidé de conclure une convention additionnelle au Traité Général et à cet effet ils ont nommé pour délégués

En vertu de l'invitation faite en conformité de l'article 11 du Protocole signé à Washington le 17 septembre 1907, par les représentants des cinq Républiques de l'Amérique Centrale, ont assisté à toutes les délibérations...

Art. I. — Les Gouvernements des Hautes Parties contractantes ne reconnaîtront aucun Gouvernement qui viendrait à s'établir dans l'une quelconque des cinq Républiques à la suite d'un coup d'état, ou d'une révolution contre un Gouvernement reconnu tant que la Représentation du Peuple, librement élu, n'aura pas réorganisé le pays dans la forme constitutionnelle.

Art. II. — Aucun Gouvernement de l'Amérique Centrale ne pourra, en cas de guerre civile, intervenir en faveur ou contre le Gouvernement du Pays où la lutte aura lieu.

Art. III. — Il est recommandé aux Gouvernements

de l'Amérique Centrale de procurer par les moyens à leurs dispositions, en premier lieu, la réforme constitutionnelle en vue d'interdire la réélection du Président de la République là où cette prohibition n'existe pas; en second lieu, l'adoption de toutes les dispositions nécessaires pour entourer d'une garantie complète le principe de l'alternabilité dans le Pouvoir.

Signé dans la ville de Washington, le 20 décembre 1907.

CONVENTION POUR L'ETABLISSEMENT D'UNE COUR DE JUSTICE CENTRE-AMERICAINE

Les Gouvernements de Costa-Rica...

dans l'intention de garantir efficacement leurs droits et de maintenir inaltérable la paix et l'harmonie de leurs relations, sans avoir besoin de recourir en aucun cas à l'emploi de la force sont convenus de conclure une convention pour constituer un Tribunal de Justice chargé de réaliser ces fins élevées et à cet effet ils ont nommé pour leurs délégués :

Art. I. — Les Hautes Parties contractantes conviennent par le présent acte de constituer et de maintenir un Tribunal permanent qui recevra le nom de « Cour de Justice Centre-Américaine » auquel elles s'engagent à soumettre tous les débats ou toutes les controverses qui pourront survenir entre elles, de quelque nature qu'ils soient et quelle que soit leur origine, dans le cas où les Chancelleries respectives n'auraient pas pu arriver à un accommodement.

Art. II. — Cette Cour connaîtra également des controverses soulevées par les particuliers d'un pays de l'Amérique Centrale contre l'un des autres Gouvernements contractants pour violation de traites ou conventions et des autres affaires de caractère international que le Gouvernement du particulier appuyé ou non sur la dite réclamation, et pourvu que l'on ait épuisé les recours que les lois du pays respectif accordent contre une telle violation ou qu'il soit prouvé qu'il y a deni de justice.

Art. III. — Elle connaîtra aussi des affaires que les Gouvernements lui soumettront d'un commun accord, soit qu'elles surviennent entre deux ou plusieurs d'entre eux ou entre l'un des dits Gouvernements et des particuliers.

Art. IV. — La Cour pourra également connaître des questions internationales que l'un des Gouvernements Centre-Américain et le Gouvernement d'une nation étrangère auront décidé de lui soumettre, en vertu d'une convention spéciale.

Art. V. — La Cour de Justice Centre-Américaine aura son siège dans la ville de Cartago (République de Costa Rica). Elle pourra transférer accidentellement sa résidence dans un autre point de l'Amérique Centrale lorsque, pour des raisons de salubrité, de garantie pour l'exercice de ses fonctions ou de la sécurité personnelle de ses membres, elle le jugera convenable.

Art. VI. — L'organisation de la Cour de Justice Centre-Américaine comprendra cinq magistrats, nommés un par chaque République et choisis parmi les ju-

risconsultes réunissant les conditions exigées par les lois de chaque pays pour l'exercice de la Haute Magistrature et jouissant de la plus haute considération à raison tant de leurs qualités morales que de leur compétence professionnelle.

Les places vacantes seront remplies par les magistrats suppléants nommés en même temps et de la même manière que les titulaires et devant réunir les mêmes conditions que ces derniers.

La présence simultanée de cinq magistrats composant le Tribunal est indispensable pour que les résolutions de la Cour réunissent le *quorum* nécessaire.

Art. VII. — Le Pouvoir législatif de chacune des cinq Républiques Contractantes nommera ses magistrats respectifs : un titulaire et un suppléant. Le traitement annuel de chaque magistrat sera de huit mille *pesos* en or américain, lesquels seront payés par la Trésorerie de la Cour. Le traitement du magistrat du lieu de la résidence de la Cour sera fixé par le Gouvernement respectif. En outre, chaque Etat contribuera chaque année pour deux mille *pesos-or* aux frais ordinaires et extraordinaires du Tribunal. Les Gouvernements des Républiques Contractantes s'obligent à inscrire leurs parties respectives dans leur budget des dépenses et à remettre par trimestre et d'avance à la Trésorerie de la Cour la partie leur incombant pour ces services.

Art. VIII. — Les magistrats titulaires et suppléants seront nommés pour une période de cinq années comptées du jour où ils prendront possession de leur charge, et ils pourront être réélus.

En cas de décès, démission ou incapacité permanente de chacun d'eux, il sera procédé à son remplacement par la Législature respective et le magistrat élu continuera la période de son prédécesseur.

Art. IX. — Les magistrats titulaires et suppléants prêteront serment, ou feront la promesse légale devant l'autorité qui les aura nommés, et dès ce moment, ils jouiront des immunités et prérogatives à eux confédérées par la présente Convention. Les titulaires jouiront aussi dès ce moment, de traitements fixés à l'art. VI.

Art. X. — Tant que demeureront dans le pays où ils ont été nommés, les magistrats titulaires et suppléants jouiront de l'immunité personnelle que des lois respectives accordent aux magistrats de la Cour Suprême de Justice et dans les autres Républiques Contractantes, ils auront les privilèges et immunités des agents diplomatiques.

Art. XI. — La charge de magistrat en fonctions est incompatible avec l'exercice de leur profession et avec l'exercice de charges publiques. La même incompatibilité est établie pour les magistrats suppléants pendant le temps où ils exerceront effectivement leurs fonctions.

Art. XII. — Dans sa première séance annuelle, la Cour élira parmi les magistrats dont elle se compose un président et un vice-président; elle organisera le personnel de son bureau, en désignant un Secrétaire, un Trésorier et les autres employés subalternes qu'elle jugera nécessaires et elle fixera le budget de ses dépenses.

Art. XIII. — La Cour de Justice Centre-Américaine représentera la conscience nationale de Centre-Améri-

que, et à ce titre, les magistrats composant le Tribunal ne pourront être considérés comme frappés d'interdiction d'exercer leurs fonctions en raison de l'intérêt que peuvent avoir dans une affaire ou question la République, de qui ils tiennent leur nomination. En ce qui concerne les implications et récusations, les ordonnances de procédure rendues par la Cour disposeront ce qu'il conviendra.

Art. XIV. — Lorsque surviendront des contestations ou des questions soumises à la compétence du Tribunal, la partie intéressée devra présenter une demande comprenant tous les points de fait et de droit relatifs à l'affaire et toutes les preuves pertinentes. Le Tribunal communiquera sans perte de temps, le mémoire en demande aux gouvernements ou particuliers intéressés et les invitera à présenter leurs allégations et preuves dans le délai qu'il indiquera, lequel, en aucun cas, ne pourra dépasser soixante jours.

Art. XV. — Si le délai est indiqué sans qu'il ait été répondu à la demande, la Cour requerra le ou les plaignants de le faire dans un nouveau délai qui ne pourra dépasser vingt jours et ce délai expiré sur la ou les preuves présentées et de celles que d'office il aura cru convenable d'obtenir, le Tribunal prononcera la sentence correspondante laquelle sera définitive.

Art. XVI. — Si le Gouvernement, les Gouvernements ou les particuliers sollicitants se sont présentés en temps utile devant la Cour et ont fourni leurs allégations et preuves, la Cour statuera sur l'affaire dans les trente jours qui suivront, sans autres formalités ni

diligences ; toutefois, si un nouveau délai est sollicité, elle lui fixera en terme raisonnable. Le délai expiré, la Cour renoncera la sentence dans les trente jours.

Art. XVII. — Chacun des Gouvernements ou des particuliers intéressés directement dans les questions soumises à la Cour, a le droit de se faire représenter devant elle par une personne ou par des personnes ayant sa confiance pour présenter des preuves, formuler des conclusions et faire dans les délais fixés par la présente Convention et par les ordonnances de la Cour de Justice toutes les diligences qui seront jugées utiles à la défense des droits qu'elles représentent.

Art. XVIII. — Depuis le moment où une réclamation est introduite contre un ou plusieurs Gouvernements jusqu'à la sentence définitive, la Cour pourra fixer la situation dans laquelle doivent demeurer les parties litigieuses à la requête de l'une quelconque d'entre elles, afin de ne pas aggraver le mal et de conserver les choses dans le même état jusqu'à prononcé de la sentence définitive.

Art. XIX. — Pour tous les effets de la présente convention, la Cour de Justice Centre-Américain pourra s'adresser aux Gouvernements ou aux Tribunaux de Justice des Etats Contractants, par l'organe du Ministère des Relations extérieures ou des Secrétaires de la Cour Suprême de Justice des pays respectifs ; suivant la nature de l'acte qu'il y aura lieu de faire, afin d'exécuter les mesures avant faire droit qu'elle ordonnera

Art. XX. — Elle pourra aussi nommer des commissaires spéciaux pour remplir les dits actes lorsqu'elle le

jugera utile pour mieux en assurer l'exécution. Dans ce cas, elle sollicitera la coopération et l'aide du Gouvernement où doit être exécuté l'acte pour que les commissaires remplissent sa mission. Les Gouvernements contractants se promettent formellement d'obéir et d'exécuter le mieux et le plus promptement possible.

Art. XXI. — La Cour de Justice Centre-Américaine statuera sur les points de faits qui seront constatés suivant sa libre appréciation et en ce qui concerne les points des Droits, conformément aux principes du Droit international. La sentence définitive comprendra chacun des points en litige.

Art. XXII. — La Cour a la faculté de déterminer sa compétence en interprétant les traités et conventions relatifs au point constaté et en appliquant le principe du Droit international.

Art. XXIII. — Toute résolution définitive ou interlocutoire devra être prise à la majorité d'au moins trois magistrats du Tribunal. En cas de partage, il sera fait appel par tirage au sort à un des magistrats suppléants, et si l'on obtient ainsi la majorité des droits on continuera à tirer au sort d'autres suppléants jusqu'à ce que la majorité des trois voix soit obtenue.

Art. XXIV. — Les sentences devront être consignées par écrit et contenir un exposé des motifs sur lesquels elles se fondent. Elles devront être signées par tous les magistrats du Tribunal et contresignées par les Secrétaires.

Une fois qu'elles auront été notifiées, elles ne pourront être modifiées pour aucun motif. Toutefois, à re-

quête de l'une quelconque des parties, le Tribunal pourra déclarer l'interprétation que l'on doit donner à ces sentences.

Art. XXV. — Les sentences de la Cour seront communiquées aux cinq Gouvernements des Républiques contractantes. Les intéressés s'engagent à se soumettre aux dites sentences et à prêter tout l'appui moral qui sera nécessaire pour qu'elles reçoivent leur due exécution et à constituer sous cette forme une garantie réelle et positive de leur respect pour la présente Convention et pour la Cour de Justice Centre-Américaine.

Art. XXVI. — Le Tribunal est autorisé à faire son règlement, à éditer les ordonnances de procédure qui seront nécessaires et à déterminer les formalités et les délais qui ne sont pas réglés par la présente Convention. Toutes les dispositions qui seront prises à ce sujet seront immédiatement communiquées aux Hautes Parties contractantes...

Art. XXVII. — Les Hautes Parties contractantes déclarent que pour aucun motif et dans aucun cas, elles ne laisseront tomber en désuétude la présente convention, et qu'en conséquence elles la considèrent comme étant toujours en vigueur durant le délai de dix ans à compter de la dernière ratification. Dans le cas où la forme politique de l'une ou de plusieurs Républiques contractantes viendrait à être changée ou modifiée, les fonctions de la Cour de Justice Centre-Américaine seront suspendues ipso-facto et une conférence sera aussitôt convoquée par les Gouvernements respectifs pour adapter la Constitution de ladite Cour au nouvel ordre

des choses; dans le cas où l'on arriverait pas à un accord unanime, la présente convention sera tenue pour ratifiée.

Art. XXVIII. — Le change de ratification de la présente convention se fera en conformité de l'article XI du Traité de Paix et d'Amitié.

Article transitoire. — A titre de recommandation des cinq délégués, il sera ajouté un article annexe contenant une augmentation des pouvoirs de la Cour de Justice Centre-Américaine, afin que les législateurs qui les jugeront convenables puissent l'inscrire dans la présente convention au moment où elles le ratifieront.

Article annexe. — La Cour de Justice Centre-Américaine connaîtra aussi des conflits pouvant survenir entre les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, et quand un fait, les décisions judiciaires et les résolutions du Congrès national ne seront pas respectées.

Signé dans la ville de Washington, le 20 déc. 1907.

Vu: *Le Président de la Thèse,*

DE LAPRADELLE

Vu: *Le Doyen,*

H. BERTHELEMY

Vu et permis d'imprimer:

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. LAPIE

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et documents consultés :

- ANDERSON Luis. — Discurso pronunciado en el acto solemne de la inauguración de la Corte de Justicia Centro-Americana en su carácter de Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores de la República de Costa-Rica.
- ALVAREZ Alexandre. — Le Droit International Américain.
- ARGUELLO Laucel. — Situación jurídica del Golfo de Fonseca segun los principios del Derecho Internacional (San Salvador).
- Anales de la Corte de Justicia Centro-Americana.*
- BIARD. — Le canal interocéanique et son régime juridique (1902).
- Boletín oficial de la Secretaria de Relaciones Exteriores de México*, t. XXVI, p. 227, y s. s.
- Centro-América*, t. II 1910, p. 201.
- Conferia de Paz Centro-Americana de 1907 (San José de Costa-Rica).
- Conferencia de Plenipotenciarios de San José de Costa-Rica de 1921. Informe presentado al Gobierno de Honduras por sus Delegados.
- Constitución Política de la República de Honduras.
- Constituciones Políticas de la República de Nicaragua.
- Cartas Políticas, cruzadas entre los Presidentes de El Salvador y de los Estados Unidos (San Salvador. Imp. Nacional, 1916).

CALVO. — *Traité de Droit International Public.*

DE LAPRADELLE. — *Le droit de l'Etat sur la mer territoriale.* R. D. I. P., t. V, pp. 264 et s.

Demanda presentada por el Gobierno de El Salvador contra el de Nicaragua ante la Corte de Justicia Centro-Americana con motivo de la celebración del Tratado Bryan-Chamorro (San José de Costa-Rica).

FAUCHILLE y BONFILS. — *Traité de Droit International Public*, t. I, Parties I et II. 8^e édition.

FIGUEROA. — *Droit International Codifié.*

FIGUEROA. — *La doctrina Tobar.* *Revista de la Sociedad jurídico-literaria*, 1913, p. 25.

Memorias del Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Nicaragua correspondientes a 1914, 1916 y 1917.

Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores, Justicia, Gracia, Culto y Beneficencia de la República de Costa-Rica correspondiente al año de 1916.

PERALTA. — *La Historia de los filibusteros* (San José 1908).

PAREDES. — *Arbitraje amplio y obligatorio* (San Salvador 1921).

POLITIS. — *La Justice Internationale.*

PRADIER FODÈRE. — *Traité de Droit International public Européen et Américain.*

Revista La Reforma Social, t. VI, n. 4.

Revue Générale de Droit International Public, t. II, p. 567 et t. IV, p. 146.

RODRIGUEZ GONZALEZ, Salvador. — El Golfo de Fonseca en el Derecho Público Centro-Americano. Doctrine Meléndez.

ROJAS CORRALES. — El Tratado Chamorro Waitzel ante Centro-América y ante el Derecho Internacional.

TOBAR. — *Revue de Droit International Public*, t. XXI, p. 482.

VASQUEZ, Mariano. — La Grande Ilusión. Trabajos unionistas de 1917 y 1921. Documentos para la Historia. (Imp. Arevalo, San Salvador.)

VILLENEUVE. — La ligne séparative des eaux nationales et de la mer territoriale, spécialement dans les baies. 1914.

VATTEL. — Le Droit des gens.

VIOLLETE. — *Les Etats-Unis et le canal interocéanique*. R. D. I. P., t. X, pp. 5 et s., et t. II, pp. 481 et s.

RIVIER. — *Principe du Droit des Gens*, t. I.

WHISTELEY. — *Les Traités Clayton-Bulwer et Hay-Pauncefote*. R. D. I., t. III, p. 5.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER.....	5
<i>Considérations générales.</i>	
CHAPITRE II.....	36
Politique du Canal dans le Centre-Amérique. — Le Traité Bryan-Chamorro et les conflits qu'il a provoqués en Amérique Centrale.	
CHAPITRE III.....	65
Le Traité Bryan-Chamorro viole le principe du Droit International Centre-Américain, d'après lequel aucun des cinq Etats ne peut aliéner une partie de son territoire, ni conclure des actes tendant à compromettre son indépendance, sa souveraineté ou à rendre impossible la réalisation de l'Union Centre-Américaine.	
CHAPITRE IV.....	72
Le Traité Bryan-Chamorro a violé les Conventions de Washington de 1907, qui régissait les relations centre-américaines jusqu'alors.	
CHAPITRE V.....	83
Le Traité Bryan-Chamorro viole les droits de copropriété que possèdent sur les eaux du golfe de Fonseca les Etats de Salvador et de Honduras.	
CHAPITRE VI.....	109
La concession de la Base Navale sur le golfe de Fonseca, menace la sécurité et l'autonomie du Salvador et du Honduras et met en danger leurs intérêts vitaux.	
CHAPITRE VII.....	125
Conflit soulevé par le Traité Bryan-Chamorro entre	

	Pages
Costa-Rica et le Nicaragua.	
CHAPITRE VIII.....	133
Refus du Nicaragua d'accepter les arrêts de la Cour.	
CHAPITRE IX.	138
Conclusion.	
ANNEXE	
.....	146
Texte du Traité Général de Paix et d'Amitié et des Conventions Principales souscrites en 1907.	

